

Clôture 1941

Dossier de fond relatif à la liquidation

1. Comptabilité Générale (Bureau des Comptes divers et Comptes courants)
2. Caisse de Prévoyance S.N.C.F.
3. Frais de gestion. Caisse des Retraites
4. Guillaume-Luxembourg
5. Division Centrale des Finances
6. Commission des Comptes
7. Contact d'Administration
8. Assemblée Générale
9. Bureau du Service de la Presse
10. Application des prescriptions de l'Art. 41 de la Convention du 31 Août 1937 :
 - a. Lettre de M^r le Secrétaire d'Etat aux Communications
 - b. Lettre de M^r le Ministre des Finances
11. Divers.
12. Subdivisions du Contrôle des Recettes

Clôture 1941

Comptabilité Générale (Bureaux des Comptes divers et Comptes courants)

10 AVR 1942

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

Monsieur le Chef de la Subdivision
des Comptes Divers
(Bureau des Comptes courants)

F2 Liq. N° 1132/ha

OBJET : Décomposition des soldes de certains
comptes courants au 31 décembre 1941

En vue de la constatation dans les écritures de la S.N.C.F. des comptes courants débiteurs et créditeurs au 31 décembre 1941, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir, avant le 15 avril courant, la décomposition, par Chemin de fer, Compagnie ou Société, des comptes ci-après dont la tenue incombe à votre Subdivision :

4609	- CHEMINS DE FER ETRANGERS	- Cptes Cts
4621	- COMPAGNIES SECONDAIRES	- d°
4623	- COMPAGNIES DE NAVIGATION	- d°
4625	- SOCIETES DE TRANSPORTS	
	AUTOMOBILES	- d°

/ Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale
LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Clôture 1941

Caisse de Prévoyance S.N.C.F.

.....

Une réserve doit être faite au sujet des deux comptes suivants, figurant à l'inventaire (Comptes Divers - Passif - page 2D) :

- Fonds de Réserve ordinaire de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F.

- Fonds de réserve spécial de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F.

Les soldes qui sont indiqués pour chacun de ces comptes sont susceptibles d'être modifiés par suite du contrepassement du 2ème au 1er de la moitié du bonus de l'exercice 1941 - Ce dernier qui s'élève à 3.802.814 frs 2 a en effet été réparti par la Direction de la Caisse par moitié entre les deux comptes. Le Conseil d'Administration de la Caisse sera vraisemblablement amené dans sa séance du 22 mai courant à rectifier cette imputation et à imputer la totalité du bonus au Fonds de réserve ordinaire.

Il ne s'agirait donc que d'une rectification locale, affectant uniquement les soldes des deux comptes précités dont le total serait inchangé.

.....

Services Financiers

Note sur une modification éventuelle
des écritures de liquidation à fin 1941

Au poste "Réserves et provisions" du Passif du Bilan à fin 1941 figure la rubrique "Caisse de Prévoyance et de Maladie" pour un montant de 184.176.606 frs 8.

Suivant détail donné à l'inventaire (Comptes divers du Passif, page 2 D), cette rubrique comprend notamment les deux comptes suivants :

Fonds de réserve ordinaire de la Caisse de
Prévoyance S.N.C.F. 60.788.485^f,6

Fonds de réserve spécial de la Caisse de
Prévoyance S.N.C.F. 58.996.351^f,9

Les soldes ci-dessus indiqués de ces deux comptes sont conformes à l'arrêté des comptes établi par la Direction de la Caisse de Prévoyance, arrêté qui n'a pas encore été approuvé par le Conseil d'Administration de la dite Caisse, lequel ne statuera que dans sa séance du 22 courant.

Or, il est probable que le Conseil d'Administration de la Caisse, se rangeant à l'avis formulé par le Comité permanent, décidera l'imputation au Fonds de réserve ordinaire de la totalité du bonus de l'exercice 1941, s'élevant à 3.802.814 frs 2, alors que la Direction de la Caisse avait, dans ses écritures primitives, actuellement seules reprises par la Comptabilité Générale de la S.N.C.F., cru devoir, conformément aux précédents, répartir ce bonus, par parts égales, entre le Fonds de réserve ordinaire et le Fonds de réserve spécial.

Si le Conseil d'Administration de la Caisse prend la décision ci-dessus prévue, il y aura donc lieu à écriture complémentaire portant virement d'une somme de 1.901.407 frs 1 du Fonds de réserve spécial au Fonds de réserve ordinaire.

La décision ne devant intervenir que postérieurement à l'approbation des comptes par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. et leur envoi à la Commission d'Examen des Comptes, il est suggéré de faire part au Conseil d'Administration de l'éventualité du redressement susvisé, puis d'adresser, s'il y a lieu, à la Commission des Comptes une lettre précisant les modifications apportées à l'inventaire postérieurement à l'envoi des documents primitifs.

Toutes dispositions sont prises pour qu'à l'avenir l'arrêté définitif des comptes de la Caisse de Prévoyance intervienne avant la clôture des opérations comptables de la S.N.C.F., ce qui permettra d'éviter tous redressements de la nature de celui faisant l'objet de la présente Note.

M. Mettas
Prière de nous mettre en liaison avec M. Zwillier du Conseil, par la voie du Secrétariat, au sujet de la lettre d'envoi à la Commission. Cette lettre sera déjà préparée à la date de l'arrêté des comptes.
à modifier par l'état des observations exposées dans la présente note que je vous en remettrai à M. le Président en vue du Comité du 20/5/42
19/5/42

RECTIFICATIONS

à apporter à l'inventaire au 31 Décembre 1941
des Comptes Divers (Passif) page 2 d

AU LIEU DE :

60.788.485,6	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
58.996.351,9	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

IL FAUT :

62.689.892,7	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
57.094.944,8	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

béquet à coller à l'emplacement correspondant de l'inventaire

RECTIFICATIONS

à apporter à l'inventaire au 31 Décembre 1941
des Comptes Divers (Passif) page 2 d

AU LIEU DE :

60.788.485,6	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
58.996.351,9	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

IL FAUT :

62.689.892,7	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
57.094.944,8	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

béquet à coller à l'emplacement correspondant de l'inventaire

RECTIFICATIONS

à apporter à l'inventaire au 31 Décembre 1941
des Comptes Divers (Passif) page 2 d

AU LIEU DE :

60.788.485,6	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
58.996.351,9	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

IL FAUT :

62.689.892,7	FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.177	4.172
57.094.944,8	FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.	4.178	4.173

béquet à coller à l'emplacement correspondant de l'inventaire

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITE GENERALE

SUBDIVISION DES ECRITURES GENERALES

BUREAU de la LIQUIDATION

Monsieur le Directeur
de la Caisse de Prévoyance
S.N.C.F.

F2 Liq N° 1101

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-dessous, les divers taux à appliquer à vos dépenses de l'exercice 1941 pour déterminer la participation de la Caisse de Prévoyance dans les dépenses de la S.N.C.F.

1° - Charges Patronales

12% sur les dépenses de personnel du cadre permanent (allocations de famille et de naissances comprises)

5% sur les dépenses du personnel auxiliaire

2° - Frais d'Administration Générale

2.50% sur l'ensemble des frais de gestion de la Caisse de Prévoyance.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire créditer la Comptabilité Générale du montant de cette participation sur mois comptable de décembre 1941.

Par ailleurs, je vous signale que la Comptabilité Générale vous débitera, sur même mois, du montant des impôts payés à votre titre par la SNCF au cours du même exercice, savoir :

Contributions 25.161.-

La facturation relative à la prime due par la Caisse de Prévoyance pour les risques incendie, sera effectuée dès que Mr le Secrétaire général nous en aura fait connaître le montant

LE CHEF DE LA-SUBDIVISION
DES ECRITURES GENERALES

Signé : LAGUONIE

RC/HH-21-I-1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

Paris, le 22 JAN 1942

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 13043

F2 Liq N° 1059

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux.

Pour me permettre de déterminer et de ventiler les frais de gestion du Service des Retraites et de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F. je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître pour le 5 Février 1942, au plus tard, le montant des contributions (impôt foncier, taxes et patentes), payées au cours de l'année 1941, afférentes aux immeubles occupés à Paris par l'un et l'autre de ces Services.

/ Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Paris, le 29 JAN 1942

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES
BUREAU de la LIQUIDATION

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 13.073
Monsieur le Secrétaire
Général.

F2 Liq N° 8077

En vue de l'arrêté des Comptes de l'exercice 1941, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître le montant annuel de la somme forfaitaire à verser par la Caisse de Prévoyance S.N.C.F. au compte d'Exploitation, pour tenir compte de la prise en charge par la S.N.C.F. de la couverture du risque d'incendie de l'immeuble sis à Paris, 11 rue Laborde.

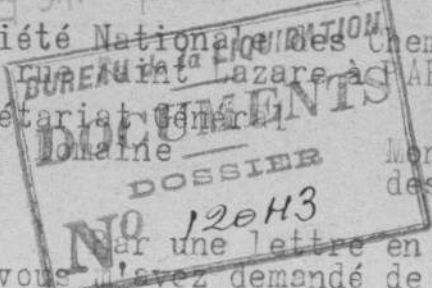
Je crois utile de vous faire savoir à ce sujet que cet immeuble figure actuellement au bilan, pour un montant de Frs : 3.781.374,9 et que par ailleurs le mobilier de la Caisse de Prévoyance a été pris en charge pour une somme de Frs : 1.351.048,5.

Afin de permettre aux Services financiers d'assurer la liquidation de l'exercice dans les délais prévus, il serait nécessaire que ce renseignement me parvienne pour le 15 Février prochain au plus tard.

Le Directeur des Services Financiers

Signé : BROCHU

Société Nationale des Chemins de fer français
88, Boulevard de la Gare à PARIS
Secrétariat Général



Monsieur le Directeur
des Services Financiers.

Par une lettre en date du 29 Janvier 1942,
vous m'avez demandé de vous faire connaître le
montant annuel de la somme forfaitaire à ver-
ser par la Caisse de Prévoyance au compte ex-
ploitation pour couverture du risque d'incen-
die de l'immeuble II rue Laborde à PARIS.

J'ai l'honneur de vous faire connaître
qu'il me paraît équitable d'appliquer à la
Caisse de Prévoyance pour garantie de son im-
meuble le taux fixé pour les immeubles de la
Caisse des Retraites, soit 0.21 pour 1.000 frs.
Pour tenir compte que le risque ne porte que
sur un seul immeuble, je serais d'avis, bien
qu'elle soit supérieure à la valeur vénale ac-
tuelle, de prendre pour consistance du risque
la valeur d'établissement, soit :
3.781.374,90

En ce qui concerne le mobilier, j'estime
qu'il y a lieu de prendre la prime (nette pour
la Compagnie d'assurances) généralement prati-
quée, soit 0.75 pour 1.000 frs de capital, plus
25% de majoration.

En conséquence, la somme forfaitaire à
payer par la Caisse de Prévoyance au compte
exploitation serait de :

$$\begin{aligned} & \frac{3.781.374,90 \times 0.21}{1.000} \\ & + \frac{1.351.048,50 \times 0.75 \times 125}{1.000 \times 100} = 2.060 \text{ frs} \end{aligned}$$

soit en chiffres ronds : 2.000 frs.

Le Secrétaire général adjoint
Signé : Illisible

RECTIFICATIONS

à apporter à l'inventaire au 31 Décembre 1941
des Comptes Divers (Passif) Page 2 d

AU LIEU DE :

60.788.485,6

FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.

4.177

4.172

58.996.351,9

FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.

4.178

4.173

IL FAUT :

62.689.892,7

FONDS DE RESERVE ORDINAIRE DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.

4.177

4.172

57.094.944,8

FONDS DE RESERVE SPECIAL DE LA CAISSE DE PREVOYANCE S.N.C.F.

4.178

4.173

béquet à coller à l'emplacement correspondant de l'inventaire

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

CAISSE DE PREVOYANCE

RAPPORT ANNUEL

(TROISIEME EXERCICE : ANNEE 1941)

60 988 485.6
1 901 407.1

53 689 899.7

58 996 351.9
1 901 407.1

57 094 944.8

Caisse de Prévoyance SNCF

Fonds de réserve ordinaire

d'après annexe V "Liquidation de l'exercice"

3.802.814,2

Grand-Livre SNCF

— Le compte N° 4177, Fonds de réserve ordinaire
a reçu à son crédit, au cours de
l'exercice 1941

1.901.407,1

— Le compte N° 4178, Fonds de réserve spécial
a été crédité de pareille somme soit

1.901.407,1

Ensemble

3.802.814,2

d'autre part le compte N° 4178, Fonds de réserve spécial
a été débité (ainsi qu'il est dit à l'annexe III de la C.P.)
du montant des dépenses relatives aux colonies de
vacances. 1678.859,2

De ce qui précède, il résulte, que contrairement aux indications de l'annexe V, la réserve constituée, a été imputée par moitié à chacun des deux comptes sus-visés, ce qui justifie les différences qui ressortent du rapprochement des comptes SNCF et ~~de~~ du passif du Bilan (annexe N° VI)

VI - BILAN AU 31 DECEMBRE 1941

A C T I F			P A S S I F		
Immeubles	du Siège	3.504.497,2		Fonds de réserve ordinaire	62.669.692,7
	de Gouvieux	550.000,0	4.054.497,2	Fonds de réserve spécial	57.004.944,8
Matériel de bureau		1.265.619,2		Amortissement	
Matériel médical		145.150,8	1.410.770,0	de l'immeuble du Siège	367.651,6
(1)				-d- de Gouvieux	22.000,0
Valeurs mobilières			60.382.200,0	Amortissement du matériel	561.560,1
Prêts et créances (2)			75.000.000,0	Provision pour prestations dues et non encore mandatées	26.000.000,0
Fonds disponibles	en compte-courant à la S.N.C.F.		10.633.767,5	Prestations mandatées restant à payer	4.730.200,7
	en caisse		7.982,1	Sommes à disposition	19.187,8
Opérations à régler			16.320,9		
			151.505.527,7		151.505.527,7

(1) 6.280 obligations S.N.C.F.
4% 1941 de 10.000 frs

60.382.200,0

(2) Prêts à court terme à la S.N.C.F.

à échéance des :	24 janvier	1942	10.000.000,0
	28 avril	1942	20.000.000,0
	20 mai	1942	20.000.000,0
	2 juillet	1942	15.000.000,0
	7 septembre	1942	10.000.000,0
			75.000.000,0

CAISSE DE PREVOYANCE

COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE 1941

I - AFFILIES ET BENEFICIAIRES⁽¹⁾

		AU 31 DECEMBRE 1940	MODIFICATIONS SURVENUES EN 1941		AU 31 DECEMBRE 1941
			EN PLUS (affiliations nouvelles)	EN MOINS (radiations)	
NOMBRE D'AFFILIES		394.214	8.386	18.254	384.346
NOMBRE DE BENEFICIAIRES	agents	394.214	8.386	18.254	384.346
	conjoint	350.381	7.463	16.246	342.098
	enfants et autres ayants droit	532.316	11.321	24.643	518.994
	total	1.277.411	27.170	59.143	1.245.438
PROPORTION PAR AFFILIE	agents	1	"	"	1
	conjoint	0,89	"	"	0,89
	enfants et autres ayants droit	1,35	"	"	1,35
	total	3,24	"	"	3,24

(1) Les affiliés sont tous les agents du cadre permanent commissionnés, à l'essai ou confirmés, à l'exception des agents en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Les ayants droit de la famille de l'agent sont :

- le conjoint ;
- les enfants mineurs célibataires de l'agent ou de son conjoint (légitimes, naturels, reconnus ou adoptifs) à la charge de l'agent ;
- les enfants mineurs célibataires, recueillis par l'agent (ou pupilles de la Nation dont l'agent est tuteur) et à la charge de celui-ci ;
- les enfants majeurs de l'agent ou de son conjoint, infirmes ou incapables et à la charge de l'agent ;
- les filles majeures de l'agent ou de son conjoint, célibataires (ou veuves ou dont le mari accomplit le service militaire légal et qui remplissent la double condition d'habiter chez l'agent et d'être à sa charge.

Si l'ayant droit est lui-même couvert par un régime d'Assurances Sociales ou par un régime spécial assurant directement les prestations, la Caisse de Prévoyance n'est tenue que pour l'excédent des prestations qu'elle garantit sur les prestations servies par le dit régime.

Dans le cas où l'ayant droit bénéficie de l'un des régimes spéciaux énumérés à l'article 23 du décret du 28 octobre 1935, la même disposition lui est applicable, et son régime spécial est considéré comme lui accordant des prestations équivalentes à celles du tarif-limite de Réassurance des Caisses d'Assurances Maladie-Maternité.

II - PRESTATIONS

A - REGLEMENT DES PRESTATIONS

A - REGLEMENTS DIRECTS AUX AFFILIES

(non compris les colonies de vacances)

	ANCIEN REGIME ⁽¹⁾	NOUVEAU REGIME ⁽¹⁾	ENSEMBLE
DOSSIERS INDIVIDUELS DE MALADIE			
{ Régles (un mandat par dossier)	1.304	629.745	631.049
{ Refusés	25	3.177	3.202
{ En cours d'examen	4	13.515	13.519
{ retournés pour complément de renseignements	"	24.416	24.416
{ à la taxation			
{ Ensemble des dossiers reçus	1.333	670.853	672.186
MONTANT TOTAL DES REMBOURSEMENTS EFFECTUES (a)	269.505 f.	91.407.245 f.	91.676.750 f.
VALEUR MOYENNE DU DOSSIER INDIVIDUEL	206 f.	145 f.	145 f.

B - REGLEMENTS AUX ETABLISSEMENTS

(non compris les colonies de vacances)

DEMANDES DE REMBOURSEMENTS A RAISON D'UNE PAR BENEFICIAIRE (agent ou ayant droit)			
{ Régles	1.913	48.628	50.541
{ En cours d'examen	120	6.885	7.005
{ Ensemble des demandes reçues	2.033	55.513	57.546
MONTANT TOTAL DES REMBOURSEMENTS EFFECTUES (b)	1.186.305 f.	36.412.256 f.	37.598.561 f.
VALEUR MOYENNE DU REMBOURSEMENT PAR BENEFICIAIRE	620 f.	748 f.	743 f.

C - REGLEMENTS AUX FOURNISSEURS

(Pharmaciens, Orthopédistes, Opticiens)

DEMANDES DE REMBOURSEMENTS A RAISON D'UNE PAR BENEFICIAIRE (agent ou ayant droit)			
{ Régles	"	733.632	733.632
{ En cours d'examen	"	55.776	55.776
{ Ensemble des demandes reçues	"	789.408	789.408
MONTANT TOTAL DES REMBOURSEMENTS EFFECTUES (c)	"	23.864.864 f.	23.864.864 f.
VALEUR MOYENNE DU REMBOURSEMENT PAR BENEFICIAIRE	"	32 f.	32 f.

D - TOTAL DES PRESTATIONS REGLEES

EN 1941			
{ agents	"	57.376.863	57.376.863
{ ayants droit	1.455.810	94.307.502	95.763.312
{ TOTAUX (a + b + c)	1.455.810 f.	151.684.365 f.	153.140.175 f.
DEPENSE MOYENNE PAR AFFILIE	3 f.80	324 f.70	398 f.50
DEPENSE MOYENNE PAR BENEFICIAIRE			
{ agent	"	149 f.30	149 f.30
{ ayant droit	1 f.70	109 f.50	111 f.20

(1) Sous les titres "ancien régime" et "nouveau régime" sont comprises, d'une part, les prestations réglées sur les bases du Règlement en vigueur jusqu'au 31 juillet 1940 et, d'autre part, celles qui ont été réglées sur les bases du Règlement applicable depuis le 1er août 1940.

II - PRESTATIONS (Suite)

B - DECOMPOSITION DETAILLEE ET POURCENTAGE DES PRESTATIONS PAYEES DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1941

NOTA - Sur le présent tableau, les sommes payées au titre de chaque prestation sont exprimées en milliers de francs.

NATURE DES PRESTATIONS	ANCIEN REGIME (ayants droit)	NOUVEAU REGIME				ENSEMBLE	
		AGENTS		AYANTS DROIT			
			%		%		
II - MATERNITE							
Consultations prénatales	"	52,1	4,56	1.153,5	7,55	1.205,6	7,35
Consultations postnatales	"	17,4	1,50	302,7	2,--	320,1	1,95
Déplacements des médecins ou sages-femmes	"	16,4	1,45	102,9	0,65	119,3	0,70
Frais de transport à la maternité	"	4,3	0,35	39,--	0,25	43,3	0,25
Accouchement normal	"	288,6	28,75	5.445,2	42,75	5.713,8	41,80
Accouchement gémellaire	"	60,7	0,55	1.099,3	8,40	1.160,--	8,40
Accouchement dystocique	"	32,7	2,65	628,2	4,10	660,9	4,--
Primes d'allaitement	"	572,7	50,--	5.618,1	36,70	6.190,8	37,60
Bons de lait	"	114,3	10,--	857,2	5,60	971,5	5,90
Totaux Maternité	"	1.145,8	100	15.311,--	100	16.456,8	100
III - ALLOCATIONS DE NAISSANCE							
	"	554,1	"	9.687,4	"	10.241,5	"
IV - ALLOCATIONS DE DECES							
	"	5.040,8	"	2.284,6	"	7.325,4	"
V - ALLOCATIONS POUR ENVOIS EN COLONIES DE VACANCES							
	61,8	"	"	1.617,--	"	1.678,8	"

POURCENTAGE DES PRESTATIONS DU NOUVEAU REGIME PAR CATEGORIE DE BENEFICIAIRES

	AGENTS		AYANTS DROIT		ENSEMBLE	
		%		%		%
I - MALADIE	50.636,2	88,25	67.024,5	71,05	117.660,7	77,56
II - MATERNITE	1.145,8	2,--	15.311,--	16,25	16.456,8	10,85
III - ALLOCATIONS DE NAISSANCE	554,1	0,95	9.687,4	10,25	10.241,5	6,75
IV - ALLOCATIONS DE DECES	5.040,8	8,80	2.284,6	2,45	7.325,4	4,85
Totaux	57.376,9	100,--	94.307,5	100,--	151.684,4	100,--

NATURE DES PRESTATIONS			ANCIEN REGIME (ayants droit)		NOUVEAU REGIME				ENSEMBLE	
				%	AGENTS		AYANTS DROIT			%
I - MALADIE						%		%		
Consultations			17,5	1,20	19,1	0,05	4.716,6	7,05	4.753,2	4,-
Visites			30,7	2,10	1,1	-	6.586,6	9,80	6.616,4	5,55
Petite chirurgie			0,2	-	12,-	0,05	1.586,4	2,35	1.600,6	1,35
Auxiliaires médicaux			4,6	0,30	78,6	0,15	540,3	0,80	623,5	0,50
Déplacements des médecins			9,4	0,65	0,6	-	1.860,-	2,80	1.870,-	1,55
Frais pharmaceutiques			61,9	4,25	23.000,4	45,40	21.609,5	32,25	44.671,8	37,50
Orthopédie			3,2	0,20	604,1	1,20	1.060,8	1,60	1.668,1	1,40
Optique			1,3	0,10	438,9	0,85	522,3	0,80	962,5	0,80
Chirurgie au domicile			40,6	2,80	190,4	0,20	2.327,5	3,45	2.558,5	2,15
HOSPITALISATION	Honoraires chirurgicaux	réglés aux affiliés	25,-		473,8		3.216,3		3.715,1	
		réglés aux établ ^{ts}	25,2	3,40	1.432,9	3,80	880,8	6,10	2.336,9	5,10
	Honoraires médicaux	réglés aux affiliés	5,2		74,3		613,5		693,-	
		réglés aux établ ^{ts}	46,2	3,55	480,-	1,10	396,9	1,50	923,1	1,35
	Frais de séjour	réglés aux affiliés	44,1		577,5		2.842,2		3.463,6	
			697,9	51,-	11.736,9	24,40	8.994,5	17,65	21.429,3	20,90
SEJOUR EN	Frais de transport des malades	réglés aux affiliés	1,8		42,1		89,8		133,7	
		réglés aux établ ^{ts}	0,1	0,10	3,9	0,10	3,-	0,15	7,-	0,10
	Asiles	réglés aux affiliés	6,3		28,-		206,5		240,8	
		réglés aux établ ^{ts}	52,4	4,10	412,6	0,85	329,6	0,80	794,8	0,85
	Sanatoriums	réglés aux affiliés	1,1		11,5		108,6		121,2	
			347,9	24,-	6.448,5	12,80	3.602,8	5,55	10.399,2	8,90
CURES	Convalescence		-	-	367,4	0,75	506,7	0,75	874,1	0,75
	Thermales et balnéaires		0,2	-	151,2	0,30	145,-	0,20	296,4	0,25
						1,05		0,95		1,-
Soins et prothèse dentaires			33,-	2,25	4.050,2	8,-	4.276,3	6,40	8.359,5	7,-
Totaux Maladie			1.455,6	100	50.636,2	100	67.024,5	100	119.116,5	100

II - MATERNITE

S.N.C.F.

CAISSE DE PREVOYANCE

II C - TABLEAU DES PRESTATIONS
PAYEES POUR CHAQUE CATEGORIE DE BENEFICIAIRES
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1941

PAR REGION POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES

NOTA - Les sommes qui figurent au présent tableau sont exprimées :

- en milliers de francs pour les ensembles.
- en francs pour les dépenses par affilié.

NATURE des PRESTATIONS	AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		Ensemble des bénéficiaires	
	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié
Nombre d'affiliés	NORD : 64.715						OUEST : 73.216						EST : 59.305						SUD- OUEST : 72.453						SUD-EST : 107.381						Nombre total d'agents : 377.070	
I - MALADIE																																
CONSULTATIONS	3,4	-	1356,5	21,1	1811,3	28,-	6,6	0,1	1262,-	17,2	1530,-	20,9	4,4	0,1	975,4	16,4	1339,8	22,6	3,1	-	1122,2	15,5	1316,7	18,1	14,9	0,1	1672,9	15,6	2142,7	20,-	14.561,9	38,6
PHARMACIE	5525,6	54,6	1951,7	30,1	2325,8	35,9	3232,7	44,2	1993,4	27,2	2210,1	30,2	6225,6	105,-	1418,6	23,9	1720,5	29,-	4044,-	64,1	1883,4	26,1	1929,7	26,6	5199,7	48,4	2731,-	25,6	3104,2	28,9	44.096,-	116,9
SOINS DENTAIRES	730,9	11,3	700,4	10,8	139,6	2,2	778,8	10,6	690,7	9,4	152,9	2,1	466,1	7,8	440,6	7,5	131,6	2,2	592,4	8,2	390,1	5,4	122,6	1,7	1382,7	12,9	1162,2	10,8	288,6	2,7	8.170,2	21,7
AUX ^{tes} MEDICAUX	4,9	-	50,9	0,8	46,6	0,8	14,2	0,2	61,3	0,8	49,6	0,7	17,5	0,3	50,1	0,8	59,2	1,-	12,3	0,2	24,5	0,3	32,4	0,5	29,6	0,3	85,4	0,8	68,2	0,6	605,7	1,6
CHIRURG.au DOMIC ^{ile}	23,1	0,4	174,1	2,7	276,6	4,2	31,4	0,4	191,-	2,6	240,7	3,3	10,7	0,2	128,4	2,2	204,3	3,4	80,9	1,1	172,7	2,4	208,8	2,9	37,2	0,3	298,6	2,8	397,-	3,7	2.475,5	6,6
ORTHOP.et OPTIQUE	178,8	2,7	159,7	2,5	125,7	2,-	193,1	2,6	191,4	2,7	120,3	1,6	20,-	3,4	133,8	2,3	100,-	1,7	261,2	3,6	178,5	2,5	90,-	1,2	187,2	1,7	260,7	2,5	196,6	1,8	2.582,-	6,9
HOSPITALISATION	1967,4	30,3	1366,4	21,1	971,7	15,-	3050,4	41,7	1782,6	24,4	1546,3	21,1	2023,2	34,1	1463,8	24,8	1416,6	23,9	2311,6	32,-	1539,-	21,-	1052,2	14,5	5266,8	49,1	3212,7	29,9	2482,4	23,1	31.453,1	89,4
ASILES & M ^{ons} de S ^{té}	10,4	0,2	44,-	0,7	26,7	0,4	88,4	1,2	87,1	1,2	20,9	0,3	140,3	2,4	37,-	0,6	39,7	0,6	65,8	0,9	88,4	1,3	23,3	0,3	135,3	1,2	152,5	1,4	16,5	0,2	976,3	2,5
PREV.et SANATOR.	934,5	14,5	80,8	1,1	243,-	3,9	1309,5	17,9	112,8	1,5	466,8	6,4	1353,9	22,8	110,8	1,9	252,7	4,3	673,-	9,2	163,5	2,3	678,2	9,4	2125,1	19,8	318,1	3,-	1240,9	11,5	10.063,6	26,7
CURES CONVALESC ^{es}	4,8	-	5,3	0,1	6,1	0,1	55,9	0,8	20,2	0,3	31,8	0,4	5,7	0,1	8,8	0,1	13,2	0,2	91,5	1,3	28,8	0,4	99,2	1,4	201,7	1,9	98,1	0,9	180,-	1,7	651,1	2,2
CURES THERM.& BAL.	5,1	0,1	3,-	-	1,2	-	7,2	0,1	2,-	-	0,4	-	4,2	0,1	2,8	-	4,5	0,1	65,9	0,9	31,7	0,4	47,1	0,7	64,9	0,6	23,4	0,2	26,9	0,2	290,3	0,8
TOTAL	7388,9	114,1	5892,8	91,-	5973,3	92,5	8768,2	119,8	6394,5	87,3	6369,8	87,-	10456,6	176,3	4770,1	80,5	5282,1	89,-	8801,7	121,5	5622,8	77,6	5600,2	77,3	14645,1	136,3	10015,6	93,5	10144,-	94,4	116.125,7	307,9
II - MATERNITE																																
CONS.PRE & POSTN.	5,9	0,1	275,6	4,-	-	-	21,4	0,3	324,9	4,1	-	-	15,8	0,2	283,-	4,3	-	-	23,-	0,3	199,2	2,7	-	-	22,2	0,2	500,7	4,7	-	-	1.671,7	4,4
ACCOUCH ^t MATERNITE	15,6	0,1	187,5	3,-	-	-	10,7	0,1	237,-	3,3	-	-	6,-	0,1	165,5	2,9	-	-	9,6	0,1	131,6	1,8	-	-	11,8	0,1	357,5	3,3	-	-	1.120,8	3,-
ACCOUCH ^t DOMICILE	20,6	0,4	1043,9	16,3	-	-	62,8	0,9	1257,8	17,5	-	-	42,2	0,8	1155,-	19,0	-	-	82,-	1,1	821,2	11,4	-	-	86,5	0,8	1813,-	16,9	-	-	6.397,-	16,9
PRIMES d ^t ALLAIT ^t	38,9	0,7	798,7	12,3	-	-	117,5	1,6	1055,1	14,4	-	-	71,6	1,1	1069,-	18,-	-	-	156,2	2,1	768,4	10,6	-	-	173,3	1,6	1869,8	17,3	-	-	6.119,3	16,2
BONS de LAIT	10,9	0,2	14,-	2,3	-	-	33,6	0,4	231,7	3,2	-	-	15,3	0,3	162,1	2,7	-	-	26,9	0,4	94,9	1,3	-	-	23,7	0,2	209,2	1,9	-	-	957,3	2,5
TOTAL	91,9	1,5	2454,7	37,9	-	-	246,-	3,3	3106,5	42,5	-	-	150,9	2,5	2835,4	47,8	-	-	291,7	4,-	2015,3	27,8	-	-	317,5	2,9	4750,2	44,1	-	-	16.266,1	43,-
III- ALLOCATION de NAISSANCE	48,7	0,8	1544,4	23,8	-	-	131,5	1,8	2041,9	27,9	-	-	82,1	1,4	1998,1	33,7	-	-	137,6	1,9	1271,3	17,5	-	-	147,3	1,4	2765,9	25,8	-	-	10.168,8	27,-
IV - ALLOCATION de DECES	908,2	14,-	282,3	4,4	147,2	2,2	1084,3	14,8	340,6	4,7	163,2	2,2	900,7	15,2	228,4	3,9	151,8	2,5	918,4	12,8	236,8	3,3	97,-	1,3	1160,6	10,8	384,4	3,6	225,4	2,1	7.229,3	19,2
ENSEMBLE DES PRESTATIONS	8437,7	130,4	6174,2	57,1	6120,5	94,7	10230,-	139,7	11883,5	162,4	6533,-	89,2	11590,3	195,4	9832,-	165,9	5433,9	91,5	10155,4	140,2	9146,2	126,2	5697,2	78,6	16270,5	151,4	17916,1	167,-	10369,4	96,5	149.789,9	397,1
Ensemble	: 24.732.400						: 28.646.500						: 26.856.200						: 24.998.800						: 44.550.000							
Moyenne par affilié	: 382,20						: 391,80						: 452,80						: 345,-						: 414,90							

S.N.C.F.

CAISSE DE PREVOYANCE

II D - TABLEAU DES PRESTATIONS

PAYEES POUR CHAQUE CATEGORIE DE BENEFICIAIRES

DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1941

PAR SERVICE POUR L'ENSEMBLE DES REGIONS

NOTA - Les sommes qui figurent au présent tableau sont exprimées :

- en milliers de francs pour les ensembles,
- en francs pour les dépenses par affilié.

NATURE des PRESTATIONS	AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		Ensemble des bénéficiaires	
	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié
Nombre d'affiliés	DIRECTION REGIONALE : 554						EXPLOITATION : 154.298						MATÉRIEL ET TRACTION : 140.310						VOIE ET BATIMENTS : 75.908						ENSEMBLE DES SERVICES : 377.070							
I - MALADIE																																
CONSULTATIONS	-	-	10,9	19,7	18,5	33,4	12,9	0,1	2741,-	17,8	3290,1	21,3	14,7	0,1	2698,2	18,4	3270,1	22,3	4,2	0,1	938,9	12,4	1551,8	20,6	32,4	0,1	6389,-	16,9	8140,5	21,6	14561,9	38,6
PHARMACIE	35,1	63,3	20,4	36,8	27,5	49,6	9421,9	61,1	4221,5	27,3	4555,3	29,6	10587,4	72,4	4265,1	29,2	4773,6	32,7	2783,2	36,7	1471,1	19,4	1933,9	25,5	2827,6	60,5	9978,1	26,5	11290,3	29,9	44096,-	116,9
SOINS DENTAIRES	12,8	23,1	4,6	8,3	1,6	2,9	1653,1	10,7	1477,3	9,6	368,9	2,4	1588,6	10,9	1432,3	9,8	327,7	2,2	696,4	9,2	469,8	6,2	137,1	1,8	3950,9	10,5	3384,-	9,-	835,3	2,2	8170,2	21,7
AUX ^{ES} MÉDICAUX	-	-	0,5	0,9	0,2	0,4	38,9	0,3	110,1	0,7	105,7	0,7	30,7	0,2	125,6	0,8	109,5	0,7	2,9	0,1	36,-	0,5	39,6	0,5	78,5	0,2	272,2	0,7	255,-	0,7	605,7	1,6
CHIRURG. au DOMIC ^{ILE}	2,1	3,8	3,-	5,4	3,6	6,5	86,9	0,5	413,6	2,7	543,1	3,5	60,4	0,4	421,6	2,9	534,8	3,7	33,9	0,4	126,6	1,7	245,9	3,2	183,3	0,5	964,8	2,6	1327,4	3,5	2475,5	6,6
ORTHOP. et OPTIQUE	1,5	2,7	2,3	4,2	1,4	2,5	409,-	2,6	399,7	2,6	261,6	1,7	491,2	3,4	393,8	2,7	262,-	1,8	123,6	1,6	128,3	1,7	107,6	1,4	1025,3	2,7	924,1	2,5	632,6	1,7	2582,-	6,9
HOSPITALISATION	24,8	44,8	8,6	15,5	3,7	6,7	6460,5	41,9	4224,8	27,4	3352,2	21,7	6020,1	41,1	3772,5	25,8	2859,9	19,5	2114,-	27,9	1358,6	17,8	1253,4	16,5	14619,4	38,8	9364,5	24,8	7469,2	19,8	31453,1	83,4
ASILES & M ^{ON} S de S ^T	6,3	11,4	-	-	-	-	199,4	1,3	199,7	1,3	59,9	0,4	190,2	1,3	172,1	1,2	53,5	0,3	44,3	0,6	37,2	0,5	13,7	0,2	440,2	1,2	409,-	1,-	127,1	0,3	976,3	2,5
PREV. et SANATOR.	5,5	9,9	-	-	1,-	1,8	2589,4	16,8	389,6	2,5	1300,2	8,4	2839,9	19,4	286,4	1,9	1187,7	8,2	961,2	12,7	110,-	1,4	392,7	5,2	6396,-	16,9	786,-	2,1	2881,6	7,7	10063,6	26,7
CURES CONVALES ^{CE}	1,9	3,4	-	-	-	-	135,7	0,9	68,1	0,4	140,9	0,9	186,9	1,3	62,3	0,4	146,6	1,-	35,1	0,4	30,8	0,4	42,8	0,5	359,6	0,9	161,2	0,4	330,3	0,9	851,1	2,2
CURES THERM. & BAL.	0,7	1,3	-	-	-	-	67,6	0,4	31,8	0,2	31,4	0,2	43,7	0,3	23,9	0,2	35,2	0,2	35,3	0,4	7,2	0,1	13,5	0,2	147,3	0,4	62,9	0,2	80,1	0,2	290,3	0,8
TOTAL	90,7	163,7	50,3	90,8	57,5	103,8	21075,3	136,6	14277,2	92,5	14009,3	90,8	22053,8	150,8	13653,2	93,3	13560,6	92,6	6840,7	90,1	4714,5	62,1	5742,-	75,6	50060,5	132,7	32695,8	86,7	33369,4	88,5	116125,7	307,9
II - MATERNITE																																
CONS. PRE. & POSTN.	0,2	0,4	1,7	3,2	-	-	4,9	-	568,1	3,7	-	-	6,8	-	727,5	5,-	-	-	76,4	1,-	286,1	3,8	-	-	88,3	0,2	1583,4	4,2	-	-	1671,7	4,4
ACCOUCH ^T MATERNITE	0,4	0,7	-	-	-	-	16,2	0,1	518,9	3,4	-	-	15,5	0,1	409,4	2,8	-	-	15,6	0,3	144,8	2,-	-	-	47,7	0,1	1073,1	2,9	-	-	1120,8	3,-
ACCOUCH ^T DOMICILE	1,8	3,2	8,6	15,5	-	-	25,9	0,2	2362,4	15,3	-	-	13,8	0,1	2542,1	17,4	-	-	258,6	3,4	1183,8	15,3	-	-	300,1	0,8	6096,9	16,1	-	-	6397,-	16,9
PRIMES d'ALLAIT ^T	2,6	4,7	2,9	5,2	-	-	26,7	0,2	2243,1	14,5	-	-	14,5	0,1	2333,4	15,9	-	-	513,7	0,6	982,4	12,9	-	-	557,5	1,5	5561,8	14,7	-	-	6119,3	16,2
BONS DE LAIT	0,5	0,9	-	-	-	-	6,6	-	304,9	2,-	-	-	10,4	0,1	371,9	2,5	-	-	92,9	1,2	170,1	2,4	-	-	110,4	0,3	846,9	2,2	-	-	957,3	2,5
TOTAL	5,5	9,9	13,2	23,8	-	-	80,3	0,5	5997,4	38,9	-	-	61,-	0,4	6384,3	43,6	-	-	957,2	12,5	2767,2	36,4	-	-	1104,-	2,9	15162,1	40,1	-	-	16286,1	43,-
III - ALLOCATION de NAISSANCE	0,5	0,9	11,2	20,2	-	-	17,7	0,1	3888,3	25,2	-	-	13,2	0,1	3952,6	27,-	-	-	515,8	6,8	1769,5	23,3	-	-	547,2	1,5	9621,6	25,5	-	-	10168,8	27,-
IV - ALLOCATION de DECES	7,4	13,3	1,6	2,9	1,2	2,2	2179,4	14,1	612,6	4,-	297,4	1,9	1907,1	13,-	639,-	4,4	316,7	2,2	878,3	11,7	219,3	2,9	169,3	2,2	4972,2	13,2	1472,5	3,9	784,6	2,1	7229,3	19,2
ENSEMBLE DES PRESTATIONS	104,1	187,8	76,3	137,7	58,7	106,-	23352,7	151,3	24775,5	160,6	14306,7	92,7	24035,1	164,3	24629,7	163,3	13877,3	94,8	9192,-	121,1	9470,5	124,7	5911,3	77,8	56683,9	150,3	58952,-	156,2	34154,-	90,6	149789,9	397,1
	Ensemble : 239.100						Ensemble : 62.434.900						Ensemble : 62.542.100						Ensemble : 24.573.800						Ensemble : 56683,9							
	Moyenne par affilié : 431,5						Moyenne par affilié : 404,6						Moyenne par affilié : 427,4						Moyenne par affilié : 323,6													

CAISSE DE PREVOYANCE

II E-TABLEAU DES PRESTATIONS
PAYEES POUR CHAQUE CATEGORIE DE BENEFICIAIRES
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1941

ENSEMBLE DE LA S.N.C.F.

NOTA - Les sommes qui figurent au présent tableau sont exprimées :

- en milliers de francs pour les ensembles.
- en francs pour les dépenses par affilié.

NATURE des PRESTATIONS	AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		ENSEMBLE DES BENEFICIAIRES	
	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié	Ensemble	par affilié
Nombre d'affiliés	REGIONS : 377.070						SERVICES CENTRAUX : 7.276						ENSEMBLE DE LA S.N.C.F. : 384.340						384.340	
I - MALADIE																				
CONSULTATIONS	32,4	0,1	6389,-	16,9	8140,5	21,6	0,4	0,1	87,9	12,1	134,2	18,4	32,8	0,1	6476,9	16,9	8274,7	21,5	14.784,4	38,5
PHARMACIE	22827,6	60,5	9978,1	26,5	11290,3	29,9	172,8	23,7	148,1	20,4	193,-	26,5	23000,4	59,8	10126,2	26,3	11483,3	29,9	44.609,9	116,-
SOINS DENTAIRES	3950,9	10,5	3384,-	9,-	835,3	2,2	99,3	13,6	35,3	4,8	21,7	3,-	4050,2	10,5	3419,3	8,9	857,-	2,2	8.326,5	21,6
AUX ^{res} MEDICAUX	78,5	0,2	272,2	0,7	255,-	0,7	0,1	-	4,5	0,6	8,6	1,2	78,6	0,2	276,7	0,7	263,6	0,7	618,9	1,6
CHIRURG.au DOMIC ^{le}	183,3	0,5	964,8	2,6	1327,4	3,5	7,1	1,-	14,9	2,-	20,4	2,8	190,4	0,5	979,7	2,5	1347,8	3,5	2.517,9	6,5
ORTHOP.et OPTIQUE	1025,3	2,7	924,1	2,5	632,6	1,7	17,7	2,4	14,-	1,9	12,4	1,7	1043,-	2,7	938,1	2,4	645,-	1,7	2.626,1	6,8
HOSPITALISATION	14619,4	38,8	9364,5	24,8	7469,2	19,8	202,-	27,8	128,5	17,7	74,8	10,3	14821,4	38,6	9493,-	24,7	7544,-	19,6	31.858,4	82,9
ASILES & M ^{ons} de s ^{té}	440,2	1,2	409,-	1,-	127,1	0,3	0,6	0,1	-	-	-	-	440,8	1,1	409,-	1,1	127,1	0,3	976,9	2,5
PREV. et SANATOR.	6396,-	16,9	786,-	2,1	2221,6	7,7	64,-	8,8	19,4	2,7	24,4	3,4	6460,-	16,9	895,4	2,1	2906,-	7,6	10.171,4	26,6
CURES CONVALESC ^{co}	359,6	0,9	161,2	0,4	330,3	0,9	7,8	1,1	3,2	0,4	12,-	1,6	367,4	1,-	164,4	0,4	342,3	0,9	874,1	2,3
CURES THERM.BAL.	147,3	0,4	62,9	0,2	80,1	0,2	3,9	0,5	0,4	0,1	1,6	0,2	151,2	0,4	63,3	0,2	81,7	0,2	296,2	0,8
TOTAL	50060,5	132,7	32695,8	86,7	33369,4	88,5	575,7	79,1	456,2	62,7	503,1	69,1	50636,2	127,8	33152,-	86,2	39872,5	88,1	117.660,7	306,1
II - MATERNITE																				
CONS.PRE.& POSTN.	80,3	0,2	1591,4	4,2	-	-	1,9	0,3	14,7	2,-	-	-	82,2	0,2	1606,1	4,2	-	-	1.688,3	4,4
ACCOUCH ^t MATERNITE	47,7	0,1	1073,1	2,9	-	-	13,-	1,8	26,2	3,6	-	-	60,7	0,1	1099,3	2,9	-	-	1.160,-	3,-
ACCOUCH ^t DOMICILE	308,1	0,8	6088,9	16,1	-	-	7,8	1,1	41,4	5,7	-	-	315,9	0,9	6130,3	16,-	-	-	6.440,2	16,9
PRIMES d'ALLAIT ^t	557,5	1,5	5561,8	14,7	-	-	15,2	2,1	56,3	7,8	-	-	572,7	1,5	5616,1	14,6	-	-	6.190,8	16,1
BONS de LAIT	110,4	0,3	846,9	2,2	-	-	3,9	0,5	10,3	1,4	-	-	114,3	0,3	857,2	2,2	-	-	971,5	2,5
TOTAL	1104,-	2,9	15162,1	40,1	-	-	41,8	5,8	148,9	20,5	-	-	1145,8	3,-	15311,-	39,9	-	-	16.456,8	42,9
III - ALLOCATION de NAISSANCE	547,2	1,5	9621,6	25,5	-	-	6,9	0,9	65,8	9,-	-	-	554,1	1,4	9687,4	25,2	-	-	10.241,5	26,6
IV - ALLOCATION de DECES	4972,2	13,2	1472,5	3,9	784,6	2,1	66,6	9,4	22,5	3,1	5,-	0,7	5040,8	13,1	1495,-	3,9	789,6	2,1	7.325,4	19,1
ENSEMBLE DES PRESTATIONS	56683,9	150,3	58952,-	156,2	34154,-	90,6	693,-	95,2	693,4	95,3	508,1	69,8	57576,9	149,3	59645,4	155,2	34662,1	90,2	151.684,4	394,7
Ensemble	: 149.789.900						: 1.894.500													
Moyenne par affilié :	397,1						260,3													

POURCENTAGE PAR CATEGORIE D'ASSURANCES				POURCENTAGE POUR L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS
AGENTS	CONJOINTS	ENFANTS	ENSEMBLE	
Frs	Frs	Frs	Frs	Frs
0,05	19,55	24,35	12,55	9,75
45,40	30,55	33,90	37,90	29,40
8,-	10,30	2,55	7,10	5,50
0,15	0,85	0,80	0,50	0,40
0,40	2,95	4,-	2,15	1,65
2,05	2,85	1,90	2,25	1,75
29,35	28,60	22,30	27,10	21,-
0,85	1,25	0,35	0,80	0,65
12,75	2,40	8,60	8,65	6,70
0,70	0,50	1,-	0,75	0,60
0,30	0,20	0,25	0,25	0,20
100,00	100,00	100,00	100,00	77,66
6,10	10,55	-	10,25	1,10
5,55	7,15	-	7,05	0,75
28,40	40,-	-	39,20	4,25
50,05	30,70	-	37,60	4,10
9,90	5,60	-	5,90	0,65
100,00	100,00	-	100,00	10,85
-	-	-	-	6,75
-	-	-	-	4,80
				100,00

S.N.C.F.

CAISSE DE PREVOYANCE

II F - TABLEAU DES ALLOCATIONS DE DECES PAR AGES
ET DES ALLOCATIONS DE NAISSANCE PAR RANGS
PAYEES POUR CHAQUE CATEGORIE DE BENEFICIAIRES
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1941

ENSEMBLE DE LA S.N.C.F.

ALLOCATIONS DE DECES PAR AGES

AGES	AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		ENSEMBLE		AGES	AGENTS		CONJOINTS		ENFANTS		ENSEMBLE	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
10					304	15,96	304	8,44	35	56	2,36	30	2,36			86	1,41
11					204	8,26	204	3,34	36	54	2,27	34	2,67			88	1,44
1					970	39,29	970	15,86	37	57	2,40	32	2,52			89	1,45
2					156	6,32	156	2,55	38	65	2,74	46	3,62			111	1,82
3					76	3,08	76	1,24	39	72	3,03	45	3,54			117	1,91
4					61	2,47	61	1,--	40	111	4,67	53	4,17			164	2,68
5					46	1,94	46	0,78	41	85	3,58	40	3,14			125	2,05
6					57	2,31	57	0,93	42	85	3,58	59	4,64			144	2,36
7					33	1,34	33	0,54	43	83	3,49	44	3,46			127	2,08
8					31	1,25	31	0,51	44	117	4,93	41	3,22			158	2,58
9					26	1,05	26	0,43	45	137	5,76	69	5,43			206	3,37
10					36	1,46	36	0,59	46	113	4,76	50	3,93			163	2,66
11					24	0,97	24	0,39	47	117	4,93	66	5,19			183	2,99
12					23	0,93	23	0,38	48	116	4,97	49	3,86			167	2,73
13					23	0,93	23	0,36	49	91	3,83	55	4,33			146	2,39
14					34	1,38	34	0,56	50	113	4,76	45	3,54			158	2,58
15					41	1,66	41	0,67	51	91	3,63	63	4,95			154	2,52
16					41	1,66	41	0,67	52	129	5,44	41	3,22			170	2,78
17					52	2,11	52	0,85	53	126	5,39	25	1,97			153	2,50
18			1	0,08	43	1,74	44	0,72	54	117	4,93	28	2,20			145	2,36
19			2	0,16	40	1,62	42	0,69	55	67	2,82	17	1,34			84	1,37
20	1	0,04	3	0,24	54	2,19	58	0,95	56	24	1,01	21	1,66			45	0,74
21	6	0,26	6	0,47	2	0,08	14	0,23	57	5	0,21	9	0,71			14	0,23
22	1	0,04	4	0,31			5	0,08	58	4	0,16	11	0,87			15	0,25
23	1	0,04	11	0,87			12	0,20	59	2	0,08	10	0,78			12	0,19
24	1	0,04	13	1,02			14	0,23	60			4	0,31			4	0,07
25	1	0,04	9	0,71			10	0,16	61			2	0,16			2	0,03
26	7	0,30	13	1,02			20	0,33	62			2	0,16			2	0,03
27	27	1,14	30	2,36			57	0,93	63			4	0,31			4	0,07
28	40	2,06	26	2,05			75	1,23	64			2	0,16			2	0,03
29	44	1,85	21	1,66			65	1,06	65			2	0,16			2	0,03
30	36	1,52	29	2,28			65	1,06	66			-	-			-	-
31	43	1,81	21	1,66			64	1,05	67			3	0,24			3	0,05
32	37	1,56	27	2,12			64	1,05									
33	39	1,64	24	1,89			63	1,03									
34	41	1,73	29	2,28			70	1,14	TOT.	2.375	100,--	1.271	100,--	2.469	100,--	6.115	100,--

ALLOCATIONS DE NAISSANCE PAR RANGS

RANGS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	16	TOTAL
NOMBRES	5.043	5.779	3.649	2.180	1.317	710	428	249	154	77	49	20	14	2	1	10.672
POURCENTAGES	25,63	29,39	18,56	11,08	6,69	3,60	2,18	1,27	0,76	0,39	0,25	0,10	0,07	0,01	-	100,--

III - SITUATION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES DE L'EXERCICE

A - RESSOURCES				
COTISATIONS	(1)	Agents		80.812.858,5
		S.N.C.F.		87.528.452,4
		Totaux		168.341.310,9
PRODUITS DES PLACEMENTS		Valeurs mobilières		408.200,0
		Prêts et créances		4.319.241,2
		Intérêts sur compte courant		333.643,8
		Totaux		5.061.085,0
DONS LEGS ET DIVERS				21,0
TOTALS RESSOURCES				173.402.416,9
B - DEPENSES				
PRESTATIONS				(2) 135.640.175,5
Dépenses de personnel		Personnel du cadre	EFFECTIF au 31-12-41 93	2.996.048,4
			112 ⁽³⁾	2.145.519,6
		Auxiliaires		
		Totaux		205
FRAIS DE GESTION		Entretien, imprimés et frais de bureau		1.746.838,9
		Frais de contrôle médical		237.353,2
		Divers		194.306,3
		Dépenses spéciales de guerre		73.336,9
Totaux frais de gestion				7.393.493,3
Totaux SS Prestations et frais de gestion (a)				143.033.668,6
COLONIES DE VACANCES (Dépense imputée directement au compte "Fonds de réserve spécial ") (b)				1.678.859,2
TOTALS DEPENSES				144.712.528,0

(1) Le taux des cotisations des affiliés est fonction du traitement statutaire et varie de 2 frs à 20 frs par mois ; les cotisations de la S.N.C.F. sont égales à 13/12^e des cotisations des affiliés.

(2) Non compris :

- 17.500.000 frs imputés au compte "Provision pour prestations dues et non encore mandatées au 31 décembre 1940"
- 1.678.859 frs 20 représentant les allocations attribuées à certains affiliés pour envoi de leurs enfants en colonies de vacances. Cette somme est imputée au compte "Fonds de réserve spécial"

(3) Dont 53 auxiliaires travaillant 36 heures par semaine, leur nombre étant calculé sur la base d'un service normal de 48 heures.

IV - DEPENSES D'ETABLISSEMENT

SOLDES au 1er JANVIER 1941		DEPENSES de L'EXERCICE 1941		ENSEMBLE	
A - IMMEUBLES					
a) du Siège					
Prix d'acquisition et dépenses d'aménagement	2.871.993,3		632.503,9	3.504.497,2	
b) de Gouvieux	"				
Prix d'acquisition			550.000,0	550.000,0	4.054.497,2
					X
B - MATERIEL					
Matériel de bureau	1.079.933,7	185.685,5		1.265.619,2	
Matériel médical	54.181,1	1.134.114,8	90.969,7	276.655,2	1.410.770,0
ENSEMBLE		4.006.106,1	1.459.159,1	5.465.267,2	

V - LIQUIDATION DE L'EXERCICE

RESSOURCES DE L'EXERCICE (Etat III - A)			173.402.416,9
DEPENSES DE L'EXERCICE (Etat III - B (a))		143.033.668,8	
AMORTISSEMENT DES DEPENSES D'ETABLISSEMENT :			
a) Immeubles :			
<u>du Siège</u>			
- 4% du prix d'acquisition et des dépenses d'aménagement (1.250.000,0 + 2.254.497,2)	140.179,9		
<u>de Gouvieux</u>			
- 4% du prix d'acquisition (550.000 ^f)	22.000,0		
- totalité des frais d'acquisition	121.600,0		
b) Matériel :			
- 20 % des dépenses (1.410.770,0)	282.154,0		
		565.933,9	
PROVISION POUR PRESTATIONS DUES ET NON ENCORE MANDATEES (1)		26.000.000,0	
SOLDE CREDITEUR DE L'EXERCICE IMPUTE AU FONDS DE RESERVE ORDINAIRE			169.599.602,7
			3.802.814,2

(1) L'évaluation de la provision au 31 décembre 1941 pour les paiements à effectuer en 1942 au titre de maladies, séjours, interventions pendant l'année 1941 s'établit ainsi, d'après les valeurs moyennes des dossiers réglés au cours du 1er trimestre 1942 :

a) <u>Dossiers individuels</u>			
46.750 dossiers environ à 154 ^f l'un		7.200.000 ^f	
b) <u>Etablissements hospitaliers et de cure</u>			
16.625 demandes de remboursement environ à 800 ^f l'une		13.300.000	
c) <u>Fournisseurs</u>			
2.900 demandes de remboursement environ à 1.900 ^f l'une		5.500.000	26.000.000 ^f

Clôture 1941

Frais de gestion Caisse des Retraites

12040
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

de la séance du Conseil d'Administration
du 8 octobre 1941

8^e 1941

Président Louis R. Pélard

Couverture des risques d'incendie
des immeubles de la Caisse des
Retraites.

QUESTION X - Couverture des risques
d'incendie des immeubles de la Caisse
des Retraites.

M. LE PRESIDENT rappelle qu'après avoir décidé que la S.N.C.F. se ferait désormais son propre assureur pour la couverture des risques d'incendie, le Conseil d'Administration avait estimé, dans sa séance du 7 décembre 1938, devoir recueillir l'avis du Comité de Gérance de la Caisse des Retraites sur le choix à faire, en ce qui concerne ses immeubles, entre les deux solutions ci-après :

- " - continuer à assurer ses immeubles auprès des sociétés d'assurances privées, tout en se réservant le droit de revoir les contrats;
- " - tenant compte du fait que l'assurance privée comporte au moins 50% de frais généraux, décider que la S.N.C.F., principale intéressée en fin de compte, appliquera aux immeubles de la Caisse son principe général de self-assurance moyennant paiement par la Caisse d'une prime de garantie ajustée aux risques réels".

Le Comité de gérance s'étant prononcé en faveur de la garantie directe, il est proposé que la S.N.C.F. prenne en charge, à partir du 1er janvier 1942, la couverture du risque

.....

d'incendie pour les immeubles de la Caisse des retraites, les polices en cours étant dénoncées au fur et à mesure qu'elles arriveront à expiration.

En contrepartie, la Caisse des Retraites verserait à la S.N.C.F. une prime forfaitaire annuelle de 100.000 fr. Cette prime serait modifiée en cas de variation importante de la valeur des risques assurés et elle varierait chaque année en fonction de l'indice moyen des transports marchandises.

M. DAYRAS demande quelles raisons peuvent justifier que la prime varie en fonction de l'indice moyen des transports marchandises.

M. LE PRESIDENT répond que cet indice a été pris en l'absence de tout autre actuellement publié. Au surplus, la question n'a pas grande importance, étant donné que l'équilibre de la Caisse des Retraites est assuré par le compte d'exploitation.

Le Conseil approuve les propositions qui lui sont soumises.

DÉPOUILLEMENT

des opérations enregistrées dans le courant du mois comptable

de *Décembre* 19*41*

par le Service des Retraites

pour solder les comptes de relation

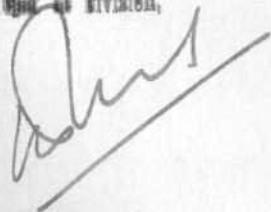
Paris, le *14 Mars* 19*42*

Dressé par *Le Chef de Bureau*



Vu :

Le Chef de Division



Bon à passer aux livres
de la Comptabilité Générale

NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT	CRÉDIT
	<p style="text-align: center;">COMPTES DIVERS</p> <p style="text-align: center;">A - COMPTES DU SERVICE DES RETRAITES</p> <p style="text-align: center;">CAISSE DES RETRAITES</p>		
4.001	CAPITAL DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.002			
4.003			
4.004	FONDS D'AMORTISSEMENT DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.005			
4.006			
4.007			
4.008	PROPRIETES IMMOBILIERES DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.009			
4.010			
4.011	VALEURS MOBILIERES DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.012			
4.013			
4.014			
4.015	CAPITAL DE LA SOCIETE DE SECOURS MUTUELS DU RESEAU ETAT		
4.016	VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE DE SECOURS MUTUELS DU RESEAU ETAT		
4.017	CAPITAL DU LEGS LASGOUTES		
4.018	VALEURS MOBILIERES EN EMPLOI DU LEGS LASGOUTES		
4.019	FONDS PROVISIONNEL DE RESERVE DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.020	VALEURS MOBILIERES DU FONDS PROVISIONNEL DE LA CAISSE DES RETRAITES		
4.021	PLACEMENTS DE LA CAISSE DES RETRAITES EN CAPITAUX DIFFERES		
4.022			
4.023			
4.024			
4.025			
4.026	PRETS ET CREANCES DU SERVICE DES RETRAITES S. N. C. F.		
4.027			
4.028			
4.029			
4.030	MOBILIER DU SERVICE DES RETRAITES		
4.031	REVENUS A ENCAISSER PAR LA CAISSE DES RETRAITES		
4.032			
4.033			
4.034			
	A reporter.....		

NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT	CRÉDIT
	Reports -----		
	COMPTES DIVERS (Suite)		
	A - COMPTES DU SERVICE DES RETRAITES (Suite)		
	CAISSE DES RETRAITES (Suite)		
4.035	Service des Pensions -----		
4.036	Remboursements de retenues et allocations diverses -----		
4.037	DEPENSES DE LA CAISSE DES RETRAITES Versements pour constitution de prestations -----		
4.038	Dépenses diverses -----		
4.039	Frais de gestion et entretien du mobilier -----		
4.040			
4.041			
4.042			
4.043			
4.044	COTISATIONS A VERSER AUX ASSURANCES SOCIALES -----		
4.045	OPPOSITIONS SUR RETRAITES DU PERSONNEL - CAISSE DES RETRAITES -----		
4.046	SOMMES A DISPOSITION DE DIVERS - CAISSE DES RETRAITES -----		
4.047	LOYERS ENCAISSÉS D'AVANCE - CAISSE DES RETRAITES -----		
4.048	REVENUS DU LEGS LASGOUTES -----		
4.049			
4.050			
4.051			
4.052			
4.053			
4.054			
4.055	RESSOURCES Versements des participants -----		
4.056	DE LA CAISSE DES RETRAITES Allocations de rétroactivité -----		
4.057	Dotation d'équilibre -----		
4.058	Allocations diverses -----		
4.059	Produits de placements -----		
4.060	Dons, legs et divers -----		
4.061			
4.062			
4.063			
4.064			
4.065			
4.066			
4.067			
4.068	MANDATS A PAYER Exercices antérieurs -----		
4.069	CAISSE DES RETRAITES Exercice courant -----		
4.070			
4.071			
	A reporter		

NUMEROS D'ORDRE DES COMPTES	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT	CRÉDIT
	Reports		
	COMPTES DIVERS (Suite)		
	A - COMPTES DU SERVICE DES RETRAITES (Suite)		
	CAISSE DES RETRAITES (Suite)		
4.072			
4.073			
4.074			
4.075			
4.076			
4.077			
4.078			
4.079			
4.080	OPERATIONS A REGLER - CAISSE DES RETRAITES		
4.081			
4.082			
4.083			
4.084			
4.085			
4.086			
4.087			
	REGIMES SPECIAUX DE RETRAITES		
4.088	RESERVE POUR LE SERVICE DES PENSIONS COMPLÉMENTAIRES A.L. Section B (LOI du 30.12.23)		
4.089	VALEURS MOBILIERES DE LA CAISSE DES PENSIONS A.L. {	Section A	
4.090		Section B	
4.091			
4.092	PENSIONS A.L. REMBOURSABLES PAR LE TRESOR - CAISSE DES RETRAITES		
4.093			
4.094			
4.095			
4.096	PRETS ET CREANCES DU SERVICE DES RETRAITES {	Section A	
4.097		Caisse A.L. {	Section B
4.098		Guillaume-Luxembourg	
4.099			
4.100			
4.101	CAISSE DES PENSIONS A.L., SES COMPTES DE DEPENSES {	Section A	
4.102		Section B	
4.103	PENSIONS G.L. - LEURS COMPTES DE DEPENSES		
4.104			
	A reporter.....		

NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT	CRÉDIT
	Reports		
	COMPTES DIVERS (Suite)		
	A - COMPTES DU SERVICE DES RETRAITES (Suite):		
	REGIMES SPECIAUX DE RETRAITES (Suite)		
4.105			
4.106			
4.107	OPPOSITIONS SUR RETRAITES DU PERSONNEL - REGIMES SPECIAUX		
4.108	SOMMES A DISPOSITION DE DIVERS - CAISSE DES RETRAITES - REGIMES SPECIAUX		
4.109			
4.110			
4.111			
4.112	CAISSE DES PENSIONS A.L., SES COMPTES DE RESSOURCES	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">Section A</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">Section B</div> </div>	
4.113			
4.114	PENSIONS G.L., LEURS COMPTES DE RESSOURCES		
4.115			
4.116			
4.117			
4.118			
4.119			
4.120	MANDATS A PAYER DU SERVICE DES RETRAITES	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">REGIMES SPECIAUX</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">Exercices antérieurs</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">Exercice courant</div> </div> </div>	
4.121			
4.122			
4.123			
4.124			
4.125			
4.126			
4.127			
4.128	OPERATIONS A REGLER - REGIMES SPECIAUX		
4.129			
4.130			
	CAISSE DES PENSIONS ACCIDENTS		
4.131	FONDS DE RESERVE POUR LES RENTES DUES AUX VICTIMES D'ACCIDENTS		
4.132	PLACEMENTS DE LA RESERVE POUR LES RENTES ACCIDENTS		
4.133			
4.134			
4.135			
4.136			
4.137	ALLOCATIONS ET MAJORATIONS AUX ACCIDENTES		
	A reporter.....		

NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES	DÉSIGNATION DES COMPTES	DÉBIT	CRÉDIT
	Reports		
	COMPTES DIVERS (Suite)		
	A - COMPTES DU SERVICE DES RETRAITES (Suite)		
	CAISSE DES PENSIONS ACCIDENTS (Suite)		
4.138	PENSIONS ACCIDENTS NON CAPITALISEES A APPLIQUER		
4.139			
4.140			
4.141			
4.142			
4.143			
4.144	OPPOSITIONS SUR PENSIONS ACCIDENTS		
4.145	SOMMES A DISPOSITION DE DIVERS (Caisse des Retraites) PENSIONS ACCIDENTS		
4.146			
4.147			
4.148			
4.149			
4.150			
4.151			
4.152	MANDATS A PAYER DU SERVICE DES RETRAITES		
4.153			
4.154			
4.155			
4.156			
4.157			
4.158			
4.159	OPERATIONS A REGLER PENSIONS ACCIDENTS		
4.160			
4.161			
4.162			
4.163			
4.164			
4.165			
4.166			
4.167			
4.168			
4.169			
4.170			
4.171			
4.172			
4.173			
	A reporter		

NUMÉROS
D'ORDRE
DES
COMPTES

DÉSIGNATION DES COMPTES

DÉBIT

CRÉDIT

Reports

COMPTES DIVERS (Suite)

K - COMPTES INTERIEURS DE RELATION

b - COMPTES DE RELATION DES SERVICES DE LA S.N.C.F.

5.229

COMPTABILITE GENERALE

Caisse des Retraites

270.928 1673879.569 1

Pensions accidents et divers

18.379.170 7 45325.089 8

Régimes spéciaux A.L. et G.L.

1654998 4

18.650.098 7 1720.859.657 3

5.240

FINANCES

Caisse des Retraites

1655500.398 4

Pensions accidents et divers

45325.089 8

Régimes spéciaux A.L. et G.L.

1384.070 4

1702209.558 6

c - COMPTES DE RELATION INTERIEURS DE LA CAISSE
DES RETRAITES

5.262

CAISSE DES RETRAITES

270.928

18.379.170 7

5.263

PENSIONS ACCIDENTS ET DIVERS

18.379.170 7

5.264

RETRAITES - REGIMES SPECI AUX A.L. et G.L.

270.928

TOTAUX.....1739.509.756

1739.509.756

au titre du mois de

19 H1

Mod. F. 503

Hervé et Fila, Paris - Cst Ac 1 6967 ;

A Paris, le 13 Mars 1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

Facture N° 157

Montant

270.928 fr. - c.

EXERCICE 19⁴¹

Mois comptable (4)

DECEMBRE
complémentaire

SERVICE DES RETRAITES

(3)

non comm. transp. 5709 — Cde Ac 1 7776 1

Vu et arrêté :
Le Chef de Division,

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 11 Mars

42

(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

BORDEREAU des factures

EXERCICE 19 41

Mois comptable (3)

Décembre

Mod. F. 503

portées au **DÉBIT** du compte COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (2)

au titre du mois de

Décembre

19 H-1

Hervé et Fils, Paris - C^de Ac 1 6867 :

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de Division,

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 13 mars 1944

Mean

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

SERVICE DES RETRAITES

PENSIONS - ACCIDENTS

11, Rue de Château-Landon
PARIS (10^e)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Facture N°

80A

FACTURE des opérations imputées

au **DÉBIT** du compte

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Montant

18.379.176r.7 c.

à porter par le destinataire au **CRÉDIT** du compte

PENSIONS ACCIDENTS & DIVERS (3)

EXERCICE 1941

Mois comptable (4)

DECEMBRE

Mod. F. 501

REF COMD "GARTHE" 5708 - Cde Ae 1 7776 1

DÉTAIL DES OPÉRATIONS	SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
Montant du solde débiteur au 31 décembre 1941 du compte de relations "Caisse des Retraites " ouvert dans les écritures de la Caisse des Pensions accidents et divers		18.379.170,7
Pièces annexées {	TOTAL.....	18.379.170 7

Vu et arrêté :

Le Chef de Division.

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 13 mars 1942.

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
- (4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

FACTURE des opérations imputées

Facture N°

au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE

Montant

1.655.500.398 fr. 4 c.

à porter par le destinataire au **DÉBIT** du compteEXERCICE 19 41

Mois comptable (4)

DECEMBRE

SERVICE DES RETRAITES

(3)

7796 — C de Ac 1 — 9217 1

Complémentaire

DÉTAIL DES OPÉRATIONS	SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
Montant du solde créditeur au 31 décembre 1941, du compte de relation "FINANCES" ouvert dans les écritures de la Caisse des Retraites.		1655500.398 4
Pièces annexées {	"	TOTAL..... 1655500.398 4

Vu et arrêté :
Le Chef de Division,

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 11 Mars

1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

FACTURE des opérations imputées

Facture N° 156

au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE

Montant

18.379.170 fr. 7 c.

à porter par le destinataire au **DÉBIT** du compteEXERCICE 19⁴¹

Mois comptable (4)

DECEMBRE

complémentaire

SERVICE DES RETRAITES

(3)

7296. — C de Ac 4. — 9917. 1

[illegible]

Pièces annexées

Vu et arrêté :

~~Le Chef de Division.~~

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 11 Mars

1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

N^0

BORDEREAU des factures

EXERCICE 19 41

Mois comptable (3)

Décembre

Mod. F. 504

portées au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (2)

au titre du mois de

Decembre

1944

Hervé et Fils, Paris - C^{ie} Ag 1 6867 i

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de Division,

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 13 mars 1942

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

FACTURE des opérations imputées

Facture N°

79 A

au **CRÉDIT** du compte

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (2) Montant

45.325.089 fr.8 c.

EXERCICE 19.41

Mois comptable (4)

DECEMBRE

Mod. P. 509

à porter par le destinataire au **DÉBIT** du compte

PENSIONS ACCIDENTS & DIVERS

7206 — C de Ac 1 — 9917 1

DÉTAIL DES OPÉRATIONS	SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
Montant du solde créditeur au 31 décembre 1941 du compte de relations "Finances" ouvert dans les écritures de la Caisse des Pensions-Accidents et divers		45.325.089 8
Pièces annexées { _____ _____	TOTAL.....	45.325.089 8

Reu. Bonaventura di Factum
13.9.42.

Vu et arrêté :

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 13 mars 1942.

Award

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

Z²

BORDEREAU

Complémentaire
des factures

EXERCICE 19 *HI*

Mois comptable (3)

Decembre

portées au **CRÉDIT** du compte

au titre du mois de

Compte Comptabilité Générale (2)

19

Mod. F. 504

(Comptes de relations)

Hervé et Fils, Paris - C^{de} Ac 1 6867 :[illegible]

Vu et arrêté :

Vu et arrêté :
Le chef de Division

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

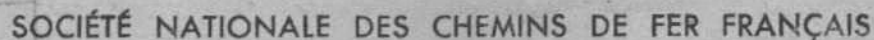
A Paris, le 13 Mars 1942

Davidson

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.



Facture N° 14R/SA/E

Montant

270.928fr. DD c.

EXERCICE 194I

Mois comptable (4)

à porter par le destinataire au **DÉBIT** du compte

DECEMBRE

REGIMES SPECIAUX AL & GL

(3)

Mod. R. 502 complémentaires

7296 — C de Ac 1 — 9917 1

Vu et arrêté :

Le Chef de Division.

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 12 Mars 1942

12 Mars
F. Dancourt

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
- (4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

FACTURE des opérations imputées

Facture N° 15 K.S. AL

au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE (2)

Montant

I.384.070 fr.40 c.

EXERCICE 19 41

à porter par le destinataire au **DÉBIT** du compte

Mois comptable (4)

DECEMBRE complémentaire

REGIMES SPECIAUX AL & GL

(3)

Mod. E. 502

7296 — C de Ac 1 — 9917 1

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de Division.

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 12 Mars 1942

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.

(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

S.N.C.F.
Contentieux

Paris, le 26 janvier 1942

Bureau Fiscal
Dr. n° 66/12

Tél. TRinité 29-94

V.R.: F² Liq. N° 1059.

Monsieur le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale
(Bureau de la Liquidation)

S.N.C.F.
SERVICES FINANCIERS
Secrétariat
27 JAN 1942

Comme suite à votre ^{lettre} du 22 janvier courant, dont références rappelées en marge, vous trouverez ci-après le montant des contributions payées au cours de l'année 1941, afférentes aux immeubles occupés par le SERVICE DES RETRAITES, à Paris.

Bases : Revenu net : 29.114 fr - Valeur locative : 38.818 fr
Valeur en capital : 555.714 fr.

	Foncier	Patente & Taxes
Contribution foncière des Propriétés bâties.....	12.519,	
Taxe sur le revenu net des Propriétés bâties.....	1.310,	
Enlèvement des ordures ménagères.....		2.096,
Deversement à l'égout.....		1.747,
Taxe sur la valeur en capital..		1.111,
Contribution des patentes.....		9.079,
Frais de Bourde et de Chambre de Commerce.....		266,
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.....		388,
	13.829,	14.687,

Le Chef du Contentieux,

Part C des R.

B. 979
14.687

28.516

997

= 27.661,4

13.829

94

96803

124461

13414,13

AL/KW 27.1.1942

Paris, le 30 JAN 1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES COMPTES GÉNÉRAUX

BUREAU de la LIQUIDATION Monsieur le Chef du Service
des Retraites

F2 Liq. N° 1080

La détermination et la ventilation des frais de gestion du Service des Retraites, pour l'exercice 1941, se feront d'après les prescriptions de la note jointe à la lettre F2 AG n° 698 du 25 mars 1939 de M. le Directeur des Services Financiers.

Les taux à appliquer seront de:

- 12% pour les charges patronales
- 2,5% pour les frais généraux d'Administration Générale.

Je vous serais obligé de vouloir bien, dès que possible, facturer à Comptabilité Générale les crédits résultant de ces applications.

Par ailleurs, je vous adresse, sur mois comptable de Décembre 1941, des factures de débit afférentes:

1° au loyer de l'immeuble occupé par votre Service

Caisse des Retraites Paris: 261.900

2° aux impôts du même immeuble

Caisse des Retraites Paris: 27.661,4

Il ne sera pas fait état des dépenses de cette nature pour l'immeuble de Strasbourg.

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

Signé: A. LADENISE

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES COMPTES GÉNÉRAUX

BUREAU de la LIQUIDATION

Monsieur le Chef du Service
des Retraites,

F2 Liq N° 1080

La détermination et la ventilation des frais de gestion du Service des Retraites, pour l'exercice 1941, se feront d'après les prescriptions de la note jointe à la lettre F2 AG N° 698 du 25 Mars 1939 de M. le Directeur des Services Financiers.

Les taux à appliquer seront de :

- 12% pour les charges patronales
- 2,5% pour les frais généraux d'Administration Générale.

Je vous serais obligé de vouloir bien dès que possible, facturer à Comptabilité Générale les crédits résultant de ces applications.

Par ailleurs, je vous adresse, sur mois comptable de Décembre 1941, des factures de débit afférentes :

- 1° au loyer de l'immeuble occupé par votre Service
Caisse des Retraites Paris : 261.900
- 2° aux impôts du même immeuble
Caisse des Retraites Paris : 27.661,4

Il ne sera pas fait état des dépenses de cette nature pour l'immeuble de Strasbourg.

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale,

Signé: ALADENISE

Paris, le 30 Janvier 1942

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES COMPTES GÉNÉRAUX

BUREAU de la LIQUIDATION

Monsieur le Chef du Service
des Retraites.

F2 Lig N° 1080

La détermination et la ventilation des frais de gestion du Service des Retraites, pour l'exercice 1941, se feront d'après les prescriptions de la note jointe à la lettre F2 AG N° 698 du 25 Mars 1939 de M. le Directeur des Services Financiers.

Les taux à appliquer seront de :

- 12% pour les charges patronales
- 2,5% pour les frais généraux d'Administration Générale.

Je vous serais obligé de vouloir bien dès que possible, facturer à Comptabilité Générale les crédits résultant de ces applications.

Par ailleurs, je vous adresse, sur mois comptable de Décembre 1941, des factures de débit afférentes :

1° au loyer de l'immeuble occupé par votre Service

Caisse des Retraites Paris : 261.900

2° aux impôts du même immeuble

Caisse des Retraites Paris : 27.661,4

Il ne sera pas fait état des dépenses de cette nature pour l'immeuble de Strasbourg.

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

Signé ALADENISE

Détermination

du type de

monnaie CR

9 dans
Leur dossier
de Gauthier
du 1942
de 1943

c. l'officier
de 1943

BC/HR-21-1-1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

Paris, le 22 JAN 1942

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 13043

FZ Liq N° 1053

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux.

Pour me permettre de déterminer et de ventiler les frais de gestion du Service des Retraites et de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F. je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître pour le 5 Février 1942, au plus tard, le montant des contributions (impôt foncier, taxes et patentes), payées au cours de l'année 1941, afférentes aux immeubles occupés à Paris par l'un et l'autre de ces Services.

/ Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

RC/HH-21-1-1942

Paris, le 22 JAN 1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

F2 Liq N° 1069

Monsieur le Chef
du Service du Contentieux.

Pour me permettre de déterminer et de ventiler les frais de gestion du Service des Retraites et de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F., je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître pour le 5 Février 1942, au plus tard, le montant des contributions (impôt foncier, taxes et patentes), payées au cours de l'année 1941, afférentes aux immeubles occupés à Paris par l'un et l'autre de ces Services.

/ Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Paris, le 23 JAN 1941

F2 Liq. N° 231

Monsieur le Chef du
Service du Contentieux

*1 Bte
5 copies*

Pour me permettre de déterminer et de ventiler les frais de gestion du Service des Retraites, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître pour le 5 février 1941, au plus tard, le montant des contributions (impôt foncier, taxes et patentes), payées au cours de l'année 1940, afférentes aux immeubles occupés par le Service des Retraites à Paris d'une part, et à Strasbourg d'autre part.

par Mon et d'autre des ces services

Le Chef des subdivisions
de la Comptabilité Générale

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Clôture 1941

Guillaume Luxembourg

LIQUIDATION DU COMPTE D'EXPLOITATION G.L.
pour l'Exercice 1940

La liquidation se ferait d'après la note du 12 mars 1940, modifiée, comme indiqué ci-dessous, pour tenir compte de l'arrêt au 10 mai 1940 de l'exploitation de ce Réseau.

A - DEPENSES DE PREMIER ETABLISSEMENT -

a) Charges patronales -

Le taux appliqué à l'exercice 1940 ressort des comptes de 1939, il sera de 49 %.

b) Frais généraux -

Le taux forfaitaire de 8 % admis jusqu'à ce jour sera conservé.

B - DEPENSES D'EXPLOITATION -

a) Dépenses indivises de publicité - Dépenses diverses des trains - Indemnités pour pertes, retards et avaries - Recettes de publicité -

Ces dépenses et ces recettes seront réparties entre la S.N.C.F. et le G.L. dans le rapport :

Recettes du Trafic G.L. comptabilisées en 1940
Recettes Trafic S.N.C.F. de 1940 + Recettes Trafic G.L.

b) Dépenses d'entretien et de réparation du matériel roulant -

Le rapport des tonnages kilométriques qui avait été utilisé en 1939 ne peut pas l'être en 1940 : il faudrait prendre, en effet, le rapport des t km pour une période de 4 mois et 10 jours pour le G.L. et de 1 an pour la S.N.C.F.

Ces chiffres ne sont pas connus. Le service technique de la Direction Générale ne peut donner les chiffres que pour 10 mois en ce qui concerne la S.N.C.F. et 4 mois en ce qui concerne le G.L.

Compte tenu de ce que le Réseau G.L. a été exploité jusqu'au 10 mai, soit pendant 130 jours, il est proposé d'imputer au G.L. en augmentation des dépenses directement imputées pour l'Atelier de Luxembourg, une majoration égale à la majoration appliquée en 1939, réduite dans le rapport $\frac{130}{365}$.

c) Dépenses d'amortissement du Matériel Roulant, du Mobilier et de l'outillage -

L'amortissement pour l'année 1940 serait évalué d'après la formule :

Part G.L. 1940 =

$$\text{Part G.L. 1939} \times \frac{\text{amortissement S.N.C.F. 1940}}{\text{amortissement S.N.C.F. 1939}} \times \frac{130}{365}$$

d) Dépenses se rapportant aux Services d'Autorails -

La Traction a signalé qu'elle n'a pas fait de dépenses à ce titre de janvier à avril 1940.

e) Menues dépenses Traction -

Comme pour l'amortissement, la part G.L. des menues dépenses de la Traction serait déterminée par la formule :

$$\text{Part G.L. 1940} = \text{Part G.L. 1939} \times \frac{\text{S.N.C.F. 1940}}{\text{S.N.C.F. 1939}} \times \frac{130}{365}$$

G - PARTICIPATION DU RESEAU G.L. AUX DEPENSES DE DIRECTION

Le coefficient :

$$\frac{\text{Art. 1 à 4 S.N.C.F.}}{\text{totalité du Chap. S.N.C.F. - Art. 1 à 4}}$$

serait appliqué aux dépenses du Chapitre correspondant G.L.

D - LOYERS A PAYER PAR LE RESEAU G.L. -

a) Matériel roulant, mobilier et outillage -

Le loyer serait déterminé par la formule :

$$\frac{130}{365} \times \text{Loyer G.L. 1939} \times \frac{\text{charges en 1940 des ressources couvrant fin 1939 les dépenses S.N.C.F. ci-dessus}}{\text{charges en 1939 des ressources couvrant fin 1938 les dépenses S.N.C.F. ci-dessus}}$$

b) Approvisionnements -

Le loyer de 1940 serait déterminé en appliquant au loyer de 1938 :

- 1^o - en ce qui concerne l'établissement : le rapport des dépenses établissement G.L. $\frac{1940}{1938}$
- 2^o - en ce qui concerne le compte d'exploitation : le rapport $\frac{1940}{1938}$ des dépenses suivantes : combustible, entretien et réparation du matériel roulant, entretien et réparation de la Voie.

c) Bâtiment Central de Strasbourg -

Le loyer de 1940 serait-il pris égal au loyer de 1938 en francs luxembourgeois maintenu en totalité ou seulement dans le rapport $\frac{130}{365}$?

E - FERMAGE DU A LA SOCIETE DU CHEMIN DE FER GUILLAUME-LUXEMBOURG -

Les trimestres échus les 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1940 ont été réglés sur les instructions de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications (lettre Direction Générale des Transports D 923.557/3 du 30 novembre 1940). La dépense est supportée par le compte Charges du Capital G.L.

F - ANNUITES ET CHARGES INTERCALAIRES DIVERSES -

- a) Annuité due par le Compte d'Exploitation G.L. en remboursement d'une avance de 6.085.000 F. L faite par la S.N.C.F.

La Convention des 28/31 juillet 1939, portant règlement des créances réciproques entre l'Etat Grand Ducal et l'ancien Réseau A.L. pour la période antérieure au 1er janvier 1938 autorise la S.N.C.F. à récupérer une somme de 6.085.000 F.L. sur le compte d'Exploitation du Réseau G.L. sous la forme d'annuités calculées au taux de 6 % pour une période de 10 ans.

La somme de 6.085.000 F.L. a été portée au débit du compte "Débiteurs divers".

Le compte d'Exploitation G.L. est débité du montant de l'annuité (Chap. 5, art. 9) par le crédit de "Produits de placement de fonds S.N.C.F." pour la part intérêts et par le crédit du compte "Débiteurs divers" pour la part amortissement (Lettre D.G. 547 du 29.12.39 de M. LAGNACE).

Cette annuité doit-elle être imputée au compte d'exploitation G.L. de 1940 en totalité ou prorata temporis ?

- b) Annuité due au Gouvernement Luxembourgeois pour les avances reçues au 31 décembre 1939, en couverture des dépenses d'établissement du Réseau G.L.

Les avances sont faites par le Gouvernement Luxembourgeois, en vertu des accords du 8 octobre 1925 et de la lettre de M. BAUER du 28 mai 1934. Le paiement des annuités incombe à la S.N.C.F. substituée au Réseau A.L. tant qu'elle exploitera le Guillaume-Luxembourg. Les avances à considérer sont celles faites du 10 novembre 1925 au 31 décembre de l'exercice précédant l'exercice à liquider.

L'annuité est portée au débit des charges G.L. par le crédit du compte-courant du Gouvernement Luxembourgeois.

Cette annuité doit-elle être imputée en totalité ou prorata temporis ?

- c) Intérêts de l'année pour les avances reçues en 1940 en couverture des dépenses d'établissement G.L.

L'annuité étant calculée sur les avances faites au 31 décembre de l'année précédente, les intérêts sont calculés

sur les avances faites pendant l'année à liquider. Ils sont portés au débit des charges par le crédit du c/c du Gouvernement Luxembourgeois.

Les intérêts sont-ils à calculer pour l'année entière ou prorata temporis ?

d) Intérêts de retard sur insuffisance d'exploitation

Par lettre D.G. 306 du 21 juillet 1939, M. le Directeur Général a informé le Premier Commissaire du Gouvernement pour les Chemins de fer G.L. que les résultats d'un exercice tiennent compte d'intérêts de première année (débiteurs ou créditeurs) au taux des charges réelles de trésorerie de la S.N.C.F. pour le dit exercice.

Il est appliqué, en outre, des intérêts de retard sur les insuffisances totales postérieures à 1937 non compensées par des excédents d'exploitation.

Dans l'espèce, on crédite charges du capital S.N.C.F. par charges du capital G.L.

Ces intérêts sont-ils à calculer pour l'année ou prorata temporis ?

	Services chargés d'effectuer le travail	Compté Générale Finances
1° DETERMINATION DES CHARGES PATRONALES ET DES FRAIS GENERAUX APPLICABLES AUX DEPENSES D'ETABLISSEMENT		
a) <u>détermination du taux de charges patronales</u> (rapport des dépenses des articles du Chap. Ier (G.L.) constituant les charges patronales et de l'ensemble des dépenses de personnel Exploitation et Etablissement de l'exercice précédent)	X	
b) <u>calcul des charges patronales applicables aux dépenses d'Etablissement</u> les dépenses de personnel imputées au compte d'Etablissement (chiffres indiqués par les Services) sont majorées à l'aide du taux a), le crédit correspondant est imputé au compte d'Exploitation G.L.	X	
c) <u>calcul des frais généraux applicables aux dépenses d'Etablissement</u> un taux de 8% a été admis (demander tous les ans s'il peut être maintenu), ce taux est applicable à l'ensemble des dépenses d'Etablissement majorées des charges patronales, le crédit correspondant est imputé pour 3/4 au Chap. IV art.29 G.L. et pour 1/4 au Chap. Ier art.17 §2 S.N.C.F.	X	
2° REPARTITION ENTRE S.N.C.F. ET G.L. DES DEPENSES INDIVISES		
a) <u>dépenses de fabrication des billets</u> dépenses à répartir entre S.N.C.F. et G.L. au prorata $\frac{\text{recettes voyageurs G.L.}}{\text{recettes voyageurs SNCF + GL}}$	X	
b) <u>frais de bureau et divers des trains (Chap. II art.14)</u> dépenses à répartir entre S.N.C.F. et G.L. au prorata $\frac{\text{tonnage kilométrique G.L.}}{\text{tonnage kilométrique SNCF + GL}}$	X	
c) <u>bâches et agrès (Chap. II art.11 §4 et 5)</u> dépenses à répartir entre S.N.C.F. et G.L. au prorata $\frac{\text{tonnage kilométrique G.L.}}{\text{tonnage kilométrique SNCF + GL}}$	X	
d) <u>dépenses diverses des trains (Chap. II art.13)</u> dépenses à répartir entre S.N.C.F. et G.L. au prorata $\frac{\text{recettes totales G.L.}}{\text{recettes totales SNCF + GL}}$	X	
e) <u>publicité (dépenses et recettes) - dépenses diverses des trains (dignaux de queue, chauffage des fourgons etc.) - indemnités pour pertes, retards et avaries (Chap. II art.15)</u> dépenses et recettes à répartir entre S.N.C.F. et G.L. au prorata $\frac{\text{recettes du trafic G.L.}}{\text{recettes du trafic SNCF + GL}}$	X	
f) <u>dépenses d'entretien et de réparation du matériel roulant</u> soit A montant des dépenses totales région Est d'entretien et réparation de matériel (non comprises dépenses atelier Luxembourg) soit B dépenses en francs français de l'atelier de Luxembourg (b ¹ main d'oeuvre - b ² autres dépenses) au prix de l'ouvrier français la dépense de l'atelier de Luxembourg (B ¹) sera : $B^1 = \frac{\text{ Salaire horaire SNCF } b^1 + b^2}{\text{ Salaire horaire GL }}$ - la dépense supplémentaire : B - B ¹ incombe au GL seul. - la dépense à répartir au prorata des tonnages kilométriques est égale à : C = A + B ¹ - la dépense totale G.L. est de : $\frac{\text{tonnages kilométriques G.L.}}{\text{tonnages kilométriques EST + GL}} \times C + (B - B^1)$ - la dépense B ayant été imputée au compte G.L. en cours d'année, il reste à imputer : $\frac{\text{tonnages kilométriques G.L.}}{\text{tonnages kilométriques EST + GL}} \times (A + B^1) - B$ pour 1939 le rapport des salaires horaires était de : 0,621	X	

		Services chargés d'ef- fectuer le travail	Compt ^e Génle	Finances
g) dépenses d'amortissement du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage (1)		X		
-les dépenses d'amortissement sont réparties au prorata $\frac{GL}{SNCF + GL}$ des tonnages kilométriques bruts remorqués vapeur pour les locomotives et remorqués toute traction pour les voitures, wagons, pour le mobilier et pour l'outillage.				
-la part G.L. ainsi déterminée est portée au débit du compte "AMORTISSEMENT DES INSTALLATIONS ET DU MATERIEL" à couvrir par avances du Gouvernement Luxembourgeois par le crédit du compte S.N.C.F. "INSTALLATIONS ET MATERIEL SUPPRIME".				
h) dépenses des Services d'autorails		X		
dépenses déterminées par le Service M.T., facturées à Comptabilité Générale				
i) menues dépenses de la Traction		X		
dépenses réparties au prorata des tonnages kilométriques bruts remorqués $\frac{G.L.}{SNCF + GL}$				
3° FRAIS GENERAUX D'ADMINISTRATION GENERALE				
a) dépenses de Direction Générale et d'Administration Centrale		X		
b) dépenses du Service Central du Mouvement et du Service Commercial		X		
-le coefficient des frais généraux est obtenu en opposant le total des dépenses S.N.C.F. de l'exercice :				
Chap. Ier art. 1 à 4				
Chap. II art. 1 à 4				
au total des dépenses du Chapitre II, déduction faite des articles 1 à 4 de ce chapitre.				
(dépenses des articles 1 à 4 des Chap. I et II = dépenses brutes avant toute répartition sauf part revenant aux Chap. I et II dans le produit de la majoration de 8% appliquée aux dépenses d'Etablissement G.L.)				
-le taux obtenu est appliqué aux dépenses G.L. du Chap. II (aucune imputation en cours d'année aux articles 1 à 4)				
-le partage des dépenses G.L. entre les articles 1 à 4 du Chap. II G.L. est fait au prorata des imputations faites aux comptes correspondants S.N.C.F.				
-le crédit S.N.C.F. est imputé à l'article "CREDITS".				
c) dépenses du Service Central du Matériel, du Service M. et T.		X		
-le coefficient des frais généraux est obtenu en opposant le total des dépenses S.N.C.F. de l'exercice :				
Chap. III art. 1 et 2				
au total des dépenses du Chap. III, déduction faite des articles 1 et 2 de ce chapitre.				
-le taux obtenu est appliqué aux dépenses G.L. du Chap. III (y compris répartitions antérieures)				
-le partage entre les articles 1 et 2 du Chap. III G.L. est fait au prorata des imputations faites aux articles correspondants S.N.C.F.				
-le crédit S.N.C.F. est imputé à l'article "CREDITS"				
d) dépenses du Service Central des Installations fixes du Service V.B.		X		
-le coefficient des frais généraux est obtenu en opposant le total des dépenses S.N.C.F. de l'exercice :				
Chap. IV art. 1 et 2				
au total des dépenses du Chap. IV, déduction faite des articles 1 et 2 de ce chapitre.				
-le taux obtenu est appliqué aux dépenses G.L. du Chap. IV.				
-le partage entre les articles 1 et 2 du Chap. IV G.L. est fait au prorata des imputations faites aux articles correspondants S.N.C.F.				
-le crédit S.N.C.F. est imputé à l'article "CREDITS"				
4° LOYERS A PAYER PAR LE RESEAU G.L.				
a) matériel roulant, mobilier et outillage				X
les charges des ressources couvrant à la fin de l'exercice précédent les dépenses de matériel, de mobilier et d'outillage sont réparties au prorata $\frac{GL}{SNCF + GL}$ des tonnages kilométriques bruts remorqués toute traction (crédit Chap.VII SNCF - débit /chap.VII GL)				

(1) il est admis que l'on ne prend en compte que le Matériel roulant amorti.

[illegible]

		Services chargés d'ef- fectuer le travail
		Compte Gène Finances
g) Charges intercalaires sur insuffisances		X
I - Intérêts de retard sur insuffisances exploitation antérieures (1937 et 1938) - Regularisation des intercalaires non décomptés (débit : Chap. VII GL - crédit : Chap. VII SNCF)		
II - Intérêts intercalaires sur insuffisances de l'année (débit : Chap. VII GL - crédit : Chap. VII SNCF)		
h) Annuité due à la S.N.C.F. (remboursement d'une somme de : 6.085.000 Frs. Lux.)		X
annuité de remboursement d'une somme de Frs. Lux. 6.085.000 calculée au taux de 6% pour une période de 10 ans (dernière annuité Exercice 1948)		
(soit annuité : 461.656,54 Frs. Lux.)		
- la part intérêts est imputée au crédit des "Produits de placements de fonds SNCF".		
- la part amortissement au crédit du compte "Débiteurs divers GL" primitivement débite du montant total de la créance (débit : Chap. V art.9 GL)		

M. Gervant

~~Faire préparer le règlement
d'urgence, mais ne pas
mettre en position avant
d'en avoir rendu à M. Aladenier
parish le rapport
au Comité J. & K.~~

~~26.12.11~~

~~112~~

M. Gervant

- 1) Mettre le Cochet de
M. Aladenier à la place
du mien, sur la 1^{re} lettre
- 2) Ne couvrirait-il pas
de parler également des
Etablissements

Même lettre
pour le C^{te} d'Etabliss^{ts}
aux 3 services E & K

EG/HH

SERVICES FINANCIERS

Paris, le 30 DEC 1941

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

F2 Liq N° 1003

Monsieur le Chef
de la Subdivision de la Comptabilité
du Service (Voir ci-dessous)
Région EST

Je vous serais obligé de me
faire connaître par un prochain cour-
rier, si vous avez dans vos écritures
des opérations intéressant le compte
d'Exploitation du réseau Guillaume-
Luxembourg.

Dans l'affirmative vous voudrez
bien en facturer d'urgence, le montant,
avec tous renseignements utiles, à la
Comptabilité Générale, au titre du mois
comptable de Décembre 1941.

Le Chef des Subdivisions

de la Comptabilité Générale

Signé: ALADENISE

Copie à Mr le Chef du Service
des Retraites,

pour application s'il y a lieu.

Paris, le 30 DEC 1941

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé: LAGUIONIE

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé: LAGUIONIE

Expl. Est

M.T. Est

V.B. Est

EG/HH SERVICES FINANCIERS Paris, le 30 DEC 1941

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

F2 Liq N° 1003 Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité du Service
de la Région EST (Voir ci-dessous)

Je vous serais obligé de me faire
connaître par un prochain courrier, si
vous avez dans vos écritures des opé-
rations intéressant le compte d'Exploi-
tation du réseau Guillaume-Luxembourg.

Dans l'affirmative, vous voudrez
bien en facturer d'urgence, le montant,
avec tous renseignements utiles, à la
Comptabilité Générale, au titre du mois
comptable de Décembre 1941.

Pour M.T.
Est } Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale
Signé: ALADENISE

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé: LAGUIONIE

Copie à Mr le Chef du Service
des Retraites,
pour application s'il y a lieu.
Paris, le 30 DEC 1941

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES
Signé: LAGUIONIE

Expl. Est
M.T. Est
V.B. Est

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

FZ Liq N° 1005 Monsieur le Chef
de la Subdivision de la Comptabili-
té du Service (Expl. Mt. VB)
Région EST

Je vous serais obligé de me
faire connaître, par un prochain courrier
si vous avez dans vos écritures des opé-
rations intéressant le compte d'Établis-
sement du réseau Guillaume-Luxembourg.

Dans l'affirmative, vous vou-
drez bien en facturer d'urgence, le mon-
tant, avec tous renseignements utiles, à
la Comptabilité Générale, au titre du
mois comptable de Décembre 1941.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Expl. Est

M.T. Est

V.B. Est

Amortissement et matériel supprimé

En 1940 La part G.L. a été calculée pour la période d'exploitation du réseau par la SNCF (1.1.40 au 31.5.40)

$$\text{Part SNCF 1940} \times \frac{\text{Part G.L. 1939}}{\text{Part SNCF 1939}} \times \frac{131}{366}$$

Depenses de fabrication des billets - Dep. fab. billets 40 x $\frac{\text{Recet. voy. G.L. 1940}}{\text{Recet. voy. (SNCF + G.L.) 1940}}$
Frais d'échange de trains
Depenses et Recettes de publicité | Depenses SNCF (Chap. et art. correspondants) x $\frac{\text{Recettes trafic G.L. 1940}}{\text{Recettes trafic (SNCF + G.L.) 1940}}$
Indemnités pour pertes & avances

Pour les reports la part imputable au G.L. a été déterminée en se basant sur les recettes voyageurs en trafic G.L. de 1940

Credits aux Chap. correspondants de cpt. d'exploit. SNCF.

Frais de linéaire et divers - Trains | Depenses G.L. 39 x $\frac{\text{Depenses SNCF 40}}{\text{Depenses SNCF 39}} \times \frac{131}{366}$
Bâches & aigres
Mauvaises dépenses de la traction

Pour les reports la part imputable au G.L. a été déterminée en tenant compte de la période pendant laquelle la SNCF a exploité le réseau

Credit aux Chap. correspondant de cpt. d'exploit. SNCF.

Depenses d'entretien et de réparation du M.R.

Détermination : $\frac{131}{366}$ des Depenses mises à la charge du G.L. en 1939.

Depenses des services d'autobus

Depenses déterminées par le Service M.T. et facturées à C.G.

Prix de dépenses pour 1940

Depenses d'Administration Generale et de Services Centraux et Regionaux
Explication

Determination: Chap. II GL $\times \frac{\text{Chap. II art 1 \& 4 SNCF}}{\text{Chap. II - art 1 \& 4 du Chap. II SNCF}}$

Depenses de Services Centraux et de Services Regionaux M.T.

Determination: Chap. III GL $\times \frac{\text{Chap. III art. 1 \& 2 SNCF}}{\text{Chap. III - art 1 \& 2 SNCF}}$

Depenses de Services de Transport, Fret et Services Postaux V.B.

Determination: Chap. IV GL $\times \frac{\text{Chap. IV art 1 \& 2 SNCF}}{\text{Chap. IV - art 1 \& 2 SNCF}}$

Toutes ces depenses etant determinees en se basant sur les depenses GL de l'exercice, il n'y a eu rien de nouveau pour 1941

Credit aux Chapitres et articles correspondants de l'Etat SNCF.

$$\begin{array}{r} 12 \ 270 \ 946.22 \\ \quad 861 \ 006.77 \\ \hline \end{array}$$

$$6 \ 409.939,59$$

$$6 \ 430 \ 028.66$$

$$\hline 12 \ 839,86$$

$$\begin{array}{r} 381 \ 139.42 \\ \quad 20 \ 089.07 \\ \hline \end{array}$$

$$371 \ 228,49$$

Charges patronales - 72.517,70 francs - 145.034,6 francs

Les dépenses doivent être rattachées à l'exercice 1940

Pour l'exercice 1940 les charges patronales ont été déterminées par le rapport de dépenses des articles du Chap. I^{er} (G.L.) constituant les charges patronales et de l'ensemble de dépenses de personnel. Exploitation et Etabl^t de l'exercice précédent - (Pour 1940 : 49%)

Les dépenses de personnel comprises dans le chapitre ci-dessus n'ont pas été imputées.

Crédit imputable Chap. I^{er} - Art. 17 - § 1

Frais généraux. Taux 8% pour les 1940 applicable aux dépenses de l'armée imputées de charges patronales.

Les dépenses ci-dessus n'ont pas été imputées.

Le crédit résultant de cette imputation est à imputer :

$\frac{3}{4}$ au Chap. III - Art. 29

$\frac{1}{4}$ au Chap. I^{er} - Art. 17 - § 2

Charges (loyers) de maisons couvrant les dépenses d'habitation - (imputables aux dépenses d'établissement de l'Etat par le crédit financier)

Détermination Charges 1938 = $\frac{\text{Dépenses d'Etabl^t G.L. 1940}}{\text{Dépenses d'Etabl^t G.L. 1938}}$

Les dépenses imputées en 1941 ne sont pas entrées en ligne de compte pour la détermination des dépenses de 1940 bien qu'elles doivent être rattachées à cet exercice.

Annuité relative à l'amort^t des créances réciproques

Le montant de l'annuité telle qu'elle figure au tableau d'amort^t est imputé au crédit du Chap. V - Art. 7 des Cpt^s d'Exploitⁿ G.L. par le crédit de compte : Pour le capital - Adhérents divers
pour le service - Rec. Chap. II - Art. 7 - § 2
pour le bénéfice de change (intérêts) - Rec. Chap. II - Art. 8.

En fait de son imputation au Cpt^s d'Exploitⁿ de G.L. cette

Les dépenses d'établ^t ont été converties par le G.C. de 1940 en francs.

annuité entre dans l'insuffisance de l'exercice

Ferme

Imputation en 1940 - Chap. VII

Pour 1941 la Division des Finances a été déléguée au fur et à mesure des règlements.

Intérêts intercalaires

Dans le cas de détermination d'une insuffisance pour l'exercice 1940 il y aurait lieu de calculer ces intérêts.

Bâtiment de Strasbourg

Les charges des obligations GL sont supportées par le HRCF.

Sous ces conditions il y aurait lieu d'imputer au Recan GL le loyer du bâtiment de Strasbourg.

Les opérations comptabilisées en 1941 aux Chapitres I et II (Recettes) et I à V (Dépenses) se rapportent à l'exercice 1940 à l'exception toutefois d'une écriture de Frs. 142.294 prise en compte au Chapitre II art.5 §1 (Dépenses).

Cette dernière somme représente la rémunération allouée par M. le Directeur Général de la S.N.C.F. à M. WEBER, Chef d'Arrondissement à Luxembourg pour la période du 1er mai 1940 au 30 Juin 1941 (notes ci-jointes) déduction faite d'une avance de 7.800 Frs. encaissée par M. WEBER pendant son séjour en France.

Par suite des conditions actuelles d'exploitation il conviendrait, semble-t-il, de solder le compte d'Exploitation G.L. de 1941, soit sur le compte "RECTIFICATION 1940" soit sur le compte d'Exploitation S.N.C.F. de 1941. Cette dernière solution me paraît préférable. Il n'y aurait pas lieu, dans les conditions actuelles, de rouvrir les comptes d'exploitation G.L. en 1942.

Toutefois, la rémunération allouée à M. WEBER par M. le Directeur Général pourrait être considérée comme un secours et imputée à ce titre au compte d'Exploitation S.N.C.F. (par voie de redressement du Contrôle financier pour le prorata incombant à l'exercice 1940)

A la liquidation de l'exercice 1940, il a été imputé au Chapitre VII :

1° - Annuité due à la Sté du Chemin de fer GL (Fermage)	7 804 930 97
2° - Loyers à la Charge du G.L. sur:	
a) Matériel roulant, objets mobiliers (autres que les meubles meublant) et outillage ..	7 480 312 22
b) Approvisionnements du Compte d'Exploitation G.L.	493 546 95
c) les installations d'administration Centrale	248 485 87
3° - Intérêts de retard sur l'insuffisance totale d'Exploitation du Réseau GL de 1938 & 1939	3 254 768 94
4° - Intérêts de 1ère année sur l'insuffisance d'Exploitation du Réseau GL pour l'exer- cice 1940	685 832 23

19 967 877 18
=====

....

*ni 40 à rectifier
ni 41 à rectifier
sur lequel il y a une note
et une copie de la loi de 1941
fournie de la loi
révisée G.L. pour l'exercice 1941
car de l'A.L.*

En ce qui concerne l'exercice 1941, il est actuellement imputé au titre :

FERMAGE - les redevances afférentes aux trois premiers trimestres de 1941 (le 3ème trimestre a été réglé le 11 novembre par l'intermédiaire de l'Office de Compensation).

En liquidation, il semble qu'il conviendra pour l'exercice 1941, de procéder aux mêmes imputations que ci-dessus, *sur les mêmes bases.*

N°	Désignation

COPIE

Le 21 Juin 1941

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL-----
1^o Division

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

M. le Directeur Général a décidé de payer à M. WEBER Chef d'Arrondissement à Luxembourg qui, après avoir été replié sur le territoire français, est resté à Luxembourg mais n'est pas occupé par les autorités allemandes, les indemnités qu'il aurait normalement touchées à Luxembourg du 1^{er} Mai 1940 au 31 Janvier 1941.

Une décision ultérieure sera prise concernant ses appointements depuis cette date. De même, sa gratification de fin 1940 sera laissée en réserve?

La rémunération de M. WEBER était fixée comme suit:

Traitement annuel.....	7.800	francs	or	luxembourgeois
Indemnité de résidence	936	"	"	"
Indemnité pour charges de famille	324	"	"	"
	9.060.			

Pour 9 mois, il lui revient donc 6.795 Francs or luxembourgeois. Au 1^{er} Avril 1940, le franc-or luxembourgeois valait 7,1 francs luxembourgeois. En francs luxembourgeois de cette époque il lui serait dû $6.795 \times 7,1 = 48.244,50$ luxembourgeois.

Cette somme serait à transformer en francs français. Je ne connais pas le cours actuel du franc luxembourgeois (au cours du I-12-1940, qui était de 1,82 français, la somme ci-dessus représentait 87.805 francs français.

Il y aura à déduire de cette somme une avance de 7.800 Frs français payés à M. WEBER pendant son séjour en France.

Cette somme est à verser à l'Office de Compensation, 8 et 10 rue de la Tour des Dames, par chèque sur l'Office des Changes (opérations de compensation), la somme globale devant être majorée de 3% pour opérations de transfert, majoration qui sera à retenir sur les sommes dues à M. WEBER. Ce chèque sera

.....

accompagné d'une lettre donnant le détail ci-dessus des sommes versées.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir vous entendre avec la Région de l'Est en vue du règlement aussi rapide que possible de cette affaire; M. le Directeur Général insiste pour que le versement soit effectué dans le délai le plus bref possible.

Le Directeur du Service Central P,

Signature

P.S.- Je vous demanderai d'aviser M. WEBER dès que ce versement aura été effectué.

Son adresse est Boulevard Extérieur, N° 43, à
Luxembourg .

C O P I E

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Sce Central
du Personnel

Paris le 24 Septembre 1941

I Division

Réf. P.5592

Monsieur le Directeur des
Services Financiers,

Comme suite à ma lettre P. 5592 du 21 Juin 1941, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Directeur Général a décidé de payer à M. WEBER Chef d'Arrondissement à Luxembourg, ses appointements pour la période du 1er Février au 30 Juin 1941.

La rémunération annuelle de M. WEBER était fixée à 9.060 Frs or Luxembourgeois.

Pour 5 mois il lui revient donc 3.775 frs or luxembourgeois au cours actuel.

Ce règlement est à effectuer dans les mêmes conditions que celles indiquées par ma note précitée.

Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

Signé: Illisible.

Banque de liquidation des C.F. de 1940

Vérifier si les imputations réelles ont été faites d'après ces bases
et données annuelles

R E S E A U G . L

EXERCICE 1939

Montant des intérêts de 1ère année revenant à l'Etat Grand Ducal sur les prélèvements opérés au compte courant pour la couverture des dépenses
d'établissement du Réseau G.L.
de l'exercice 1939

Dates de valeur	Dépenses d'établissement (en frs lux.)	Avances du Gouvernement luxembourgeois	Dated de Valeur	Nombres de jours jusqu'au 31-12-39	Nombres	Sommes prélevées au compte courant	Dates de valeur	Nombres de jours jusqu'au 31-12-39	Nombres
1er Janvier 1939	252.517,10					252.517,10	1-1-39	365	92.168.741,50
1er Février 1939	581.358,14					581.358,14	1-2-39	334	194.173.618,76
1er Mars 1939	588.461,65					588.461,65	1-3-39	306	180.069.264,90
1er Avril 1939	252.575,93					252.575,93	1-4-39	275	69.458.380,75
1er Mai 1939	583.449,34					583.449,34	1-5-39	245	142.945.088,30
1er Juin 1939	1.116.363,60					1.116.363,60	1-6-39	214	238.901.810,40
1er Juillet 1939	386.436,16					386.436,16	1-7-39	184	71.104.253,44
1er Août 1939	-					-	1-8-39	153	-
1er Sept. 1939	176.740,32					176.740,32	1-9-39	122	21.562.319,04
1er Octobre 1939	-					-	1-10-39	92	-
1er Novemb. 1939	354.517,65					354.517,65	1-11-39	61	21.625.576,65
1er Décemb. 1939	1.380.735,32					1.380.735,32	1-12-39	31	42.802.794,92
1er Décemb. 1939	26.659,93					26.659,93	1-12-39	31	826.457,83
	5.699.815,14					5.699.815,14			1.075.638.306,49

Montant des intérêts à porter valeur 1-1-40 au crédit du compte courant de l'Etat Grand Ducal

Intérêts sur prélèvements: $\frac{5,863 \times 1.075.638.306,49}{365 \times 100} =$ Frs lux. 172.779,93
=====

Contre-valeur en francs français: 312.731,67

Liquidation G. S. de 1940

Après les écritures de décembre passées il faut:

- 1) Dresser une balance provisoire et pointer avec le grand-livre
- 2) Examiner les comptes

Il ne doit rien y avoir aux Recettes - chap. II, art. 1 & 5. Publicité - regarder si, en 39 il y a des imp. "à l'usage de son l'écrit et imprimés p. fol.

Revenus - chap. I, art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 51 & 2 & 51, 2, 3 & 51, 2, 3, 9 (sauf 55 & 51), 10, 11, 12 & 13, 14

chap. II, art. 1, 2, 3, 4, 10 & 2 & 51, 11 & 4 & 5, 13, 14, 15

chap. III, art. 1, 2, 9, 12, 13, 14, 15, 24

chap. IV, art. 1, 2, 9, 19, 30

chap. V, 3, 4, 5, 6, 7, 8 art. 10

Part. 4. dans certaines dépenses

Publicité

Recettes chap. II - art. 1, 85

Dépenses chap. I - art. 14 § 1 et 2 et les 88

$$\text{Coefficient} : \frac{\text{Recettes chap. I § 2}}{\text{Recettes chap. I S.N.C.F. + ch. I § 2}}$$

Coefficient appliqué aux chiffres correspondant S.N.C.F.

Credit - S.N.C.F. - Débit § 2

Cours de conversion - Cours Pondéré de 1940

Dépenses de fabrication des billets - Dépenses chap. II art. 10 § 1

$$\frac{\text{Pr. Voyageurs § 2}}{\text{Pr. V. S.N.C.F. + Pr. V. § 2}}$$

Credit S.N.C.F. - Débit § 2

Cours de conversion - Cours pondéré de 1940

Frais de Bureau et services des trains - Dépenses chap. II art. 14

$$\frac{\text{Fou. kil. § 2}}{\text{Fou. kil. S.N.C.F. + § 2} - \text{côt.}}$$

Brachés et autres - Dépenses chap. II art. 11 § 4 et 5

Dépenses d'entretien des trains - Dépenses chap. II art. 13

$$\frac{\text{Pr. ch. I § 2}}{\text{Pr. ch. I S.N.C.F. + § 2}}$$

Indemnités pour port, retards et avances - Dép. ch. II art. 15 § 1 et 3

- cot. -

Repartition des imputations faites au chap. III art. 24.

Annex

Les §§ 1, 2, 3, 4 de cet article sont repartis entre les art. 11 à 17 au prorata des dépenses de matériel et d'œuvre
Le § 5 est reporté à l'art. 8

Dépenses d'entretien et de réparation du Matériel roulant

Pour déterminer le part supplémentaire à appliquer pour tenir compte des fautes horaires plus élevées à Luxembourg

$$\text{Coefficient} : \frac{\text{Fou. kil. § 2}}{\text{Fou. kil. Est + § 2}} \cdot (A + B') - B'$$

A = dépenses région Est d'entretien et rep. du M.R. (moins les dépenses en f.f. de l'arrondissement de Luxembourg)

B' = 0,621 Z₁ + Z₂

Z₁ = dépenses de m.o. de l'atelier de Luxembourg en f.f.

Z₂ = autres dépenses

Le coeff. est appliqué aux art. S.N.C.F. 11, 16, 17, 18 § 1

Dépenses d'amortissement du M.R. du M.O.

Comme en 1939 le cf. Etab. § 2 ne supportera que l'amortissement du matériel roulant

Coefficient: $\frac{\text{Total. tit. rembour. Vapeur §. 2}}{\text{Total. tit. Vapeur S. N. C. F. + §. 1.}}$

- Le coefficient est appliqué au solde du compte "Amortissement du Matériel Roulant S. N. C. F.)

Credit - S. N. C. F. - "Aut^e des M. B."

Debit - §. 1. et Etab^{ts} 1/2 amortissement des installations et du Matériel

Cours de Conversion - Cours pondérés de 1940

* Depenses du Service d'entretien

nécessaire Sont à demander la Région de l'Est qui fera les pièces, donne rien à l'art. 11 au cours d'année

* Mêmes depenses du Service Boches

Coefficient: $\frac{\text{Total. tit. brut rembour. §. 2}}{\text{Total. tit. G. rem. Est + §. 1.}}$ appliqué au chap. III, art. 10 § 3

Repartition des frais indirects du chap. V, art. 10 - Chaque § est solde par report entre les chap. II, III et IV

La part du chap. II est répartie entre les art. 10, 11 § 2 et 3, 13, 14 et 16 au prorata des depenses

" III " § et 10 et 17 au prorata des depenses matériel

" IV " 6, 8, 10, 14, 15, 16, 18, 20, 24 et 25 au prorata des § 3

* Charges patronales - Cours de l'exercice 1939 appliqué à l'exercice 1940. On calcule un taux spécial §. 1.

en appliquant la circulaire finances et C^{te} n° 2. Pour 1939 c'est 41% qui a été appliqué

Il faut demander à M. T. et V. B. Est la part des depenses de main d'œuvre comprise dans les depenses d'établissement §. 1. de 1940

Credit - ~~S. N. C. F.~~ ^{G. L.} - Si chap. I art. 17 § 1 - Debit §. 1. et Etablissement (au prorata des 1/2)

Cours de conversion - Cours pondérés de l'année 1940

* Frais généraux à appliquer à l'établissement - Cours forfaitaire de 8% appliqué aux depenses et l'établissement

en principe majorés des charges patronales et des amortissement des installations et du matériel §. 1.

pour 1/2 - Credit - S. N. C. F. - Si chap. I art. 17 § 2

pour 3/4 - Credit - G. L. de 10 art. 29

Debit - et Etablissement §. 1. (répartition pour 1/2)

x Part 2. dans les dépenses de Direction Générale, d'Administration Centrale du Service du Mouvement, du Service Commercial, de la Direction Régionale et des Services Régionaux de l'Exploitation.

Coefficient = $\frac{\text{Dép. S.N.C.F. (ch. I+II) art. 104} - \text{part S.N.C.F. des frais qu'il y a 87, jusqu'à ch. I art. 1752}}{\text{Dépenses S.N.C.F. ch. II moins dépenses de guerre} - \text{art. 104}}$

Le coefficient est appliqué aux art. et § du ch. II § 1 sauf art. 104 qui n'est rien.

Le résultat est reparti entre les art. 104 du chap. II § 2 au prorata des mêmes art. S.N.C.F.

Credit - S.N.C.F. chap. II art. 17 - Débit - § 2. chap. II art. 104 - Casse procedure de 1940

x Part 3. dans les dépenses du Service Central du Matériel et des Services Régionaux M.T.

Coefficient = $\frac{\text{Dép. S.N.C.F. ch. III art. 102}}{\text{Dép. S.N.C.F. ch. III (sauf guerre) - art. 102}}$

Le coefficient est appliqué aux dépenses du chap. III § 2 après toutes réductions, moins art. 102

Le résultat est reparti entre les art. 102 du chap. III § 2 au prorata des mêmes art. S.N.C.F.

Credit - S.N.C.F. chap. III art. 23 - Débit - § 2. ch. III art. 102

x Part 4. dans les dépenses du Service Central des Installations fixes et des Services Régionaux U.B.

Coefficient = $\frac{\text{Dép. S.N.C.F. ch. IV art. 102}}{\text{Dép. S.N.C.F. ch. IV (sauf guerre) - art. 102}}$

Le coefficient est appliqué aux dépenses du chap. IV § 2 après toutes réductions, moins art. 102

Le résultat est reparti entre les art. 102 du ch. IV § 2 au prorata des mêmes art. S.N.C.F.

Credit - S.N.C.F. ch. IV art. 29 - Débit - § 2. ch. IV art. 102 - Casse procedure de 1940

Travaux

4 a) Matériel roulant, Mobilier et outillage

coefficient: tonnage kilométrique brut $\frac{G.L.}{S.N.C.F. + G.L.}$

Il est appliqué aux charges en 1940 des ressources couvrant fin 1939 les dépenses d'établ. de M.R. et M.O. S.N.C.F.

Credit - charges du capital S.N.C.F. Debit - charges du capital G.L.

4 b) Approvisionnement

Base: chiffre calculé pour 1938

1) Part établissement: Base x $\frac{\text{dep. Etab. G.L. 1940}}{1938}$

Credit - charges du capital S.N.C.F. Debit - Etablissement G.L.

2) Part exploitation: Base x $\frac{\text{dep. Exp. G.L. Combustible, ent. et rep. du M.R., ent. et rep. Voie 1940}}{1938}$

Credit - charges du capital S.N.C.F. Debit - Exp. G.L. ch. III art. 8, 11, 16, 17, ch. IV, art. 6 et 13

§3

4 c) Bâtiment Central de Strasbourg

On prend le chiffre de 1938 en francs luxembourgeois

Credit - ch. cap. S.N.C.F. Debit - ch. cap. G.L.

Annuités

4 a) Avance faite pour le compte Exp. S.N.C.F. pour le compte du réseau G.L. (réglement G.L. A.4)

Le compte divers débiteurs G.L. a été débité de C. 85.000 F. Lux.

Remboursable en 10 annuités, la première reçue en 1939

Debit - Ex. G.L. ch. V art 9 de la totalité de l'annuité

Credit - Produits pl. fols. S.N.C.F. part intérêts

Credit - Débiteurs divers G.L. part amortissement

4 b) Annuité due à la Société du chemin de fer Guillaume-Luxembourg (forage)

Payable chaque trimestre

Debit - ch. cap. G.L. Credit - Caissi

4 c) Annuité due au gouvernement luxembourgeois pour les avances reçues en couverture des dépenses d'établissement du réseau G.L.

L'annuité due pour 1940 s'applique sur les avances fin 1939. Le laien est

Debit - charges du Capital G. L. - Credit - c/c courant G. L. valeur 1-1 exercice suivant

Revenus

x 1) Interêts de 12 années.

Pour les avances reçues en 1940 du gouvernement G. L. pour la couverture des dépenses d'établissement

Debit - charges du capital G. L. - Credit - c/c courant G. L. valeur 1-1 exercice suivant

x 2) Interêts sur lacune de couverture.

Différence entre dépenses état G. L. et avances du gouvernement luxembourgeois

Credit - charges du capital S. N. C. F. ? Debit - c/c courant G. L. valeur 1-1 exercice suivant

x 3) Interêts de retard sur insuffisances d'exploitation (insuffisance + charges du capital)

Credit - ch. du capital S. N. C. F. Debit - charges du capital G. L.

M. Faourquet dit qu'on doit les calculer sur l'insuffisance de 1940, ce qui est normal
et sur l'insuffisance 35-39. Pourquoi ?

Compte-courant du Gouvernement luxembourgeois

On doit le debiter pour le Credit des avances du gouvernement G. L. pour couverture des dépenses d'établissement.

Or, en liquidation, les dépenses d'établissement G. L. sont touchées par :

- 1) l'application de charges postérieures
- 2) les frais généraux : 3%
- 3) le loyer des approvisionnements, part établissement

Il faut donc : Debit - c/c G. L. Credit - avances du gouvernement luxembourgeois

Après les opérations de liquidation G. L. Il faut calculer les intérêts du compte-courant.

Clôture 1941

Division Centrale des Finances

SERVICES FINANCIERS
—
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
—
SUBDIVISION DES ÉCARTURES GÉNÉRALES
—
BUREAU de la LIQUIDATION
—

Décomposition
des
Ressources d'Établissement
prises en compte par la Comptabilité Générale
au cours de l'année 1941

N° des Cptes	Designation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941, affectées					Ressources au 31 Decembre 1941
			aux écritures de conformité	de Compt. G ^{le} Y	aux amortissements Z	aux contractions X - Y - Z	Finances	
1	Capital social { Actions A	695.512.000,-	"	"	14.318.500,- 3.898.000,-	"	"	681.193.500,-
2	Non amorti { " B	723.900.000,-	"	"	"	"	"	723.900.000,-
3	Capital social amorti	"	"	"	14.318.500,- 3.898.000,-	"	"	14.318.500,-
4	Est	"	"	"	211.228.500,- 8.628.500,-	"	"	211.228.500,-
5	Sommes représentatives Nord	"	"	"	100.976.483,- 6.375.899,7	"	"	100.976.483,-
6	donnant lieu à l'application de l'article 5 de la Convention du 31.8.37	P.L.M.	"	"	186.633.979,6 9.888.073,4	"	"	186.633.979,6
7		P.O.	"	"	224.948.500,- 71.730,00	"	"	224.948.500,-
8		Midi	"	"	76.492.071,8 3.753.960,7	"	"	76.492.071,8
9	(Ancien Ouest (arrêté ministériel du 4-11-1911))	"	"	"	1271.521.728,- 73.409.115,8	16.676.524,6 15.783.922,9 892.591,7	"	1.354.845.198,4
10	Somme représentative du	Ancien Etat (arrêté ministériel du 2.7.1914)	"	"	372.658.200,- 19.795.400,-	"	"	372.658.200,-
11	capital régulier amorti	Valeurs des lignes cédées à l'Allemagne en 1871	"	"	"	"	"	"
12	A.L.	Nus valeurs acquises de 1871 à 1918/18	"	"	633.786.510,3 22.106.210,-	"	"	633.786.510,3
15	A.L.	"	"	"	202.914.194,1 16.429.621,4	20.934.231,6 17.875.706,5 3.058.535,3	"	181.979.912,5
16	Est	"	"	"	2.310.428.841,6 123.830.016,-	170.871.968,1 139.667.710,2 11.864.257,9	"	2.139.556.873,5
17	Emprunts	Etat	"	"	953.768.240,9 99.446.893,7	208.006.083,8 181.246.282,6	"	745.762.157,1
18	Obligations amorties	Midi	"	"	1.531.101.620,2 87.776.130,6	210.414.421,6 204.418.182,6 16.195.339,-	"	1.311.687.498,6
19	des anciens réseaux	Nord	"	"	3.135.802.100,- 180.215.946,4	886.321.553,5 824.418.716,6 61.902.834,9	"	2.249.480.546,5
20		P.L.M. (Metropolitain)	"	"	4.287.782.553,3 219.465.703,7	736.364.931,4 684.380.484,6 51.875.446,8	"	3.551.417.621,9
21		P.O.	"	"	88.817.260,7 3.560.228,4	88.817.260,7 83.317.022,6 5.500.238,7	"	"
22		Grands Chemins	"	"	2.647.221.729,7 138.464.634,2	140.015.691,1 124.687.875,- 15.317.876,1	"	2.507.206.038,6
			"	"	74.429.107,5 5.086.647,2	10.554,0 19.534,8	"	74.418.552,6
	à reporter	1.419.412.000,-	"	"	18.410.511.614,7	2.487.432.961,3	"	17.342.490.653,4

N° des comptes	Designation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941, affectées				Ressources au 31 Décembre 1941
			aux Ecritures de conformité	Compte G ^{le}	aux amortissements	aux contractions Finances	
	report	1.419.412.000,-	"	"	18.410.511.614,7	2.487.432.961,3	17.342.490.653,4
24	Obl. SNCF 4% 1941, amorties	"	"	"	"	"	"
38	Valeur d'annuités au 31.12.37	"	"	"	230.185.890,-	5.079.151,4	225.106.738,6
39	annuités au 31.12.39	"	"	"	28.686.509,6	4.363.686,6	"
40	annuités au 31.12.39	"	"	"	"	715.455,-	"
44	Primes du Trésor, au titre de prestations en nature, amorties	"	"	"	151.889.200,-	9.462.730,6	142.426.469,4
					99.000.000,-	4.540.818,7	
						4.921.911,9	
45	Primes du Trésor, au titre de programme spécial d'équip. amorties	"	"	"	67.717.725,4	"	67.717.725,4
					7.619.682,8		
47	Emprunts au fonds commun du Travail, amorties	"	"	"	"	"	"
51	Capitalisation des annuités de remb ^t du matériel R.D. amorties	"	"	"	47.690.266,3	"	47.690.266,3
					13.947.878,2		
52	Capitalisation du bail de l'Immeuble Hautmont, amorties	"	"	"	39.640.032,-	"	39.640.032,-
					5.441.861,7		
56	Subventions de l'Etat	1.542.081.790,4	"	"	5.045.021,-	"	5.045.021,-
					240.373,8		
57	Subventions locales	739.742.982,1	"	"	"	"	1.542.081.790,4
58	Prêt sur des répartitions excep- tionnelles de participations d'Etat	3.000.000,-	"	"	"	"	850.258.241,7
70	Reliquat de participations forfait de l'Etat	1.126.637,3	"	"	"	"	3.000.000,-
72	Reliquat de garanties liquidées au 31.12.35	2.326.708,1	"	"	"	"	1.126.637,4
73	Remb ^t des charges de 1 ^{er} ordre de 1924 à 25	17.795.806,7	"	"	"	"	2.326.708,1
77	Remb ^t des charges de 1 ^{er} ordre de 1924 à 25	1.014.075,3	"	"	"	"	17.795.806,7
78	Prêt de fonds de réserve de col- porteurs internationaux	12.297.272,1	"	"	"	"	1.014.075,3
83	Plus-value des obligations émis- sées par G. P. R. M. S.	1.096.003,6	"	"	"	"	12.297.272,1
90	Ressources provenant du fonds de renouvellement des instal- lations et du matériel	170.382.533,3	"	"	"	"	1.096.003,6
					580.319.899,4		170.382.533,3
	a reporter	3.904.245.808,9	"	"	696.865.153,1	18.953.573.749,4	21.052.739.868,1
					2.501.974.843,3		

N° des CR	Designation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941, affectées					Ressources au 31 Décembre 1941
			aux écritures de conformité	de Compt ^e G ^l P	aux amortissements Z	aux contractions X - but	à Finances X	
	report	3.904.245.808,9	"	696.865.153,1	18.953.572.749,4	2.501.974.843,3	"	21.052.739.868,1
102	Est	292.000.000,-	"	"	211.228.500,- 8.428.500,-	"	"	80.741.500,-
103	Sommes représentatives du Capital des Comp ^{tes}	Nord	"	"	100.976.483,- 6.375.899,7	"	"	130.898.517,-
104	(demandant lieu à l'application de l'art. 5 de la loi sur le 31.8.37) à amortir	P.L.M.	"	"	186.633.979,6 9.888.073,4	"	"	154.334.076,1
105		P.O.	"	"	224.948.500,- 7.173.000,-	"	"	75.051.500,-
106	Midi	146.319.019,7	"	"	76.492.071,8 3753.960,7	"	"	69.826.947,9
109	Sommes représentatives du capital occupées	Etat	"	"	0,1 1.371.521.723,- 73.419.115,9	"	"	867.731.589,-
110		Ancien Ouest (amort. ministériel 4.11.11)	"	"	372.658.200,- 19495.400,-	"	"	403.741.800,-
111		Ancien Ouest (amort. ministériel 2.7.14)	"	"	"	"	"	325.000.000,-
112	à amortir	A.L.	"	"	633.786.519,9 22.406.240,-	"	"	402.239.844,2
		Valeur des lignes de l'Alsace et de l'Alsace en 1871	"	"	"	"	"	"
		Plus valeur acquise de 1871 au 1.12.18	"	"	"	"	"	"
118	A.L.	3.107.218.349,1	"	"	0,1 202.914.104,1 16.429.624,4	"	"	117.237.241,7
119	Est	9.018.610.190,3	"	"	2.310.428.841,6 123.830.016,-	"	"	24.608.011,7
120	Emprunt	Etat	"	"	953.768.240,9 97.876.393,7	"	"	32.828.502,8
121	obligations	Midi	"	"	0,1 1.531.101.620,2 87.774.130,6	"	"	22.559.241,6
122	à amortir	Nord	"	"	0,2 3.135.802.100,- 180.215.946,4	"	"	9.182.661.063,8
123	disamorties	Metropolitain	"	"	8.080.800,- 0,2 1.287.82.553,3 539,3 219.165.703,7	"	"	49.545.975,2
124	à amortir	Algérie	"	"	0,1 38.817.251,7 539,3 3.500.228,7	"	"	82.142.967,8
125	P.O.	10.414.449.144,-	"	"	8.080.800,- 0,1 2.647.221.729,7 138.464.037,2	"	"	30.023.211,9
126	Grande Ceinture	506.173.298,1	32.656,4	"	74.429.107,5 508.647,2	"	"	431.711.534,2
127	SAUF A70 1941, à amortir	"	"	"	"	"	"	7.095.160.222,9
141	Valeur d'amortissement	Conventions au 31.12.37	"	"	230.185.840,- 28.686.569,6	"	"	921.922.965,5
142	à verser au Trésor	Conventions du 27.1.39	"	"	"	Etat. Emprunt Hollandais (Part A)	"	522.773.088,1
143		Conventions du 15.11.39	"	"	451.883.200,- 79.000.000,-	"	"	1.010.257.945,-
148	Primes du Trésor au titre de prestations en nature à amortir	838.136.359,-	1.485.836,6	"	61.717.425,4 7.619.683,8	"	"	771.816.293,6
	à reporter	89.785.575.583,7	2.447.143,-	696.865.153,2	18.860.298.430,4 93.275.319,3	2.501.974.843,3	6.295.496.773,3	94.366.790.843,2

N° des Cptes	Designation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941, affectées				Ressources au 31 Décembre 1941	
			aux Ecritures de conformité	Compt ^e G ^l	aux amortissements	aux contractions		Finances
	report	89.785.515.583,7	2.447.143,-	69.686.153,2	93.275.319,3	2501.074.843,3	6295.406.773,3	94.366.790.843,2
152	Fonds du Trésor au titre du programme spécial d'équip. à amortir	4.361.236,4	"	"	"	"	117.909.889,3	152.271.175,7
154	Emprunts au fonds commun du travail à amortir	2.265.306.900,-	"	"	47.690.266,3 13.947.878,2	"	"	2.217.616.633,7
160	Capitalisation des annuités de remb ^t du matériel R.O.D. à amortir	90.201.000,-	"	"	30.640.032,- 5.441.861,7	"	"	50.560.968,-
161	Capitalisation du bail de Mons à Hautmont, à amortir	8.000.000,-	"	"	5.945.021,- 2.403.73,8	"	"	2.054.979,-
163	Billets "S.T.E.F." à valoir sur autorisation d'émission d'emprunt amortir	55.847.395,5	"	0,1	"	"	Remb ^t 2.382.957,9	53.464.437,7
	Ressources provenant d'avances du Trésor public au Fonds Communs (Art 13 - L. no 38.627)	11.702.643.154,8	"	11.702.643.154,8	X	"	"	"
	Valeurs nominale des actions B affectées au remb ^t des avances du Trésor public au Fonds Communs (Art 24 - L. no 38.627)	341.700.000,-	"	341.700.000,-	X	"	"	"
	Produit de la négociation d'obl. P.L.M. remises à l'ancien réseau P.O. pour cession de sa part dans le Ch ^{de} de fer du Bourbonnais	23.160.899,7	"	23.160.899,7	"	"	"	"
	Réseau algérien, subvention et prélèvement sur la disponibilité spéciale.	30.356.171,3	"	30.356.171,3	"	"	"	"
	Engagements pris au titre de participations financières	68.370.125,-	"	235.000,- 68.605.125,-	"	"	"	"
	Somme remb ^t sur prêt de la Caisse de retrait (décision ministérielle 18.1.38)	1.535.025,2	"	390.930,5 1.925.955,7	"	"	"	"
	Avances de la Caisse de retrait	13.006.850,-	X	2.794.421,7 15.801.271,7	"	"	"	"
		104.390.064.591,6	X		X			
		104.390.064.591,6	2.447.143,-	11.483.907.072,7	"	2501.074.843,3	6.441.023.704,7	96.842.759.037,3
		104.390.064.591,6			Fin 1940 2304.570.265,-			
		104.390.064.591,6			de 1941 197.904.578,3			

A la facturation de charges n pas
bulletin de credits les D^{rs} Centrale de Finances
du montant des interets intercalaires (290.592)
appliqués aux dépenses de 2^e 1938. 1939 de
la 2^e ligne de transport de force Tannemezan
Portet d'Union - UPEPO (C^{te} H^{ts})
passés à OAR lors des redressements
présentés par IGC. - 1/11 13.11.193

M. Rousseau
Finances
Verges

Recettes et Dépenses d'exploitation (D.N.E.F.)

Année 1941.

24/4/42

Recettes et Dépenses d'exploitation (S.N.C.F.)

Année 1941:

Recettes	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Chap. 1 ^{re}	1.115.707.159,9	1.111.959.160,6	1.311.165.618,8	1.380.330.219,11	1.326.801.157,-	1.131.937.515,6	1.111.538.391,2	1.856.588.111,1	1.755.727.110,3	2.629.771.751,8	1.761.590.612,1	2.957.888.615,6	21.087.009.182,3
Chap. II	22526.709,11	36322.976,3	32.019.006,9	32.112.572,6	29.000.926,6	28.522.612,6	30.362.853,3	26.561.738,6	26.731.316,2	31.011.301,2	31.963.916,2	176.139.087,9	509.658.080,8
Ensemble...	1.138.233.869,3	1.178.282.136,9	1.346.211.655,7	1.412.752.792,-	1.355.805.383,6	1.160.1170.188,2	1.111.901.211,5	1.883.150.179,6	1.782.158.765,5	3.663.816.056,-	1.799.551.558,3	3.134.027.733,5	21.596.667.563,1
Dépenses	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Chap. 1 ^{re}	191.766.119,9	206.505.056,8	223.617.675,11	217.111.592,8	206.062.881,1	236.276.295,3	252.996.522,6	231.265.713,5	236.713.086,8	272.185.166,1	271.931.658,-	296.352.815,8	2.812.881.911,1
Chap. II	3211.511.235,3	336615.069,5	3111.280.972,9	3111.351.500,2	3119.081.903,-	388.781.219,6	116.961.125,1	1100.172.130,11	1105.373.929,8	1115.001.095,9	1105.598.117,2	672.655.256,-	11.803.392.951,9
Chap. III	1157.950.186,5	1178.317.991,1	5117.857.681,11	528187.813,5	550.020.161,5	5115.272.1121,8	586.611.193,2	562.968.621,8	570.315.766,9	592.672.893,7	625.671.681,-	997.967.111,8	7.011.818.113,2
Chap. IV	1116.929.913,1	215.721.578,7	237.311.619,-	252.719.173,2	278.758.069,3	308.889.335,6	319.735.771,-	3211.535.303,7	336.101.696,5	3116.503.561,11	352.121.678,8	696.352.263,2	3.816.716.296,5
Chap. V	29.961,9	71102.1101,9	1.3511.565,1	9.1811.090,1	3.289.601,2	311011.171,5	9.825.567,1	9.811.011,7	11.308.638,9	23.3911.579,5	2.3711.923,11	38.621.622,8	81.461.611,11
Chap. V ^{bis}												1.1119.600.000,-	1.1119.600.000,-
Ensemble...	1.121.127.519,9	1.2111.562.101,-	1.3511.125.513,8	1.351.5811.1169,8	1.387.2115.916,2	1.175.917.813,8	1.596.1182.011,8	1.528.782.811,1	1.552.813.128,9	1.650.761.599,6	1.653.951.571,6	3.851.5119.369,6	19.769.203.920,1

17.116.311,11 - 66.219.904,1

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
Sous-DIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES
BUREAU de la LIQUIDATION

Compte d'Établissement

*Écritures de conformité
passées en 1941, au titre des exercices
antérieurs à 1938*

N ^o des Comptes	Désignation des Comptes	Alsace-Lorraine	Est	Etat	Nord	Ceintures	P.L.M.	P.O.	Midi	Ensemble
	Compte d'Etablissement									
	<u>A- Recettes</u>			Débits Crédits	Noir Rouge					
	Emprunts obligataires des anciens Réseaux									
16	<u>Nord</u> oblig. 3% anciennes - 27 ^e Série	"	"	"	1.025.511,8	"	"	"	"	1.025.511,8
	" 28	"	"	"	2.874.811,4	"	"	"	"	2.874.811,4
20	<u>Ceinture</u> oblig. 4% 1921	"	"	"	"	18.865,1	"	"	"	18.865,1
	" 5% 1921	"	"	"	"	13.415,7	"	"	"	13.415,7
	" 5 1/2%	"	"	"	"	375,6	"	"	"	375,6
38	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	"	"	1.310.561,4	59.769,6	"	1.264.619,3	156.145,8	"	2.478.804,6
		"	"	1.310.561,4	3.840.553,6	32.656,4	1.264.619,3	156.145,8	"	1.454.175,1

N ^o des Comptes	Désignation des Comptes	Alsace-Lorraine	Est	Etat	Nord	Ceintures	P.L.M.	P.O.	Midi	Ensemble
	Compte d'Etablissement									
	<u>B- Dépenses</u>			Débits Crédits	Noir Rouge					
	<u>b. Immobilisations</u>									
	<u>1^{re} Etablissement des lignes</u>									
	<u>Travaux non remboursables</u>									
212	Dépenses des Concessions antérieures à 1883 Emprunts	"	"	"	3 900.323,2	"	"	"	"	3 900.323,2
243	Dépenses de l'ancien Réseau Etat (arrêtés au 31.12.37) y compris travaux complémentaires, électri- fication, mobilier et outillage couverts par: Emprunts	"	"	1.310.561,4	"	"	"	"	"	1.310.561,4
245	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	"	"	1.310.561,4	"	"	"	"	"	1.310.561,4
	<u>Travaux complémentaires</u>									
	<u>Non remboursables</u>									
403	Emprunts ordinaires	"	"	"	291.072,9	"	"	"	"	291.072,9
	<u>2^e Matériel</u>									
	<u>Matériel roulant non remboursable</u>									
467	Emprunts ordinaires	"	"	"	4.139.287,7	"	1.250.323,-	"	181.785,5	5 207.825,2
469	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	"	"	"	4.139.287,7	"	1.021.595,5	156.145,8	"	5.004.737,4
	<u>Mobilier et outillage non remboursable</u>									
485	Emprunts ordinaires	"	"	"	778.811,7	"	677.593,8	"	"	1.456.405,5
487	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	"	"	"	"	"	677.593,8	"	"	677.593,8
										6 664.230,7 5 692.331,2 981.899,5
	à reporter	"	"	"	4.388.062,-	"	228.727,5	156.145,8	181.785,5	4.591.149,8

N ^o des Comptes	Désignation des Comptes	Alsace-Lorraine	Est	Etat	Nord	Ceintures	P.L.M.	P.O.	Midi	Ensemble
	<i>Reporto</i>				4.388.062,-		228.727,5	156.145,8	181.785,5	4.591.149,8
	<u>Participations financières</u>									
510	Participations sur ressources d'Établissement Sommes versées				735.832					735.832,-
512	Avances à divers sur ressources d'Établ ^t				742.248,2					742.248,2
	<u>Approvisionnement</u>									
521	Approvisionnement de la traction Combustibles (Locomotives)				44.730,-					44.730,-
	<u>Insuffisances d'exploitation antérieures au 1^{er} Janvier 1938.</u>									
	Remboursables.									
	Insuffisances d'exploitation à la charge du Fonds commun.									
599	Exercices 1921 à 1926				991.674,6				13.717.833,9	14.709.508,5
600	Exercices 1930 à 1937.				4.304.096,4				22.387.578,6	18.083.482,2
										23.930.90,7
					9.133.834,-		228.727,5	156.145,8	36.287.198,-	26.768.490,7

BG	736 169 000
BC	+ 063 084 000
Be	135 034 800
	<hr/>
	4 534 290 000

SERVICES FINANCIERS
 DIVISION CENTRALE
 DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
 SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES
 BUREAU de la LIQUIDATION

Décomposition des Ressources d'Établissement
 prises en compte par la Comptabilité Générale
 au cours de l'année 1941.

N° de l'Emploi	Désignation des comptes	Recettes au 1 ^{er} Janvier 1941	Recettes comptabilisées en 1941, afférentes à		Total des Recettes au 31 Décembre 1941	N° de l'Emploi	Désignation des comptes	Recettes au 1 ^{er} Janvier 1941	Recettes comptabilisées en 1941, afférentes à		Total des Recettes au 31 Décembre 1941
			écritures de conformité	Comptabilité Générale					écritures de conformité	Comptabilité Générale	
1	Actions A	695.512.000,-					Reporto	101.781.778.361,5	- 2.447.143,-	+ 2.794.421,9	104.129.056,2
2	Actions B	723.900.000,-				86	Recettes provenant du fonds de renouvellement des installations				
3		292.000.000,-					du matériel antérieur à la loi du 31-8-37	170.382.533,3			
4	Somme représentative du Nord	231.875.000,-				94	Subventions de l'Etat	1.542.081.790,4			
5	Capital des Compagnies donnant lieu à l'application de l'art 15 de la	340.968.055,7				95	Subventions locales	733.742.982,1		+ 2.453.912,1	
6	Convention du 31 Août 1937	300.000.000,-				106	Prelèvements sur des répartitions exceptionnelles de participations financières d'établissement	3.000.000,-			
7	(Midi)	146.319.019,7				119	Reliquat sur participations forfaitaires de l'Etat	1.126.637,3		0,1	
8	(Ancien Réseau Etat)	2.239.253.311,9		9,1		120	(Garantie liquidée au 31-12-1883)	2.326.708,1			
9	Somme représentative du Nord	776.400.000,-				121	Reliquat de garanties diverses				
10	(anciennement du Nord)						Remboursement de charges de l'année de 1921 à 1925	17.795.806,7			
11	Plus-value acquise de 1871 au 1-12-1918	1.036.026.363,5				122	Somme remboursée sur le prêt de l'Etat à la C ^{ie} de Bâle	1.014.075,3			
12	(A-E)	3.107.218.349,1		3,1	117.237.241,7	123	Somme remboursée sur prêt de l'Etat des Retraites (D.R. du 18-1-1938)	1.535.025,2		390.930,5	
13	(E-E)	9.018.610.190,3			24.608.011,7	124	Prelèvements sur fonds de réserve des colis postaux internationaux	12.297.272,1			
14	(Etat)	12.752.006.805,5			32.828.502,8	125	Produit de la négociation d'obligations P.L.M. remises à l'Union Républicaine pour la création de sa part dans le chemin de fer du Bourbonnais	23.160.899,7		23.160.899,7	
15	Emprunts obl.	8.091.940.947,2		0,1	22.559.241,6	126	Plus-value des obligations remboursées par le Domaine Grégoire (Cetire ministérielle du 8 Août 1885)	1.096.003,6			
16	général des	12.322.363.486,8	3.900.323,2	0,2		146	Réseau Algérien Subvention et prélèvement sur la responsabilité spéciale	30.356.171,3		30.356.171,3	
17	anciens Réseaux	20.054.905.627,5		0,2	49.545.975,2	150	Engagements pris au titre des participations financières	68.370.125,-		+ 235.000,-	
18	(Réseau algérien)	170.960.757,9		0,1			Avances spéciales du Trésor (Convention du 8.1.1941)				100.000.000,-
19	(P-E)	10.494.119.144,-		0,1	30.023.211,9						
20	Grande Ecarture	506.173.298,1	32.658,4								
38	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	838.136.359,-	1.485.856,6		5.449.850.912,7						
					88.176,6						
39	Avances du Trésor au titre du programme spécial d'équipement (art 344 de la loi du 29 Octobre 1940)	4.361.286,4			100.000.000,-						
40	(Convention antérieure au 31-12-1937)	1.152.108.255,5									
41	Plus-value d'annuités	522.773.088,1			522.773.088,1						
42	au Trésor	1.162.141.115,-									
46	Emprunts au Fonds Commun de travail (Décret du 15-5-1937)	2.265.306.900,-									
50	Capitalisation des annuités de remboursement du matériel R.O.P.	90.201.000,-									
51	Capitalisation du bail de l'Imprimerie	8.000.000,-									
52	Avances de la Caisse des Retraites	13.006.850,-									
53	Billets E.T. française de transport et transports frigorifiques à valoir sur autorisation d'anticipation (Ministère du 31-7-39)	55.847.395,5		0,1	2.382.957,9						
62	Recettes provenant d'avances du Trésor Public au Fonds commun (Art 13 de la Convention du 28-6-1921)	11.702.643.154,8									
63	Plus-value nominale des actions B affectées au remboursement des avances du Trésor Public au Fonds commun (Art 24 de la Convention du 31-8-1937)	341.700.000,-									
	à reporter...	101.781.778.361,5	- 2.447.143,-	+ 2.794.421,9	104.129.056,2			104.390.064.391,6	- 2.447.143,-	+ 2.794.421,9	104.737.342,5

Renseignements fournis aux Trésors le 24/4/42

Variation des Approvisionnements
 Primes
 Fonds de renouvellement
 Insuffisance des Exploitations armées
 Prélèvements sur Dépenses publiques

Débit	Crédit
399.889.435,1	"
49.672.335,4	"
1.256.675.587,4	"
3.112.159,9	"
"	108.786,9
1.709.349.517,8	108.786,9

Dépenses d'Établissement 1941.

Nature des Dépenses

Dépenses de l'exercice 1941

Établissement des lignes et travaux complémentaires	Établissement des lignes	Travaux non remboursables Travaux remboursables... Avances en argent...
	Travaux complémentaires	Travaux compl ^{ts} Non remboursables... propri ^{ts} d'État Remboursables... Secondes Voies Non remboursables... Électrification Remboursables...
Matériel roulant, mobilier et outillage	Matériel roulant	Non remboursables... Remboursables...
	Mobilier et outillage	
	Matériel naval	
	Matériel roulant supprimé	

Total des immobilisations...

Participations financières

Sommes versées...
 Sommes non appelées...

Total des participations financières...

Approvisionnement

Voie...
 raction...
 Divers...

Total des approvisionnements...

Dépenses diverses

Non remboursables...
 Remboursables par annuités...

Total des dépenses diverses...

Inouffisances d'explo^{on} antérieures à l'ex^{er} 1938

Non prises en charge par l'État...
 Prises en charge par l'État...

Total des inouffisances d'exploitation...

Total général...

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DES FINANCES

BUREAU C

Paris, le 23 Avril 1942.

F₁/CN° 12/41 F

A rappeler en cas de réponse

Monsieur le Chef de la Subdivision
des Ecritures Générales de la
Comptabilité Générale.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joints, les
bordereaux ~~des~~ ^{définitifs} factures émises par la Division Centrale
des Finances au titre du mois comptable de DECEMBRE 1941
au débit et au crédit du compte "COMPTABILITE
GENERALE".

Je vous serais obligé de vouloir bien me donner
votre accord sur leur montant et me faire parvenir, dès
que possible, les bordereaux afférents aux factures émises
par vos soins dans le mois précité, tant au débit qu'au
crédit du compte "Finances".

Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances



Bureau C
17, Rue de Londres, 17
PARIS - IX.

Débit

 \dot{N}

BORDEREAU / définitif des factures

EXERCICE 19 4I

Mois comptable (3)

Décembre

portées au **DÉBIT** du compte COMPTABILITE GENERALE (2)

au titre du mois de Décembre

19 4I

Mod. F. 503

Hervé et Fils, Paris - C^de Ac 1 6867 ;

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :
A Paris, le 23 Avril 1942

Karaguz

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

(I) Bureau C

17, Rue de Londres, 17

PARIS - IX'

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Crédit

 Z°

BORDEREAU¹ définitif des factures

EXERCICE 194I

Mois comptable (3)

Décembre

portées au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE

(2)

au titre du mois de Décembre

194I

Mod. F. 504

Hervé et Fils, Paris - C^{de} Ac 1 6867 i

[illegible]

Vu et arrêté :

Le Chef de la Subdivision

des Charges d'Emprunts

et de la Comptabilité des Finances

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 23 Avril

1942

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

DT

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DES FINANCES

BUREAU C

Paris, le 23 Avril 1942

F₁/C N° 12/41 F

A rappeler en cas de réponse

Monsieur le Chef de la Subdivision
des Ecritures Générales de la
Comptabilité Générale.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joints, ~~1/2~~ 2
bordereaux /complémentaires des factures émises par la Division Centrale
des Finances au titre du mois comptable de Décembre 1941
au débit et au crédit du compte "Comptabilité
Générale"

Je vous serais obligé de vouloir bien donner
votre accord sur leur montant. ~~xxxxxx~~
~~xxxxxx~~
~~xxxxxx~~
~~xxxxxx~~
~~xxxxxx~~

Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances *H*

Fortune

BORDEREAU Complémentaire n° 2
des factures

EXERCICE 19 4I

Mois comptable (3)

Décembre

portées au **DÉBIT** du compte COMPTABILITE GENERALE

(2)

au titre du mois de Décembre

19 4I

Mod. F. 503

Hervé et Fils, Paris - C^d Ac 1 6867 i[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :
A Paris, le 23 Avril 1942

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

(1) Bureau C
17, Rue de Londres, 17
PARIS - IX.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Crédit

 N° _____

BORDEREAU / Complémentaire n° 2
des factures

EXERCICE 19 4I

Mois comptable (3)

portées au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE (2)

au titre du mois de Décembre 1941

Décembre

Mod. F. 504

Hervé et Fils, Paris - C^{es} Ac 17623 i[illegible]

Vu et arrêté :

*Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances*

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 23 Avril 19 42

Krayna.

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

1e2 0 JANV 1942

Services Financiers

Division Centrale
des FinancesBUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
N° 12043

Fiack 1083

Monsieur le Chef de la Division
Centrale de la Comptabilité Générale

Comme suite à votre lettre F2 Liq. N° 1008 du 31 décembre 1941, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'adresser, le plus tôt possible, les factures relatives aux écritures ci-après, pour permettre à la Division des Finances de préparer la liquidation des charges de l'exercice 1941 :

- 1°) Frais de service des titres du 4^e trimestre 1941, des Compagnies Est, Nord, P.L.M., P.O., Midi;
- 2°) Part des Compagnies dans les frais de service pour les 4 trimestres de 1941;
- 3°) Frais de service des titres de l'année 1941 à reporter au débit des charges du capital;
- 4°) Redevances de 2 % sur les terrains acquis par le Réseau du Nord;
- 5°) Provision à porter au débit des charges du capital au titre des redevances dues à l'Etat pour les lignes de transport de force, d'énergie électrique du Sud-Ouest;
- 6°) Montant des annuités dues par la Société Générale des Chemins de fer Economiques (Ligne d'Orange au Buis-les-Baronnies) au titre de la redevance de 2 % sur la valeur matériel roulant livré à cette Société et inventaire au 1er janvier 1942.

la Division Centrale des Finances

80022

S.N.C.F.
Comptabilité
GénéraleAffaire Liquidation
des Charges de
l'ex. 1941

CG - 440

Ce talon reste adhérent à la lettre
originale

RC/MF 28.1.1942

Paris, le 31 JAN 1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Sous-DIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 12043

F2 Liq. N° 1084

Monsieur le Chef de la Division
Centrale des Finances

Comme suite à votre lettre F1 Ach
N°1083 du 20 courant, relative aux écritures
de liquidation de l'exercice 1941, j'ai
l'honneur de vous faire savoir que les factu-
res consécutives aux écritures visées par
les 4 premiers paragraphes de votre lettre,
vous seront adressées dans la deuxième quin-
zaine du mois de Février.

Au sujet du 5ème paragraphe, vous trou-
verez ci-joint copie de la lettre demandant
au Service intéressé de vous facturer direc-
tement l'opération.

En ce qui concerne la redevance due par
la Société Générale des chemins de fer Econo-
miques au titre du matériel roulant de la
ligne d'Orange au Buis-les-Baronnies, la
Comptabilité Générale va faire le nécessaire
pour créditer votre division :

- d'une part, sur mois comptable de Décembre
1941 de 1'annuité relative à l'exercice
1941
- d'autre part, sur mois comptable de Jan-
vier 1942 de celle afférente à l'exercice
1942.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé; ALADENISE

RC/ME 23.1.1942

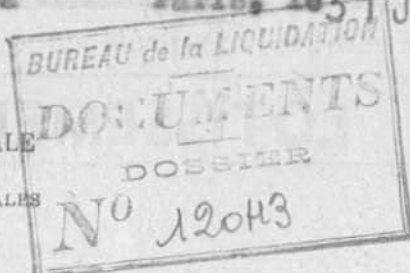
Paris, 103-1 JAN 1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION



Monsieur le Chef de la Division
Centrale des Finances

F2 Liq.N° 1084

Comme suite à votre lettre F1 Ach
N°1083 du 20 courant, relative aux écritures
de liquidation de l'exercice 1941, j'ai
l'honneur de vous faire savoir que les factu-
res consécutives aux écritures visées par
les 4 premiers paragraphes de votre lettre,
vous seront adressées dans la deuxième quin-
zaine du mois de Février.

Au sujet du 5ème paragraphe, vous trou-
verez ci-joint copie de la lettre demandant
au service intéressé de vous facturer direc-
tement l'opération.

En ce qui concerne la redevance due par
la Société Générale des chemins de fer Écono-
miques au titre du matériel roulant de la
ligne d'Orange au Buis-les-Baronnies, la
Comptabilité Générale va faire le nécessaire
pour créditer votre division :

- d'une part, sur mois comptable de Décembre
1941 de l'annuité relative à l'exercice
1941
- d'autre part, sur mois comptable de Jan-
vier 1942 de celle afférente à l'exercice
1942.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé: ALADENISE

RC/MT 23.1.1942

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES COMPTES GÉNÉRAUX

BUREAU de la LIQUIDATION

Paris, le 31 JAN 1942

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 12043

F2 Liq. N° 1084

Monsieur le Chef de la Division
Centrale des Finances

Comme suite à votre lettre F1 Ach. N° 1083 du 20 courant, relative aux écritures de liquidation de l'exercice 1941, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les factures consécutives aux écritures visées par les 4 premiers paragraphes de votre lettre, vous seront adressées dans la deuxième quinzaine du mois de février.

En sujet du 5ème paragraphe, vous trouverez ci-joint copie de la lettre demandant au service intéressé de vous facturer directement l'opération.

En ce qui concerne la redevance due par la Société Générale des chemins de fer économiques au titre du matériel roulant de la ligne d'Orange au Luis-les-Baronnies, la Comptabilité Générale va faire le nécessaire pour créditer votre division :

- d'une part, sur mois comptable de Décembre 1941 de l'annuité relative à l'exercice 1941
- d'autre part, sur mois comptable de Janvier 1942 de celle afférente à l'exercice 1942.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale
Signé; ALADENISE

DÉPOUILLEMENT

des opérations enregistrées dans le courant du mois comptable

de *Décembre 1941*

par la Division des Finances

Apurement des comptes de relation

Paris, le *7 Mai 1942*

Dressé par *Le Chef du Bureau C*

Vu : Le Chef de la Division Centrale
des Finances

H. Bureau

Estuery

Bon à passer aux livres
de la Comptabilité Générale

NUMÉROS
D'ORDRE
DES
COMPTES

DÉSIGNATION DES COMPTES

DÉBIT

CRÉDIT

Rapports

COMPTES DIVERS (Suite)

K - COMPTES INTERIEURS DE RELATION

a) COMPTES DE RELATION DES SERVICES DE LA S.N.C.F.

5.229	COMPTABILITE GENERALE			4.764.230.186 4	16.473.400.901 3
5.230	TRAFFIC			16.473.400.901 3	"
5.233	REGION EST	Exploitation	"	151.341.780 9	
		Matériel et Traction	"	353.999.704 8	
		Voie et Bâtiments	"	182.097.966 9	717.439.452 6
5.234	REGION NORD	Exploitation	"	4.865.669 3	
		Matériel et Traction	"	749.828.412 3	
		Voie et Bâtiments	"	13.927.316 9	768.621.398 5
5.235	REGION OUEST	Exploitation	"	29.705.603 8	
		Matériel et Traction	"	272.302.371 8	
		Voie et Bâtiments	"	59.921.310 8	361.929.286 4
5.236	REGION SUB-EST	Exploitation	"	45.321.787 7	
		Matériel et Traction	"	37.781.276 7	
		Voie et Bâtiments	"	21.626.171 2	104.729.235 6
5.237	REGION SUB-OUEST	Exploitation	"	1.075.273.250 5	
		Matériel et Traction	"	20.593.685 8	
		Voie et Bâtiments	"	2.443.126 1	1.098.310.062 4
5.241	RETRAITES				1.655.500.398 4
5.242	PENSIONS ACCIDENTS et divers				45.325.089 8
5.243	RETRAITES - REGIMES SPECIAUX A.L. et G.L.				1.384.070 4
5.244	APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHES - DIVISION DES COMBUSTIBLES				
5.245	APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHES - DIVISION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE				
5.239	Approvisionnement, commandes et marchés				11.000.192 3
TOTALS				21.237.739.087 7	21.237.739.087 7

BORDEREAU des factures

EXERCICE 194I

portées au **CRÉDIT** du compte COMPTABILITE GENERALE (2)

Mois comptable (3)

au titre du mois de Décembre 19 41

Décembre.....

APUREMENT DES COMPTES DE RELATION

Mod. F. 504

RELATION
Hervé et Fils, Paris - C^{te} Ac 1 6867 i

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de la Subdivision
des Charges et Emprunts
et de la Comptabilité des Finances

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 6 Mai 19 42

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS CD N° L 41/784

Services Financiers

DIVISION CENTRALE DES FINANCES

AVIS DE CRÉDIT

Bordereau des opérations à porter au Crédit
du compte COMPTABILITE GENERALE

Bureau C

et au Débit du compte FINANCES
(Compte de relation "Trafic").

Journée du 31 Décembre 1941.

Mod. F.537 simple

Ac[†] 8397 1[illegible]

BORDEREAU des factures

EXERCICE 19 41

portées au **DÉBIT** du compte COMPTABILITE GENERALE (2)

Mois comptable (3)

au titre du mois de Décembre 1941

Décembre

APUREMENT DES COMPTES DE RELATION Paris - C^{de} Ac 1 6867

Mod. F. 503

Phs. Paris - C^d. Ag 1 6⁸⁶⁷ i

NUMÉROS DES FACTURES	DATES	SOMMES	OBSERVATIONS
I2/I23	6/5	4.764.239.I86,4	
<hr/>			
A reporter...			

Vu et arrêté :

*Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances*

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 6 Mai 1942

Caragay

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

Bureau C S
17, Rue de Londres, 17
PARIS - IX.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

FACTURE

Débit 3I/12/4I
des opérations imputées

Facture N° I2/I23

au **DÉBIT** du compte COMPTABILITE GENERALE

Montant

EXERCICE 194I

Mois comptable (4)

à porter par le destinataire au **CRÉDIT** du compte

4.764.239.I86 fr. 4 c.

Décembre

Mod. F. 501

FINANCES

(3)

INP COMW SARNG 5702 - Cde Ac 1 7776

[illegible]

Vu et arrêté :
Le Chef de la Subdivision
des Charges d'Emprunts
et de la Comptabilité des Finances

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 6 Mai

1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

Services Financiers

DIVISION CENTRALE DES FINANCES

AVIS DE DÉBIT

Bordereau des opérations à porter au Débit
du compte COMPTABILITE GENERALE

Bureau C

et au Crédit du compte FINANCES
 (comptes de relation ci-dessous désignés).

Journée du 31 Décembre 1941

Mod. F. 536 simple

Act 8395 I

RÉFÉRENCES A REMPLIR PAR LE BUREAU C		MOTIF DE L'ÉCRITURE	MONTANT
Factures reçues			
Numéro	Date		
		Report à la Comptabilité Générale du solde au 31 Décembre 1941 de chacun des comptes de relation énumérés ci-après, ouverts à la Division Centrale des Finances, savoir:	
		Région Est { Exploitation { Matériel et Traction { Voie et Bâtiments	151.341.780,9 383.999.704,8 182.097.966,9
		Région Nord { Exploitation { Matériel et Traction { Voie et Bâtiments	4.865.669,3 749.828.412,3 13.927.316,9
		Région Ouest { Exploitation { Matériel et Traction { Voie et Bâtiments	29.705.603,8 272.302.371,8 59.921.310,8
		Région Sud-Est { Exploitation { Matériel et Traction { Voie et Bâtiments	45.321.787,7 37.781.276,7 21.626.171,2
		Région Sud-Ouest { Exploitation { Matériel et Traction { Voie et Bâtiments	1.075.273.250,5 20.593.685,8 2.443.126,1
		A.C.M.	11.000.192,3
		Retraites { \$ Pensions de Retraites { \$ Pensions Accidents et Divers { \$ A.L. - G.L. <i>Régimes spéciaux</i>	1.655.500.398,4 45.325.089,8 1.384.070,4
			4.764.239.186,4

SERVICES FINANCIERS
DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
Sous-DIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES
BUREAU de la LIQUIDATION

Décomposition
des
Ressources d'Établissement
prises en compte par la Comptabilité Générale
au cours de l'année 1941

N° des comptes	Désignation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941 affectées à			Total des ressources au 31 Décembre 1941	N° des comptes	Désignation des comptes	Ressources au 1 ^{er} Janvier 1941	Ressources comptabilisées en 1941 affectées à			Total des ressources au 31 Décembre 1941
			Ecritures de conformité	Comptabilité Générale	Finances					Ecritures de conformité	Comptabilité Générale	Finances	
1	ACTIONS A	695.512.000,-						reports	101.781.778.361,5	2.447.143,-	2.794.421,9	4.247.804.505,2	
2	ACTIONS B	723.900.000,-					86	Ressources provenant du fonds de re- nouvellement des installations et du matériel (Art. 23-28 - Convention du 31-8-37)	170.382.533,3				
3		292.000.000,-					94	Subventions de l'Etat	1.542.081.790,4				
4	Sommes représentatives du ca- pital des C.S. donnant lieu	231.875.000,-					95	Subventions locales	733.742.982,1		2.453.712,1		
5	à l'application de l'art. 5 de la	340.968.055,7					106	Prélèvements sur des répartitions exceptionnelles de participations finan- cières d'établ.	3.000.000,-				
6	Convention du 31-8-37	300.000.000,-					119	Reliquat sur participations for- faitaires de l'Etat	1.126.637,3		0,1		
7		146.319.019,7					120	Reliquat	2.326.708,1				
8	Somme représenta- tive du capital ori-	2.239.253.311,9		0,1			121	de	17.795.806,7				
9	ginaire du réseau	776.400.000,-						Garantie liquidée au 31-12-83. Remb. des charges de 1 ^{re} garantie des années des insuffisances de 1921 à 1925					
10	Somme représentative	325.000.000,-					122	Sommes remb. ^o ées sur prêt de l'Etat à la C.S. de Bâle	1.014.075,3				
11	ginaire du	1.036.026.363,5					123	Sommes remb. ^o ées sur prêt de la Caisse des Retraites (Décision minist. 18.1.38)	1.535.025,2		390.930,5		
12							124	Prélèvements sur fonds de réserve des cotisations internationales	12.297.272,1				
13		3.107.218.349,1		0,1	117.237.241,7		125	Produit de la négociation d'obligations P.L.M. remises à l'ancien P.O. pour session de sa part dans le Chemin de fer du Bourbonnais	23.160.899,7		23.160.899,7		
14		9.018.610.190,3			24.608.011,7		146	Plus value des obligations rétro- cédées par le Domaine privé Midi (Décision minist. ^{re} du 8-8-1885)	1.096.003,6				
15		12.752.006.805,5			32.828.502,8		147	Ressources algériennes, subvention et prélèvement sur la disponi- bilité spéciale.	30.356.171,3		30.356.171,3		
16	Emprunts obligataires Nord	8.091.940.947,2		0,1	22.559.241,6		150	Engagement pris au titre des participations financières Avances spéciales du Trésor (Convention du 8-1-41)	68.376.125,-		235.000,-		
17	des anciens réseaux	20.054.905.627,5	3.900.323,2	0,2	49.545.975,2						100.000.000,-		
18		170.960.757,9		0,1									
19		10.494.119.144,-		0,1	30.023.211,9								
20	Grandes Ceintures S.N.C.F.	506.173.298,1	32.656,4		5.049.850.912,7								
38	Avances du Trésor au titre des prestations en nature	838.136.359,-	1.485.836,6		88.176,6								
39	Avances du Trésor au titre du programme spécial d'équipement (Art. 3 et 4 - loi du 29-10-1940)	4.361.286,4											
40	Valeurs d'annuités	1.152.108.855,5											
41	à verser au Trésor	528.773.088,1			522.773.088,1								
42		1.162.741.115,-											
46	Emprunts au Fonds Commun du Travail (décret du 15.5.34)	2.265.306.900,-											
50	Capitalisation des annuités de remboursement du matériel R.O.M.	90.201.000,-											
51	Capitalisation du bail de Mons à Hautmont	8.000.000,-											
52	Avances de la Caisse des retraites	13.006.850,-			2.794.421,7								
53	Billets "S.F." de transports catégoriels forfaitaires à valeur d'autorisation d'émission (Dé. minist. ^{re} du 31-7-39)	55.847.395,5		0,1	2.382.957,9								
62	Ressources provenant d'avances du Trésor public au fonds commun (Art. 13 Convention du 28-6-21)	11.702.643.154,8											
63	Valeurs nominale des actions affectées au remboursement des avances du Trésor public au fonds commun (Art. 24 - Convention du 31-8-37)	341.700.000,-											
	à reporter	101.781.778.361,5	2.447.143,-	2.794.421,9	4.247.804.505,2				101.781.778.361,5	2.447.143,-	4.247.804.505,2		

Clôture 1941

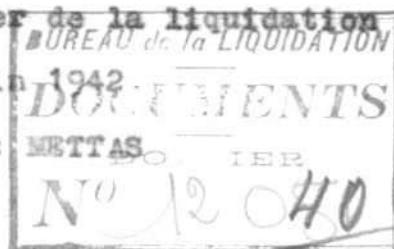
Commission des Comptes

M. LAGUIONIE

Commission des comptes
à conserver au dossier de la liquidation
1941.

5 Juin 1942

Signé: METTAS



M. BROCHU

M. RICHARD qui désirerait vous parler personnellement, vous prie de le rappeler à Elysées 08.71

La Commission des Comptes se demande si l'imputation au § g des prélèvements du solde du déficit de 1938 (amortissement qui a un caractère facultatif, du fait de la Convention du 9 septembre 1939) est bien régulière au regard du jeu de l'avenant du 4 mars 1942 (annuité de renouvellement du matériel, pour 1941).

cours

Je réponds à M. RICHARD qu'aux ~~cours~~ des négociations de l'avenant du 4 mars, il a été fait état de l'intention formelle de la S.N.C.F. d'achever le remboursement du déficit de 1938, en 1941 et qu'on peut considérer qu'il y a accord implicite entre la S.N.C.F. et l'Administration sur ce point.

5.6.1942

Signé: BROCHU.

~~M. Mettas~~

*Raymond
102*

Monsieur BROCHU

Directeur des Services Financiers

de la part de M. CLOSSET

13 juin 1942

RAPPORT SUR L'EXERCICE 1941

Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la Convention du 31 août 1937 et des articles 17 et 31 des statuts de la Société Nationale des Chemins de fer, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le Bilan et les Comptes de votre Société, arrêtés au 31 décembre 1941.

Tous les registres, documents et pièces comptables nécessaires à nos vérifications ont été mis à notre disposition et nous avons pu constater, comme les années précédentes, la bonne tenue matérielle de la comptabilité. Nous avons procédé à un certain nombre d'investigations par sondages et nous nous sommes assurés, par les méthodes usuelles de vérification, de la concordance des écritures générales avec le Bilan qui vous est soumis par votre Conseil d'Administration.

Ce Bilan étant établi dans une forme qui diffère profondément de celle adoptée pour les précédents exercices, nous vous résumerons tout d'abord, avant de passer aux commentaires particuliers qu'appellent les différentes rubriques, l'économie générale de la nouvelle présentation.

La modification essentielle réside dans la division du Bilan en deux parties complètement distinctes. La première exprime la situation commerciale et financière propre à la S.N.C.F., tandis que la seconde, placée sous l'appellation générale de "Comptes de l'Etat", groupe uniquement les éléments se rapportant aux relations particulières de la Société et de l'Etat au titre, soit des avances consenties par ce dernier pour la couverture des insuffisances d'exploitation héritées de l'ancien fonds commun, soit des charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire en vertu des dispositions de l'article 19 de la Convention du 31 août 1937 et de la Convention du 9 septembre 1939 (1)

(1) Nous rappellerons que les avances du Trésor comprennent non seulement des avances directes en capital à la S.N.C.F. et à l'ancien fonds commun, mais encore des avances indirectes, par prises en charge par l'Etat des annuités afférentes aux emprunts émis par les Réseaux en couverture des insuffisances du fonds commun.

Cette distinction trouve sa justification dans le fait que les avances dont il s'agit sont assorties de conditions spéciales de remboursement sur les excédents éventuels du compte annuel de liquidation, qui leur retirent tout caractère de passif exigible et ne donnent pratiquement à l'Etat qu'un droit s'apparentant à la vocation aux bénéfices d'un porteur de parts bénéficiaires.

Nous noterons encore que l'amélioration réalisée par la division du Bilan en deux parties ne vise pas seulement la présentation du Passif; elle intéresse aussi l'Actif, car le report dans les "Comptes avec l'Etat" des "Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire" et des "Insuffisances du Fonds Commun restant à amortir" dégage l'actif propre de la S.N.C.F. d'éléments immatériels dont l'amortissement n'était susceptible d'intervenir qu'au fur et à mesure du remboursement effectif à l'Etat de ses avances récupérables sur les excédents éventuels du Compte de liquidation.

En ce qui concerne plus spécialement les Avances du Trésor résultant de la prise en charge par celui-ci des emprunts émis par les Réseaux en couverture des insuffisances, il y a lieu de préciser qu'indépendamment de l'enregistrement sous la rubrique "Comptes avec l'Etat" des engagements éventuels de la S.N.C.F. pour remboursement des dites avances, le Bilan propre de la Société fait lui-même ressortir :

- au Passif : l'engagement personnel de la S.N.C.F. vis-à-vis des porteurs d'obligations;
- et à l'Actif : la créance de la S.N.C.F. sur le Trésor, au titre du remboursement contractuel par ce dernier des annuités afférentes au service des emprunts émis en couverture des dépenses et insuffisances incombant à l'Etat.

Ainsi, dans le bilan propre de la S.N.C.F., les emprunts émis en couverture des insuffisances d'exploitation ne trouvent plus leur contrepartie dans l'Actif conventionnel que constituaient les insuffisances elles-mêmes, mais dans une créance sur l'Etat qui constitue bien un actif réel (1)

Cette méthode conduit sans doute à inscrire deux fois en comptabilité le montant des avances relatives aux insuffisances couvertes par l'emprunt : une première fois dans le bilan propre de la S.N.C.F., une seconde fois dans les "Comptes avec l'Etat"; mais il n'en résulte pas un double emploi, car chacune de ces inscriptions traduit des droits différents. Dans la première partie, on constate au Passif la dette de la S.N.C.F. envers les

....

(1) Cette créance s'amortissant progressivement à mesure que les obligations de couverture sont elles-mêmes remboursées, une réduction simultanée devra être opérée en comptabilité sur le montant de la créance et de la dette, à concurrence des amortissements réalisés.

porteurs d'obligations et à l'Actif, une créance certaine de la Société sur le Trésor; dans la seconde partie, au contraire, on fait figurer au Passif le droit éventuel du Trésor au remboursement de ses avances et à l'Actif les insuffisances qui resteront à sa charge tant qu'elles n'auront pu être couvertes au moyen des excédents du Compte de liquidation.

Nous signalerons enfin que la distinction faite jusqu'à présent au Passif entre les ressources appliquées aux dépenses d'établissement selon que ces dernières ont été antérieures ou postérieures au 1er janvier 1938, n'a pas été maintenue dans le nouveau Bilan.

En résumé la nouvelle formule apporte plus de clarté, en ce qu'elle permet de mieux dégager la situation de la S.N.C.F. à l'égard des différentes catégories d'ayants droit. Elle facilite ainsi grandement l'intelligence de la situation réelle de la Société Nationale.

Tels sont les motifs pour lesquels nous vous proposerons d'adopter la nouvelle présentation du Bilan, telle qu'elle est exposée dans le rapport de votre Conseil d'Administration.

Quant au Bilan lui-même, il appelle, de notre part, les observations particulières ci-après :

A C T I F =====

COMITE D'ETABLISSEMENT

Participations financières.

A l'Actif du Bilan au 31 décembre 1941, les participations financières figurent pour fr 275.676.547,10 contre fr 339.971.866,78 au 31 décembre 1940.

Mais il convient de remarquer que, par suite des modifications apportées cette année à la présentation du Bilan, les participations financières ne figurent sous cette rubrique que pour les sommes effectivement versées, le montant des capitaux non appelés étant compris dans les "Débiteurs divers". Pour avoir des chiffres comparables, la Commission a donc déduit de la dernière des sommes ci-dessus le total au 31 décembre 1940 des capitaux non appelés, ce qui donne fr 271.601.741,78 soit pour 1941, une augmentation réelle de fr 4.074.805,32.

Cette augmentation se justifie par une souscription nouvelle et des versements sur souscriptions anciennes non entièrement libérées.

Nous avons procédé par épreuves à la vérification des titres ou certificats nominatifs représentant ces participations. Nous avons constaté leur concordance avec les écritures.

Créances remboursables par annuités

Avances au Gouvernement Général de l'Algérie pour dépenses d'Etablissement du Réseau algérien -

Cette nouvelle rubrique, qui fait ressortir en clair des éléments autrefois compris sous le titre "Dépenses diverses d'Etablissement remboursables par annuités", représente la part des Dépenses d'Etablissement du Réseau algérien couverte par des emprunts non encore amortis des anciens Réseaux. Les charges de ces emprunts sont remboursées par annuités à la S.N.C.F. par le Gouvernement Général de l'Algérie.

Avances au Trésor (articles 13 et 19 de la Convention du 28 juin 1921).

Nous vous avons indiqué au début du présent Rapport les motifs qui ont amené la Société Nationale à créer ce nouveau poste du Bilan. Il y figure pour un montant total de fr 22.601.408.901,60.

Dépenses diverses à amortir

Cette rubrique groupe des éléments antérieurement compris sous les titres "Dépenses diverses non remboursables" et "Insuffisances d'exploitation antérieures au 1er janvier 1938 non prises en charge par l'Etat". Ces dépenses diverses à amortir constituent des actifs immatériels que diverses lois ou dispositions réglementaires ont autorisé les anciens Réseaux ou la S.N.C.F. à couvrir par l'emprunt, notamment les capitaux constitutifs des suppléments de pensions des lois de 1911 et de 1923.

DEBITEURS DIVERS

Avances du Trésor à recevoir (article 25 - 1er alinéa de la Convention du 31 août 1937). -

Ce poste, qui n'existait pas dans l'ancienne présentation du Bilan, fait ressortir la créance de la S.N.C.F. sur l'Etat au titre de la couverture de l'insuffisance de grand équilibre de l'exercice 1941. Il se monte à fr 4.063.098.246,60.

Le même montant figure également dans la deuxième partie du Bilan : "Comptes avec l'Etat", en raison du caractère éventuel de son remboursement par la S.N.C.F.

Avances, Comptes courants et Tiers Débiteurs.

Le poste "Avances, Comptes Courants et Tiers Débiteurs" accuse une diminution de 1.718 millions qui provient principalement du recouvrement des créances de la S.N.C.F. sur l'Etat, soit au titre du Ministère de la Guerre, soit au titre du Ministère de l'Intérieur.

Le Compte "Sommes à recevoir sur les transports militaires de l'armée d'occupation" présente un solde débiteur de 851 millions qui correspond aux restes à recouvrer constatés au 31 décembre 1941. Cette somme a été encaissée en 1942.

Parmi les "Divers comptes débiteurs", on notera, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation de 1.300 millions sur l'ensemble des deux postes : "Dépenses faites depuis le 2 septembre 1939 à la demande des Autorités militaires françaises ou en exécution des conventions d'Armistice" et "Décomptes des prestations fournies et des travaux exécutés à la demande des Autorités d'occupation".

Quant à la créance de la S.N.C.F. ayant pour origine l'utilisation, sur l'ordre des Autorités d'occupation, du matériel moteur et roulant en dehors des lignes exploitées par la Société, son montant n'a pu encore faire l'objet d'un accord, de telle sorte que le compte correspondant a été ouvert seulement pour mémoire.

D'une façon générale, comme la Commission l'a constaté déjà dans son précédent Rapport, l'apurement d'un certain nombre de comptes reste subordonné à un règlement général de la situation résultant de l'état de guerre.

INSUFFISANCE D'EXPLOITATION A AMORTIR

Cette rubrique nouvelle représente le solde du déficit de petit équilibre de l'exercice 1938, non encore amorti à la fin de 1940, pour lequel une provision est constituée à la fin de 1941 par prélèvement sur le compte de liquidation de l'exercice. Ce déficit a été couvert par des Avances du Trésor dont le montant, non encore remboursé, figure aux "Créditeurs Divers" pour une somme équivalente.

P A S S I F

=====

COMPTE D'ETABLISSEMENT

Les ressources appliquées à la couverture des dépenses d'établissement ont été scindées en deux rubriques générales distinctes intitulées "Amortissement" et "Dettes à long terme".

.....

La rubrique "Amortissement" comprend toutes les ressources qui ne correspondent pas, ou ne correspondent plus à une dette de la S.N.C.F. vis-à-vis des tiers. On y trouve donc :

- a) l'amortissement financier réalisé par remboursement des capitaux des anciens réseaux ou des emprunts sur les comptes d'exploitation des exercices successifs;
- b) l'amortissement résultant de concours financiers divers, qui correspond essentiellement aux subventions versées par l'Etat ou des collectivités locales, à titre de contribution gratuite à certains travaux d'établissement dont la S.N.C.F. conserve la jouissance et qui figurent pour leur valeur à l'Actif;
- c) enfin l'amortissement résultant de prélèvements effectués sur le Fonds de renouvellement pour couvrir les frais d'acquisition d'installations ou de matériel encore en service à la fin de 1941 (1).

Nous signalerons que, d'une manière générale, les sommes laissées au Passif au titre des amortissements ne représentent pas l'intégralité des amortissements réalisés, mais seulement la part afférente aux éléments matériels figurant dans les comptes d'établissement de l'Actif. L'autre partie de ces amortissements, celle provenant du remboursement des titres émis en couverture des "Dépenses diverses à amortir" et des "Avances au Trésor et au Gouvernement Général de l'Algérie" a, par contre, été portée directement en diminution des comptes d'Actif dont il s'agit.

La rubrique "Dettes à long terme" tend à exprimer les sommes restant dues sur les capitaux engagés par les anciens Réseaux ou sur les emprunts émis. Comme les années précédentes, ces données sont chiffrées en "Produit net" des titres émis et non en nominal à rembourser.

RESERVES ET PROVISIONS

Caisse des Retraites -

Le Compte "Caisse des Retraites" figure au Passif du Bilan pour.....12.246.181.885,30 fr
et à l'Actif pour..... 11.807.671.288,80

La différence, soit..... 438.510.596,50
représente les disponibilités de la Caisse des Retraites.

.....

(1) Par contre, la part du Fonds de Renouvellement utilisée à l'amortissement des installations et du matériel supprimés a été annulée par contraction avec la somme correspondante à l'Actif. Quant à la part du Fonds de Renouvellement qui n'a pas encore été utilisée, elle figure parmi les Réserves et Provisions.

Le "Capital de la Caisse des Retraites" qui constitue l'essentiel du poste figurant au Passif, est devenu en principe constant d'une année sur l'autre (fr 11.626.341.189) depuis que le système de la répartition a été substitué au système de la capitalisation.

Nous avons procédé par épreuves à la vérification du portefeuille de la Caisse des Retraites. Ces épreuves nous ont permis de reconnaître la concordance entre les écritures et les titres qui nous ont été représentés.

Fonds de renouvellement des installations et du matériel.

Le compte intitulé "Ressources provenant du Fonds de Renouvellement", qui figurait au Bilan de l'exercice 1940 sous la rubrique "Ressources appliquées à la couverture des dépenses d'établissement postérieures au 1er janvier 1938", est, dans le Bilan de 1941, intitulé "~~Fonds de Renouvellement disponible~~". *Amortissement par prélèvement sur le Fonds de Renouvellement des Installations et du Matériel au 1er janvier 1942*
En vertu d'un avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939, des modifications ont été apportées au mode de calcul de la dotation de ce compte. Toutes explications vous ont été données à ce sujet dans le Rapport de votre Conseil.

La dotation du Fonds de Renouvellement pour l'exercice 1941 a atteint globalement la somme de fr 1.270.373.031,90, ramenée à fr. 1.225.961.301,30 après amortissement des installations et du matériel supprimés, sous déduction de la valeur des matières et matériaux récupérés.

Après affectation de fr 580.349.893,40 à la couverture des dépenses d'établissement, le solde disponible du Fonds de Renouvellement à la fin de 1941 était de fr 645.611.407,90. *voir figure au compte Fonds de renouvellement disponible.*

Divers -

Ce poste comprend un nouveau compte de "Provisions pour travaux différés" créé par l'avenant du 4 mars 1942. La dotation est égale à la différence entre les dépenses qui auraient résulté de l'exécution des travaux normaux d'entretien et les dépenses réellement faites. Au 31 décembre 1941, il atteignait fr 1.149.600.000.

Les évaluations ont été établies d'après les prix moyens de l'année 1941.

RELATIONS AVEC LE TRESOR

En 1941, la S.N.C.F. n'a pas eu à faire appel aux avances de Trésorerie prévues par l'article 27 de la Convention du 31 août 1937. Cette situation est due non seulement à l'augmentation des recettes du trafic, mais encore au fait qu'une partie de l'emprunt de fr 4.800.000.000 émis au mois de juin est restée déposée au Trésor. La Société a ainsi disposé, pendant une grande partie de

l'année, d'un solde constamment créditeur pour des sommes très importantes. Les intérêts de son compte courant ont contribué, dans une large mesure, à grossir les recettes diverses de l'exercice.

Les opérations faites au cours de l'année au titre de l'article 25 de la Convention de 1937 ont eu pour résultat, d'une part de porter à fr 13.099.458.875,90 le montant des avances destinées à couvrir les charges financières non encore incorporées dans l'équilibre budgétaire, d'autre part, de ramener à fr 47.770.934,80 le solde des avances consenties en vue de la couverture des insuffisances d'exploitation.

Nous nous sommes assurés de la concordance des écritures de la S.N.C.F. avec celles du Trésor.

Liquidation de l'exercice

La liquidation de l'exercice fait état des recettes s'élevant à fr 21.610.396.584,40 au lieu de fr 19.683.461.208,10 en 1940.

Compte tenu de la constitution d'une provision de fr 47.770.934,80 destinée à amortir le reliquat du déficit de petit équilibre de l'exercice 1938, et déduction faite des charges non incorporées dans l'équilibre financier de la S.N.C.F., les sommes à prélever sur les recettes d'exploitation s'élèvent à fr 20.458.371.551,80.

La différence entre ce chiffre et le montant des recettes, soit fr 1.152.025.032,60, doit, conformément à l'Avenant du 4 mai 1942, constituer la première annuité de renouvellement du matériel du mobilier et de l'outillage.

L'insuffisance du compte de liquidation à couvrir par des avances du Trésor ressort en définitive à fr 4.063.098.246,60 pour l'exercice 1941 alors qu'elle avait été de fr 3.949.994.966,50 en 1940. Cette insuffisance, en vertu de la Convention du 9 septembre 1939, n'est pas encore incorporée dans le compte de Profits et Pertes de l'exercice 1941. Elle est couverte par des avances du Trésor non productives d'intérêts.

Le rapport du Conseil d'Administration nous a été communiqué. Les chiffres qu'il mentionne n'appellent, de notre part, aucune observation.

En conséquence, nous vous proposons d'approuver :

- 1°) chacune des modifications que votre Conseil d'Administration vous propose d'apporter à la présentation du Bilan;
- 2°) le Bilan et les Comptes de l'exercice 1941.

L'article 3 de la Convention du 31 août 1937 prévoit que les Compagnies de Chemins de fer doivent pouvoir justifier à notre Commission de l'emploi des sommes produites par les actions de la S.N.C.F. qu'elles détiennent, sommes qui doivent être inscrites à un compte spécial. Toutes justifications ont été fournies en réponse aux demandes que nous leur avons adressées sur ce point.

Fait à Paris, le 12 juin 1942.

RAPPORT SPECIAL

en exécution de l'article 16 du Décret du 29 novembre 1939

Messieurs,

En exécution des prescriptions de l'article 16 du décret du 29 novembre 1939, nous avons l'honneur de vous rendre compte que, depuis la date du dépôt de notre dernier Rapport, une Assemblée Générale des Actionnaires convoquée extraordinairement, ainsi que nous vous l'annoncions dans ce Rapport, s'est tenue le 14 juin 1941.

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer, en vertu de l'article 26 des statuts, a donné au Conseil d'Administration une autorisation complémentaire d'emprunt de 7 milliards en vue de la couverture de dépenses prévues par les articles 28 et 43 de la Convention du 31 août 1937.

Nous n'avons aucune observation à présenter au sujet de cette Assemblée.

Fait à Paris, le 12 juin 1942.

RAPPORT SPECIAL

(Application des articles 6 et 10 de la Convention du 31 août 1937)

Messieurs,

Conformément à l'article 10 de la Convention du 31 août 1937, nous avons l'honneur de vous présenter notre Rapport spécial sur l'exécution des marchés ou entreprises passés par la Société Nationale des Chemins de fer Français, ou pour son Compte, avec des Sociétés dans lesquelles certains de vos Administrateurs possèdent des intérêts directs ou indirects et pour lesquels une autorisation avait été donnée par notre dernière Assemblée Générale.

La liste de ces opérations a été établie, sur la demande que nous en avons faite au Secrétariat Général, par les Services compétents.

A la suite des vérifications auxquelles nous avons procédé par épreuves et des explications qui nous ont été données, il ne nous est pas apparu qu'elles aient eu un caractère anormal ou préjudiciable aux intérêts de la S.N.C.F.

Aussi bien convient-il d'observer que les Services de la Société n'ont pas toujours eu le libre choix de leurs fournisseurs, lesquels ont été, dans un certain nombre de cas, désignés d'office par les organismes répartiteurs.

Fait à Paris, le 12 juin 1942.

POSTES FIGURANT A L'ACTIF DU BILAN "NOUVELLE PRESENTATION"	MONTANT AU 31/12/40 DANS LE BILAN PRESENTE SUIVANT LA NOUVELLE FORMULE	MODIFICATIONS PAR RAPPORT AU BILAN OFFICIEL DE 1940 SOUMIS A L'ASSEMBLEE GENERALE	OBSERVATIONS
VALEUR REPRESENTATIVE DES APPORTS DES COMPAGNIES ET DE L'ETAT	1.419.412.000,--	sans changement	Cf. Détail: annexe Inventaire 1940 "Ctes d'Etablissement" (actif) page 1.D.
IMMOBILISATIONS Etablissement des lignes et travaux complémentaires	39.552.580.821,69	sans changement	-d* . pages 1 D à 4 D.
MATERIEL ROULANT, MOBILIER, OUTILLAGE, MATERIEL NAVAL	24.581.208.168,87	en diminution de 16.880.883,71 correspondant à la valeur du matériel roulant supprimé, non imputée au fonds de renouvellement (dépeche ministérielle du 11.9.39). Cette somme est actuellement reportée dans le compte "dépenses diverses à amortir".	Cte n° 552 figurant page 5 D de l'annexe "Ctes d'Etablissement" (actif).
PARTICIPATIONS FINANCIERES	271.801.741,78	Seule la partie libérée a été maintenue en clair sur la rubrique "participations financières". La contrepartie des sommes non encore appelées (68.370,125) a été incorporée dans les comptes d'ordre groupés sous le titre "Comptes Divers" dans le chapitre des "Débiteurs"	
APPROVISIONNEMENTS	3.045.544.006,02	sans changement.	Détail . annexe "Ctes d'Etablissement" (actif). page 5.D.
DEPENSES DIVERSES A AMORTIR	1.419.796.182,29	Ce nouveau poste groupe les éléments suivants : Dépenses diverses non remboursables..... 1.354.768.343,26 <	

POSTES FIGURANT A L'ACTIF DU BILAN "NOUVELLE PRESENTATION"	MONTANT AU 31/12/40 DANS LE BILAN PRESENTE SUIVANT LA NOUVELLE FORMULE	MODIFICATIONS PAR RAPPORT AU BILAN OFFICIEL DE 1940 SOUMIS A L'ASSEMBLEE GENERALE	OBSERVATIONS
AVANCES AU TRESOR (art. 13 et 19 de la Convention du 28 juin 1921 et divers)	24.850.931.680,88	<p>Cette nouvelle rubrique tend à faire ressortir en clair au Bilan la créance de la S.N.C.F. sur l'Etat au titre du remboursement contractuel par ce dernier des annuités afférentes au service des Emprunts émis en couverture de dépenses et d'insuffisances incombant à l'Etat.</p> <p>Le montant indiqué ci-contre s'établit comme suit :</p> <p>Insuffisances d'Exploitation antérieures au 1.1.38 prises en charge par l'Etat..... 36.876.390.364,27</p> <p>plus : Dépenses diverses remboursables par annuités..... 18.884.471,44</p> <p>à déduire :</p> <p>Contraction avec la soulte des Avances directes du Trésor au fonds commun (Cte 62)..... 11.702.643.154,83</p> <p>et avec la valeur nominale des actions B affectées au remboursement des Avances du Trésor au fonds commun (Cte 63)..... 341.700.000,--</p> <p>Total à déduire..... 12.044.343.154,83</p> <p>Reste : Montant des obligations effective- ment émises (net encaissé) pour la couverture d'insuffisances et de Dépenses diverses remboursables par l'Etat au moyen d'annuités..... 24.850.931.680,88</p>	<p>Détail annexe "Compte d'Etablissement actif page 7. D.</p> <p>Insuffisances d'exploita- tion à rembourser par l'Etat par annuités</p> <p>Exercices 1870-71..... 35.310.420,57</p> <p>Exercices 1914 à 1930.. 2.222.376.240,54</p> <p>Insuffisances d'exploita- tion à la charge du fonds commun</p> <p>Exercices 1921 à 1926.. 5.233.290.122,--</p> <p>Exercices 1930 à 1937.. 29.385.413.581,16</p> <p>36.876.390.364,27</p> <p>Dépenses rem- boursables par annuités autres que celles relatives à l'Algérie déjà reprises plus haut (même annexe page 6 D.)</p> <p>Cte 565 - Capitaux constitutifs de suppléments de pensions remboursables par annuités 247.804,44</p> <p>566 - Capitaux constitutifs de diverses réserves remboursables par annuités 6.905.974,41</p> <p>572 - Frais d'études de lignes non concé- dées 823.158,70</p> <p>573 - Comptes de garantie d'annuités dues à l'ancien réseau P.L.M..... 8.907.733,80</p> <p>18.884.471,44</p> <p>Une super contraction sera opérée en 1941 pour tenir compte de la partie déjà remboursée sur les emprunts émis en couverture des insuffisances et dépenses analysées ci-contre. D'après les Services, cette contraction ne porterait pas sur des sommes consi- dérables en raison du petit nombre d'années courues depuis l'émission de la plupart des emprunts dont il s'agit.</p>
VALEURS EN EMPLOI DES RESERVES ET PROVISIONS :			Il est rappelé que :
Caisse des Retraites 11.686.721.942,68 Régimes spéciaux de Retraites 1.033.644,76 Caisse des pensions accidents 270.747.313,99 Caisses de Prévoyance et de Maladie 171.139.643,36 Divers 65.104.108,65	11.686.721.942,68 1.033.644,76 270.747.313,99 171.139.643,36 65.104.108,65 12.194.746.653,62	Sans changement.	<p>Cf. annexe "Comptes divers" (actif) page 1</p> <p>- d° - 1</p> <p>- d° - 1</p> <p>- d° - 2</p> <p>- d° - 2</p> <p>Ces valeurs en emploi des réserves et provisions sont essentiellement cons- tituées par des placements immobiliers et en valeurs mobilières, le surplus correspondant au mobilier des Caisses et divers comptes d'ordre pour opérations en cours en fin d'année.</p>
DEBITEURS DIVERS Avances du Trésor à recevoir (art. 25 - 1er alinéa de la Convention de 1937)	3.949.994.966,51	Ce poste qui n'existait pas dans l'ancienne présentation du Bilan fait ressortir la créance de la S.N.C.F. sur l'Etat au titre de la Couverture de l'insuffisance de grand équilibre de l'exercice 1940.	Dans l'ancienne formule du Bilan, l'actif comportait seulement l'indication de "l'insuffisance du compte d'exploitation à couvrir par des Avances du Trésor".

POSTES FIGURANT A L'ACTIF DU BILAN "NOUVELLE PRESENTATION"	MONTANT AU 31/12/40 DANS LE BILAN PRESENTE SUIVANT LA NOUVELLE FORMULE	MODIFICATIONS PAR RAPPORT AU BILAN OFFICIEL DE 1940 SOUMIS A L'ASSEMBLEE GENERALE	OBSERVATIONS
AVANCES, COMPTES COURANTS ET TIERS DEBITEURS	5.769.065.111,60	Cette rubrique groupe les anciens postes : Avances à divers chemins de fer secondaires pour insuffisances d'Exploitation..... 74.420.452,13 Avances, comptes courants et tiers débiteurs..... 5.694.644.659,47 Ensemble..... 5.769.065.111,60	Cf. annexe "Comptes divers" actif page 3. - d° - pages 3.4.5. et 6.
COMPTES DIVERS	5.286.722.330,25	Cette rubrique correspond au blocage des postes anciens : Divers comptes débiteurs. .5.209.822.013,3 Divers comptes d'ordre.... 8.530.191,87 Ensemble..... 5.218.352.205,25 plus le report sous ce titre de la contre-valeur des sommes restant à libérer sur les participations..... 68.370.125,-- Total général..... 5.286.722.330,25	Cf. annexe "Comptes divers" actif pages 6.7. et 8 - d° - page 8 voir plus haut noté sur la question des participations non libérées.
DISPONIBILITES			
Caisse Générale	16.037.778,53	} sans changement	La nouvelle formule exprime mieux la situation réelle en faisant ressortir au Passif l'intégralité des Avances obtenues au Trésor, et à l'actif les sommes encore disponibles sur ces avances.
Caisses des gares	601.368.474,08		
Trésor Public	2.180.829.157,55	} sans changement	
Banques et chèques postaux	44.237.513,37		
Portefeuille	12.925.500,18		

VENTILATION DU PASSIF A LONG TERME COMPRIS DANS LE COMPTE D'ETABLISSEMENT

ANCIENNES RUBRIQUES

NON AMORTI

AMORTI

NOUVELLES RUBRIQUES

Somme représentative du capital des Compagnies . art. 5 Convention 31.8.37

546.501.974,81

764.660.100,59

Somme représentative du capital des Compagnies originaire du Réseau Etat

1.364.677.904,85

1.650.975.407,09

Somme représentative du capital des Compagnies originaire du Réseau A.L.

749.646.084,25

811.380.279,28

2.660.825.963,91

3.027.015.786,96

Dettes à long terme : Capitaux des Compagnies et anciens Réseaux Etat.

Amortissement par remboursement des capitaux des compagnies et anciens Réseaux Etat.

Emprunts obligataires émis par les anciens Réseaux et pris en charge par la S.N.C.F.

61.854.813.988,05

14.356.238.880,59

Emprunts obligataires émis par les anciens réseaux pour le compte de la S.N.C.F.

303.564.211,14

3.681.526,55

62.158.378.199,19

Dettes à long terme : Emprunts obligataires

Avances du Trésor au titre des prestations en nature

Valeur d'annuités à verser au Trésor

Emprunt au fonds commun du Travail

Emprunts divers

En couverture de dépenses antérieures au 1.1.38

776.960.992,46

60.062.979,08

2.562.640.478,25

274.382.580,39

1.254.644.272,87

27.394.970,10

61.113.526,26

39.902.817,47

Avances du Trésor au titre des prestations en nature

Avances du Trésor au titre du programme spécial d'équipement

Emprunt au fonds commun du Travail

Emprunts divers

en couverture de dépenses postérieures au 1.1.38

1.077.323,85

35.063,63

4.361.286,39

-

976.920.239,07

6.347.417,96

66.036.901,78

-

5.703.757.020,93

14.768.046.235,77

Dettes à long terme : Emprunts divers

Amortissement par Remboursement des emprunts

AVANCES DU TRÉSOR AU FONDS COMMUN DES ANCIENS RESEAUX

Avances non amorties
Avances amorties par la remise d'actions B à l'Etat

11.702.643.154,83

-

-

341.700.000,--

Ces avances ne figurent plus que dans les engagements éventuels en bas du Bilan en raison des modalités de remboursement.

Ce montant est contracté avec celui des sommes à recevoir de l'Etat pour la Couverture des annuités des emprunts à sa charge.

Subventions et divers appliqués aux dépenses antérieures au 31.12.37

-

2.226.581.014,19

Subventions et divers appliqués aux dépenses postérieures au 1.1.38

-

142.952.357,71

2.369.533.371,90

De ce montant de 2.369.533.371,90 figurant au précédent Bilan a été déduite la somme de 30.356.171,26 contractée avec les dépenses d'Etablissement du Réseau algérien dans le but de ne laisser subsister à l'actif que le montant réalisé des emprunts contractés pour le compte de ce réseau et dont le Gouvernement de l'Algérie doit rembourser les annuités. En conséquence, la net de 2.339.177.200,64 figure au passif sous la rubrique des Amortissements par concours financiers divers.

Ressources de Trésorerie

application provisoire aux dépenses d'établissement antérieures au 1.1.38

664.933.577,08

-

Ressources de Trésorerie

application provisoire aux dépenses d'établissement postérieures au 1.1.1938

2.400.106.302,35

-

3.065.039.879,43

-

L'artifice comptable qui consistait à scinder les Ressources de Trésorerie en "Ressources appliquées provisoirement" et en "Ressources non appliquées" classées dans les Comptes Divers est abandonné. Ces comptes sont donc supprimés et le passif envers les Tiers est repris normalement dans les Créditeurs Divers.

Engagements pris au titre des participations financières

68.370.125,--

Ces engagements dans la nouvelle formule ne figurent plus parmi les comptes de financement des dépenses d'Etablissement, mais dans les "Comptes Divers" compris sous la Rubrique "Créditeurs Divers"

Ressources provenant du fonds de renouvellement des installations et du matériel

170.732.533,26

Incorporé sans changement dans chapitre des Amortissements

POSTES FIGURANT AU PASSIF DU BILAN "NOUVELLE PRESENTATION"	MONTANT AU 31.12.40 DANS LE BILAN PRESENTE SUIVANT LA NOUVELLE FORMULE	MODIFICATIONS PAR RAPPORT AU BILAN OFFICIEL AU 31.12.40 SOUMIS A L'ASSEMBLEE GENERALE	OBSERVATIONS
<div>RESERVES ET PROVISIONS</div> <div>Caisse des Retraites Régimes spéciaux de retraite Caisse des pensions Accidents Caisses de prévoyance et de maladie Fonds de renouvellement à disposition Divers</div>	<div>12.197.404.583,43 5.728.192,40 285.533.946,18 182.984.264,21 - 693.660.607,49</div>	<div>sans changement - d° - - d° - - d° - - <div>ce poste groupe les Compagnies Réserves et provisions diverses..... 619.240.155,36 Dotations correspon- dant à des avances consenties à des chemins de fer se- cundaires pour in- suffisances d'Exploi- tation..... 74.420.452,13 Ensemble..... 693.660.607,49</div></div>	<div>Cf. annexe "Comptes divers" (passif) page 1 D. - d° - 1 D. - d° - page 2 D. - d° - 2 D. - - d° - 3 D. - d° - 4 D.</div>
<div>DETTES A COURT TERME</div> <div>Emprunts de Trésorerie</div>	<div>5.339.789.992,05</div>	<div>sans changement, mais autrefois la S.N.C.F. ne faisait apparaître au passif sous cette rubrique que la différence entre ce montant et celui des ressources provisoirement appliquées à la couverture de Dépenses d'Etablissement. Méthode abandonnée dans la nouvelle formule qui fait ressortir en clair les engagements envers les tiers.</div>	<div>Détail annexe { Billets à ordre { ordinaires..... 5.021.408.951,06 Comptes Divers { émis pour le compte des passif { wagons-lits..... 129.675.000,-- page 10 D. { Emprunts à court { espèces..... 173.850.000,-- terme { par traites de fournisseurs acceptées..... 14.856.041,-- 5.339.789.992,05</div>
<div>CREDITEURS DIVERS</div> <div>Avances du Trésor (art. 27 de la Convention du 31.8.37) Avances du Trésor (art. 25 - 2ème alinéa de la Convention du 31.8.37) Comptes courants et tiers créanciers Comptes divers</div>	<div>3.006.451.714,28 2.237.993.666,70 4.727.275.183,96 4.491.936.149,19</div>	<div>sans changement sans changement sans changement ce poste groupe les anciennes rubriques Divers comptes créditeurs..... 4.415.035.832,32 Divers comptes d'ordre..... 8.530.191,87 participations non libérées... 68.370.125,- Ensemble..... 4.491.936.149,19</div>	<div>Ce poste correspond aux Avances courantes de Trésorerie de l'exercice. Ce poste correspond aux avances pour insuffisances de petit équilibre rem- boursables au 31 décembre de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été consenties. Cf. Détail - annexe "Comptes Divers" (passif) pages 4 D à 7 D. - d° - 8 D et 9 D. - d° - 10 D. précédemment classées dans le "compte d'Etablissement".</div>
		<div>A noter que la "provision pour amortissement de la part de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1938 couverte par des avances du Trésor" qui figurait dans l'ancien Bilan pour..... 2.190.222.731,93 a été portée dans le nouveau Bilan en atténuation du compte de Résultats intitulé "Insuffisance des Compagnies de liquidation des exercices 1938 et 39 couverte par des Avances du Trésor (art. 25 - 2ème alinéa de la Convention du 31 août 1937)" débiteur de..... 2.237.993.666,70 Dans ces conditions, seule la part non résorbée du déficit propre à la S.N.C.F. est maintenue à l'actif pour..... 47.770.934,77</div>	

CONVENTION DU 28 JUIN 1921 (art. 13) :

AVANCES DE L'ETAT AU FONDS COMMUN EN COUVERTURE DES INSUFFISANCES ANTERIEURES AU 31.12.1937 .
 CES AVANCES ETANT REMBOURSABLES UNIQUEMENT SUR LES EXCEDENTS EVENTUELS D'EXPLOITATION (art. 24 -
 2ème alinéa de la Convention du 31.8.1937)

COMPTE D'ACTIF : Solde des insuffisances du Fonds Commun : 34.277.003.703,16

Ce solde s'établit comme suit :

Insuffisances d'Exploitation à charge du Fonds Commun :		
Exercices 1921 à 1926.....	5.233.290.122,--	: Compte n° 599
Exercices 1930 à 1937.....	29.385.413.581,16	: Compte n° 600
	<u>34.618.703.703,16</u>	
moins : Valeur nominale des actions 3 affectées au Remboursement des Avances du Trésor public au Fonds Commun (art. 24 . Convention du 31.8.37).....	<u>341.700.000,--</u>	
Déficit restant en compte à la charge du Fonds Commun.....	<u>34.277.003.703,16</u>	

} annexe dépenses d'Etablissement
 actif

page 7 D.

CONVENTION DU 31 AOUT 1937 (art .25 - 1er alinéa):

LES COMPTES D'ORDRE RELATIFS A CES ENGAGEMENTS FONT RESSORTIR LE MONTANT DES CHARGES DE GRAND EQUILIBRE NON INCORPOREES DANS LES COMPTES ANNUELS D'EXPLOITATION DE LA S.N.C.F. CES COMPTES D'ORDRE MENTIONNENT SEPARATEMENT LA MASSE DES CHARGES NON INCORPOREES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS, ET CELLES DE L'EXERCICE COURANT.

LES CHIFFRES FIGURANT AU BILAN N'APPELLENT PAS D'OBSERVATION. ILS SONT SANS CHANGEMENT PAR RAPPORT A CEUX INSCRITS DANS LE BILAN ETABLI SUIVANT L'ANCIENNE FORMULE.

COMPTES DE PASSIF :

Avances Directes du Trésor au Fonds Commun: 11.702.643.154,83

Avances du Trésor par prise en charge des emprunts
 émis par les Réseaux.....: 22.574.360.548,33

{ Compte 62, compris précédemment dans les Ressources appliquées à la couverture des dépenses d'Etablissement antérieures au 1.1.1938.

Ce montant est égal au total des emprunts pris en charge par l'Etat, tel qu'il ressort à l'actif sous la rubrique "Avances au Trésor" art. 13 et 19 de la Convention de 1921..... 24.850.931.680,88

sous déduction :

1°) Désinsuffisances d'Exploitation remboursables par l'Etat sans droit de recours éventuel contre les Réseaux ou la S.N.C.F., savoir :

pour l'exercice 1870/71	Compte n° 597.....	35.310.420,57
pour les exercices de 1914 à 1920	Compte n° 598.....	2.222.376.240,54
		<u>2.257.686.661,11</u>

2°) Des emprunts émis en couverture des dépenses diverses remboursables par annuités : savoir :

Cte 565 - Capitaux constitutifs de suppléments de pensions remboursables en annuités...	247.604,44
Cte 566 - Capitaux constitutifs de diverses réserves remboursables en annuités.....	8.905.974,41
Cte 572 - Frais d'études de lignes non concédées remboursables en annuités.....	823.158,76
Cte 573 - Comptes de garantie et d'annuités dues à l'ancienne Cie du P.L.M.....	8.907.733,83
	<u>18.884.471,44</u>

TOTAL A DEDUIRE..... 2.276.571.132,55

RESTE : Montant net des emprunts émis en couverture d'insuffisances à charge du Fonds Commun (en valeur réalisée à l'émission) 22.574.360.548,33

A noter que ces montants ne pourront être contractés à concurrence de la partie déjà amortie sur les emprunts émis en couverture des insuffisances dont il s'agit . l'Etat conservant son droit de recours total pour le montant pris en charge (seuls les amortissements figurant au passif et la créance S.N.C.F. sur l'Etat pour annuités à recevoir pourront être contractés dans la 1ère Partie du Bilan)

RL/HH 25.5.1942

Paris, le

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

PROJET

Monsieur,


F2 Lig N°

Le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance S.N.C.F., dans sa séance du 22 mai 1942, se rangeant à l'avis formulé par le Comité permanent, a décidé d'imputer au Fonds de réserve ordinaire la totalité du bonus de l'exercice 1941 s'élevant à Frs : 3.802.814,2, que la Direction de la Caisse avait, dans ses écritures primitives, cru devoir répartir par parts égales, entre le Fonds de Réserve ordinaire et le Fonds de Réserve spécial.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, des becquets, indiquant les nouveaux soldes des comptes susvisés, qui sont à apposer à la page 2 d de l'inventaire des Comptes Divers (passif).

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes dévoués sentiments.

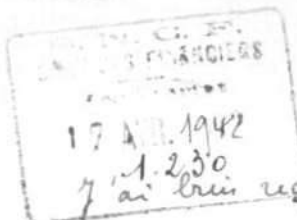
*Donc toute
les becquets affés et liés
portés par le Bureau de
26/5*



Monsieur le Président de la Commission
des Comptes de la S.N.C.F.

Cour
des Comptes.

Paris, le 16 avril 1942



M. Mathias

M. Lefebvre

Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu votre lettre du 3 avril,
et j'ai été particulièrement sensible
aux compliments que vous avez
l'amabilité d'y formuler.

Je viens vous remercier d'avoir
bien voulu présenter vos observations :
inutile de vous dire que la Commission
en a tenu, mardi dernier, le plus grand
compte pour la mise au point définitive
de son procès-verbal de séance.

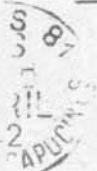
Veuillez agréer, Monsieur le
Directeur, l'expression de mes sentiments
les meilleurs et les plus dévoués,

J. Liégeois

Monsieur Brochu,
Directeur des Services Financiers de la SNCF.

COUR DES COMPTES

*Donner aux
Commissaires
des Comptes*



UN BON
DE SOLIDARITÉ
NE SE REFUSE PAS



Monsieur le Directeur
des Services Financiers

de la S. N. C. F.

17 rue de Londres

à Paris



Renseignements fournis

à M.M. les Commissaires aux Comptes

*M.M. Coyne
Walter*

19 MAI 1942

F^r AG n° 78

Monsieur COYNE
Commission des Comptes
de la S.N.C.F.

Monsieur,

Comme suite à notre récent entretien, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint :

- la Convention du 4 juin 1941 pour l'exécution et le règlement des transports de marchandises effectués par chemin de fer pour le compte du Secrétariat d'Etat au Ravitaillement,

- la justification du compte "Sommes dues par des étrangers".

Je tiens à votre disposition toute justification complémentaire que vous pourriez désirer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

Signé : METTAS

19 MAI 1942

F² AG n° 78

Monsieur COYNE
Commission des Comptes
de la S.N.C.F.

Monsieur,

Comme suite à notre récent entretien,
j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint :

- la Convention du 4 juin 1941 pour
l'exécution et le règlement des transports
de marchandises effectués par chemin de fer
pour le compte du Secrétariat d'Etat au
Ravitaillement,

- la justification du compte "Sommes
dues par des étrangers".

Je tiens à votre disposition toute jus-
tification complémentaire que vous pourriez
désirer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assu-
rance de ma considération très distinguée.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,

Signé : METTAS

Monsieur Coyne

Commissaire aux Comptes de la S.M.C.F.

1.^o Sommes dues par des étrangers X

2.^o Travaux exécutés pour divers

3.^o Contentions. Office des Céciles X

4.^o ——— Ravitaillement (24. 6. 1941) X

Documents
rennis à W. Coyne
le 27 mai 1942

Justification détaillée de
cf 4793 (style 41)

"Débiteurs divers"

Lettre du 30/4/42

au M^{re} Secrétaire d'Etat
aux Communications
pour travaux divers

remise à M. Gladenise
le 19.5.42



Exploitation de Plateaux Région Ouest

Justification établie pour service
Explo. Ouest
(M. Bommery)

Fournie à M. Coupez le 18/8

N° 1.5.1942

Paris, le - 4 MAI 1942

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

Monsieur le Président,

F2 Liq. N° 1280

Comme suite à votre demande, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, huit exemplaires numérotés de la Convention du 9 septembre 1939, de son avenant du 4 mars 1942 et de la lettre interprétative.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir attirer l'attention des membres de la Commission des Comptes à qui ces documents sont destinés, sur leur caractère strictement confidentiel.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS

Monsieur COYNE
Conseiller Maître à la Cour des Comptes
Commission des Comptes de la S.N.C.F.
42, rue de Châteaudun,
P A R I S

Renseignements
fourni à M. Coyne
le 15 Mai 1842

GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS

Son compte -courant

Solde débiteur au 31/12/1940	678.843,7
Solde débiteur au 31/12/1941	<u>382.352,9</u>
Différence	<u>296.490,8</u>

se justifiant comme suit :

	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>
Intérêts créditeurs à 3% au 31-12-40 (1er Janvier 1941)		435.354,9
Montant des retenues fiscales sur le montant d'arrérages de pensions au 1er Mai 1940		32.570,5
Prélèvement du montant des sommes nécessaires à la couverture des dépenses d'établissement GL.....	171.434,6	
	<u>171.434,6</u>	<u>467.925,4</u>
		<u>296.490,8</u>

GOVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS

Son compte -courant

Solde débiteur au 31/12/1940	678.843,7
Solde débiteur au 31/12/1941	<u>382.352,9</u>
Différence	<u><u>296.490,8</u></u>

se justifiant comme suit :

	<u>Débit</u>	<u>Crédit</u>
Intérêts créditeurs à 3% au 31-12-40 (1er Janvier 1941)		435.354,9
Montant des retenues fiscales sur le montant d'arrérages de pensions au 1er Mai 1940		32.570,5
Prélèvement du montant des sommes nécessaires à la couverture des dépenses d'établissement GL.....	171.434,6	
	<u>171.434,6</u>	<u>467.925,4</u>
		<u><u>296.490,8</u></u>

Renseignements fournis le
15 Mai 1942

Mon exemplaire de l'accord intervenu
entre la SNCF et le Gouvernement luxembourgeois
pour l'ouverture d'un Compte courant

Renseignements
fournis à M Coyne
Commissaire aux Enquêtes
le 13 Mai 1942

Historique de la prise en compte des dépenses
d'établissement du réseau Guillaume-Luxembourg

1000 900 800 700 600 500 400 300 200 100 0

Liquidation Aux termes d'une Convention intervenue le 6 Juin 1857, la Société G.L. confiait à la Cie de l'Est, le droit d'exploiter le réseau Luxembourgeois pendant 50 ans.

Sous le régime de cette Convention les dépenses d'établissement incombent à la dite Société G.L.

Le 21 janvier 1868, une nouvelle Convention, annulant la précédente, intervenait entre la Cie de l'Est et la Société G.L. Il était spécifié que les dépenses d'établissement seraient supportées par la Cie exploitante.

Au cours de la période de 1870 à 1918 et, suivant les stipulations d'une Convention en date du 16 juillet 1902, ces dépenses sont restées à la charge de l'Allemagne.

Après la signature de l'Armistice du 11 novembre 1918, la Commission des Chemins de fer de campagne d'Alsace Lorraine prenait immédiatement la gestion des lignes et l'assurait dans le cadre de la Convention du 16 juillet 1902.

A compter du 10 novembre 1925, un modus-vivendi intervenait aux termes duquel l'Administration A.L. continuait à exploiter, à ses risques et périls, le réseau G.L., sous le régime de la Convention du 16 juillet 1902, sous réserve de certaines conditions particulières, notamment en ce qui concerne les dépenses d'établissement pour lesquelles le Gouvernement Luxembourgeois versait, au titre des travaux complémentaires, des avances remboursables par annuités en 60 ans.

Les dépenses en cause et les avances correspondantes font l'objet des comptes :

n°5186 - RESEAU G.L. - DEPENSES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DES LIGNES

n°5185 - RESEAU G.L. - AVANCES DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS AFFECTEES A LA COUVERTURE DES DEPENSES D'ETABLISSEMENT.

2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2808 2809 2810 2811 2812 2813 2814 2815 2816 2817 2818

Les opérations prises en compte au cours de l'exercice 1941, sont résumées ci-après :

Compte 5186

RESEAU G.L. - DEPENSES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DES LIGNES

Solde débiteur au 31 décembre 1941	103.957.475,4
------------------------------------------	---------------

Solde débiteur au 1er janvier 1941	103.786.040,8
------------------------------------------	---------------

La variation du solde de ce compte, soit 171.434,6

se décompose comme suit :

• • • • •

1° Imputation du montant des dépenses d'établissement relatives :

- à l'agrandissement de la gare de Luxembourg :116.923,6)	}	145.034,6
- à l'allongement des voies de garage - Ins-		
tallations de sécurité à la gare d'Esch s/ Alzette 28.111,-)		
(Facture n°436 VB Est du 13 juin 1941)		

2° Règlement à l'Entreprise Drouard Frères, d'indemnités forfaitaires sur travaux exécutés à la gare de Luxembourg et à la gare d'Esch s/Alzette, antérieurement au 1er juillet 1940	26,400,-

	171.434,6
	=====

Compte 5185

"RESEAU G.L. - AVANCES DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS AFFECTEES A
LA COUVERTURE DES DEPENSES D'ETABLISSEMENT"

Prélèvement sur le compte courant du Gouvernement Luxembourgeois des
sommes nécessaires pour la couverture des dépenses ci-dessus.

Renseignements
; fournis à M. Coyne
; Commissaire aux Comptes
le 13 Mai 1942

Il a été fourni également un exemplaire
de la Comptabilité relative à l'activité du
CP, Courant du Gouvernement français.

CREDITEUR = 20.454.118 Frs.

= Sommes facturées par les Régions et Services sur l'Exercice 1941 et dont la prise en charge par les Etablissements M.T. n'a été effectuée qu'en 1942:

Comptabilité Générale	41 267 7
Exploitation	141 886 7
Voie	126 525 4
Région NORD	2 164 830 9
- OUEST	692 761 3
- SUD-EST	2 155 751 5
- SUD-OUEST	1 633 707 8
Matières prises en charge par avance par les Magasins	226 114 5

= Sommes dues par diverses collectivités et non réglées:

Ponts et Chaussées	2 367 4)
Wagons Lits	8 575 2)
Chemins de Fer belges	91 910 4)(1)
Chemins de Fer suisses	10 647 1)
Chemins de Fer du Reich	104 290 6)

= Pièces inventoriées livrées aux Magasins-relais et destinées à la D.R.B. ..

986 898 0 (2)

Avance de fonds au Service de l'Apprentissage

5 000 0 (3)

Provision pour couvrir le déficit des Magasins A.L. repliés

15 000 000 0 (4)

Provision pour réparation du matériel moteur

11 881 159 8 (5)

Travaux divers exécutés sur l'autorail faisant la liaison de PARIS-VICHY

110 085 9 (6)

Somme facturée à la Région SUD-OUEST et non réglée par suite de perte de marchandise en cours de transport

148 125 0 (7)

Provision pour rappel de traitement des Auxiliaires

150 000 0 (8)

Sommes versées par les gares au titre "Encaissements divers" facturées sur l'exercice 1941 et dont l'imputation définitive n'a pu être faite qu'en 1942

19 836 6

Opérations réciproques entre les Etablissements du Service, dont les entrées ont été faites en 1941, alors que les sorties ont été passées en 1942

372 158 0

20 454 118, -
=====

(1) Sommes dues par diverses collectivités et non réglées.

Il s'agit de créances dont le recouvrement provoque de légers différents avec les débiteurs. Le Service M.T. EST suit ces affaires et conserve les sommes dans ses écritures jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue.

(2) Le compte d'ordre (O à R) est crédité chaque fois que des pièces figurant à l'inventaire, au compte d'Etablissement, sont livrées aux magasins-relais pour être mis à la disposition des Allemands. En contre partie : débit compte "APPROVISIONNEMENTS". M.T. Est crédite ensuite le compte "APPROVISIONNEMENTS" par débit du compte "PRESTATIONS" (c'est-à-dire facturation aux Allemands).

Ces différentes opérations sont effectuées au taux fort (à noter que jusqu'à là le compte "de 1er établissement" n'est pas touché).

- 1ère solution : les Allemands nous rendent les pièces :
le c/ d'Ordre est débité au prix fort par le crédit du c/ Prestations

- 2ème solution : les Allemands ne nous rendent pas les pièces :
- M.T. crédite le compte d'Etablissement de la valeur des pièces (valeur d'inventaire)
- débite le compte d'ordre au taux fort.

La différence entre la valeur d'inventaire et la valeur au taux fort va au crédit du compte "INSTALLATIONS ET MATERIEL SUPPRIMES" qui existe à l'intérieur du compte d'Etablissement et qui a remplacé l'art.20 du Chapitre III (renouvellement du matériel).

La même opération joue d'ailleurs lorsqu'il s'agit de pièces dédiées à un tiers et figurant au compte d'Etablissement; le bon réalisé va au compte "INSTALLATIONS ET MATERIEL SUPPRIMES".

(3) Avance de fonds au Service de l'Apprentissage.

Il s'agit d'une avance de fonds faite pour un essai d'élevage de poules et de lapins au centre d'Apprentissage de Bar le Duc. L'avance était remboursable avant le 31 mai 1942 et a d'ailleurs été reversée.

(4) Cette somme a été imputée en 1940 au débit de l'art.21 du Chapitre III (déclassement de pièces) pour couvrir la perte résultant du déficit des magasins A.L., par crédit O à R. Ce crédit a été reporté automatiquement sur 1941.

(5) Il s'agit de travaux exécutés par l'Industrie Privée.

La somme a été passée au crédit d'O à R. par débit du Chapitre III. Au fur et à mesure des règlements, M.T. débite O à R par crédit Industrie Privée.

(6) Dépenses reportées au Chapitre III en 1942 (Instruction du Service Central M.T.)

(7) Somme facturée à la Région SUD-OUEST et non réglée par suite de perte de marchandise en cours de transport.

Il s'agit d'une expédition d'entretoises faite par le dépôt d'Epernay durant la période mai/juin 1940. Ces pièces furent facturées à la région SUD-OUEST qui rejeta le débit, le matériel ne lui étant pas parvenu.

En attendant qu'une solution intervienne la somme contestée fut imputée à O à R. Elle a d'ailleurs été refacturée à la Région SUD-OUEST en Mars 1942.

(8) Ces rappels ont été effectivement payés au début de 1942.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 16 mai 1942

SERVICES FINANCIERS

Regu

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Comptabilité et Contrôle des Recettes

Monsieur ALADENISE,
Chef des Subdivisions de la
Comptabilité Générale,

N° 394 ^c

Suite au désir que vous avez bien voulu exprimer, je vous remets, ci-joint, 2 exemplaires de la Convention conclue entre le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement et la S.N.C.F. pour l'exécution et le règlement des transports de marchandises effectués pour le compte de cette Administration.

Pour ce qui est de l'Office des Céréales, la Convention en date du 1^{er} novembre 1938 a été résiliée le 31 août 1941. Les transports de cet Office entrent maintenant dans le cadre de ceux du Ravitaillement. Toutefois, des factures séparées sont présentées à l'Office National Interprofessionnel des Céréales. (O.N.I.C.).

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité des Recettes,

Juray

RENSEIGNEMENT
CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

Documenta deinde a L. Coyne
le 18. 5. 45

MW.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

**Exécution et règlement des transports
de marchandises effectués pour le c/
de l'Office des Céréales**

La Convention, réglant ces questions,
en date du 1er novembre 1938, a été résiliée
le 31 août 1941.

Les transports de cet Office entrent
maintenant dans le cadre de ceux du Ravi-
taillement. Toutefois, des factures sépa-
rées sont présentées à l'Office National
Interprofessionnel des Céréales (O.N.I.C.).

C O N V E N T I O N

du 24 juin 1941

conclue entre le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et la
Société Nationale des Chemins de fer
Français .

pour l'exécution et le règlement des transports de marchandises effectués par chemin de fer, pour le compte de cette Administration .

Entre le SECRETAIRE D'ETAT AU RAVITAILLEMENT

d'une part,

et la SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, dont le
Siège est à Paris, 88 rue Saint-Lazare, et représentée : par M.
FOURNIER - Président du Conseil d'Administration et M. GRILPRET- Vice
Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er -

- OBJET DE LA CONVENTION -

La présente convention est applicable à tous les transports de matériel (imprimés de toute nature, etc....), denrées, animaux de boucherie, approvisionnement et marchandises de toute nature destinées au ravitaillement de la population civile et des troupes d'occupation effectués sur l'ordre des autorités relevant du Secrétariat d'Etat au Ravitaillement .

ARTICLE 2.-

-FORMATION DU CONTRAT DE TRANSPORT -

Les transports visés par la présente convention sont effectués à l'aide d'une déclaration d'expédition de grande ou de petite vitesse, dont les modèles sont reproduits en annexe, à laquelle il conviendra de joindre une lettre de voiture internationale, pour les envois destinés à l'exportation, dans tous les cas où les règles en vigueur prescrivent l'établissement d'une lettre de voiture internationale pour les transports ordinaires.

.....

....

La déclaration d'expédition tient lieu de lettre de voiture administrative. Elle est exempte de timbre (décision du Ministre des Finances des 18 Fructidor, an VIII, 3 septembre 1850 et 3 Février 1885).

Chaque expédition doit être accompagnée d'une déclaration d'expédition signée par l'expéditeur et visée par le Directeur Départemental du Ravitaillement Général ou son représentant .

La délégation de signature ne pourra être donnée par le Directeur Départemental du Ravitaillement Général qu'à son Adjoint au chef-lieu, ou aux Présidents des Commissions de Réception .

Les transports remis, dans les conditions indiquées au présent article, sont considérés comme faisant l'objet d'une demande d'application du tarif le plus réduit, selon les modalités prévues par les tarifs .

ARTICLE 3.-

- TAXATION DES TRANSPORTS -

Les transports sont effectués aux prix et conditions prévus pour les transports commerciaux par les tarifs de la Société Nationale des Chemins de fer Français. Ils ne peuvent être grevés ni de débours, ni de remboursement .

Toutefois, le Service du Ravitaillement étant exempté du paiement du droit de timbre du récépissé, il est réduit du droit fixe de timbre et d'enregistrement indiqué dans les tarifs, une somme représentative du droit de timbre prévu par les dispositions fiscales.

En ce qui concerne les envois en provenance ou à destination de gares desservies par des chemins de fer secondaires, lorsque le chemin de fer secondaire participe, soit avec l'une des régions, soit avec l'ensemble des régions de la Société Nationale des Chemins de fer Français, à un tarif commun applicable à l'envoi, la taxe est établie de bout en bout aux prix et conditions de ce tarif commun. En l'absence de ce tarif commun à un chemin de fer secondaire et à la Société Nationale des Chemins de fer Français, les transports sont exécutés, sur le chemin de fer secondaire, aux prix et conditions des tarifs particuliers à ce chemin de fer .

ARTICLE 4.-

FORMALITES A L'ARRIVEE- LIVRAISON DES ENVOIS .

A la livraison des envois par la gare de destination, la reconnaissance est faite par le destinataire. Lorsque celui-ci a reconnu l'état extérieur des colis ou des wagons, il en donne décharge sur les registres utilisés par le chemin de fer, pour la livraison

....

des transports commerciaux, et reçoit de la gare destinataire le récépissé délivré au destinataire .

Le destinataire fait précéder cette décharge de la mention " Franco de tous frais " .

Lorsqu'une piquûre d'expédition se rapporte à un envoi comportant le chargement de plusieurs wagons, et que ceux-ci ne parviennent pas simultanément à destination, la gare destinataire a la faculté de mettre ces wagons successivement à la disposition du destinataire qui, dans ce cas, remplit les obligations qui lui incomberaient si chaque wagon avait fait l'objet d'une piquûre d'expédition distincte .

Les livraisons successives sont constatées sur le récépissé et sur le registre des livraisons . La déclaration d'expédition est conservée par la gare pour être mise à l'appui de la liquidation des frais de transport .

ARTICLE 5 .-

REGLEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT .

Le règlement des transports effectués pour le compte du Secrétariat d'Etat au Ravitaillement a lieu postérieurement à leur exécution à la demande de la Société Nationale des Chemins de fer Français, et par les soins du Secrétariat d'Etat au Ravitaillement .

Pour l'exécution de ce règlement, les titres de créance appuyés des déclarations d'expédition sont produits dans un délai d'un mois à compter du dernier jour du mois pendant lequel les transports sont exécutés .

Sur le vu de ces pièces, et dans les dix jours de leur remise, le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement ordonnance un acompte égal aux 5/6èmes du montant des titres de créance . L'ordonnancement du solde doit intervenir dans le délai de deux mois à courir du dépôt de ces titres .

ARTICLE 6.-

- INTERETS MORATOIRES -

Le retard dans les paiements, imputable à l'Etat, donnera lieu après un délai de trois mois, à compter du dépôt des titres de créance, au versement, à la Société Nationale des Chemins de fer Français, d'intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1% et courant à partir du délai de trois mois susvisé .

Cependant, en aucun cas, même s'il s'agit de pièces justificatives, remplacées par des duplicata, les créances déposées après les délais limites fixés par l'article 5 ne peuvent donner droit au paiement d'intérêts moratoires .

ARTICLE 7.-

- PERTE DE TITRES DE TRANSPORTS -

Si des circonstances fortuites ou de force majeure entraînent la perte des titres de transport, la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS est admise à prouver l'exécution du contrat de transport au moyen de pièces d'ordre intérieur .

ARTICLE 8 .-

- RESPONSABILITE .-

La responsabilité de la Société Nationale des Chemins de fer Français est régie par les règles en vigueur au moment des expéditions pour les transports commerciaux .

Le Directeur Départemental du Ravitaillement Général ou son représentant dresse en cas de litige un Procès-Verbal de Constat indiquant les résultats de la reconnaissance contradictoire des objets transportés et relatant les explications du transporteur, du destinataire, de l'expéditeur ou de leurs représentants ainsi que les conclusions de l'expertise le cas échéant .

ARTICLE 9.-

- DUREE D'APPLICATION -

La présente Convention sera appliquée à partir du 1er Octobre 1940 et jusqu'au 31 Décembre 1941. Elle continuera ensuite par tacite reconduction d'année en année, chacune des deux parties contractantes étant libre de la résilier à toute époque en prévenant l'autre trois mois à l'avance .

ARTICLE 10 .-

- IMPRIMES -

Le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement se procurera à ses frais les déclarations d'expédition indiquées à l'article 2.

....

ARTICLE 11 -

- JURIDICTION -

En cas de désaccord, toute contestation pouvant survenir pour l'exécution ou l'interprétation du présent traité entre le Secrétariat d'Etat au Ravitaillement et la Société Nationale des Chemins de fer sera portée devant le Ministre intéressé qui statuera ladite Société entendue, sauf recours devant le Conseil d'Etat.

ARTICLE 12-

APPROBATION DE LA CONVENTION ET EXEMPTION DE LA FORMALITE
D'ENREGISTREMENT.

La présente Convention conclue entre le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et la Société Nationale des Chemins de fer Français dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges de la Société précitée, et annexé au Décret du 31 Décembre 1937, sera soumise à l'approbation du Ministre, Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat aux Communications. Elle est exempte du droit de timbre et de la formalité d'enregistrement, par application de l'article 80 de la loi du 15 Mai 1818.

Fait à PARIS, le 24 Juin 1941.

en deux originaux, dont un pour le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, et l'autre pour la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Pour la Société Nationale des Chemins de fer
Français.

Le Vice-Président du
Conseil d'Administration
(signé) GRIMPET.

Le Président du
Conseil d'Administration.
(signé) FOURNIER

Le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement.
(signé) J. ACHARD.

Approuvé :

Approuvé :

Le Ministre Secrétaire
d'Etat aux Finances,
(signé) Y. BOUTHILLIER

Le Secrétaire d'Etat aux
Communications,
(signé) BERTHELOT.

Renseignements fournis

à M. M^{rs} les Commissaires aux Comptes

*M. M^{rs} Marcou
Copper-Royer*

Compte n° 814

Insuffisances antérieures à 1884

Solde débiteur au 31-12-1941 : 16.554.240,6

M. Luyonius

a faire porter à M. Coffet Royer des
mardi matin

23-5-62

Roy

E. R. Blanchu

~~66, rue de la Rochefoucauld - Paris 8^e~~

S.N.C.F.
Services Financiers

Division Centrale
des Finances

C O P I E

IMPUTATIONS AU COMPTE

"Provisions pour amortissement de la prime de remboursement
des Bons 1932-1942"
en 1941

Solde au 31-12-1940		370 814 023 3
Opérations de l'exercice :		
Bénéfice par suite d'amortissement et de vente de titres du portefeuille	4 573 558 9	
Encaissements de coupons	4 314 058 0	
Annuité de reconstitution de la prime de remboursement et de l'impôt sur prime (valeur 31.12.1941)	46 990 121 8	
Intérêts sur disponibilité du compte (valeur 31.12.1941)	8 467 037 0	
Ensemble		64 344 775 7
Solde au 31.12.1941		435 158 799 0

Documents

remis à M^r Marcon le 18/5/42

- 1^o Tableau détaillé des " Provisions
diverses constituées sur le cf d'exploitation
en vue de règlements à effectuer.
- 2^o note résumée - faite par M^r Lapienis -
sur les travaux différés, d'après la
lettre du J^o du Budget.

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale **Provision pour travaux différés**

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

En application de l'avenant du 4 mars 1942 Sg, à la Convention du 9 septembre 1939 et après accord de M. l'Inspecteur Général des Transports, Chef du Service Technique du Secrétariat d'Etat aux Communications et de M. l'Inspecteur Général des Finances, Chef de la Mission du Contrôle Financier, le montant de la provision a été arrêté à1.149^{M6}
=====

Elle a été déterminée comme suit :

Retard dans le programme du Service de l'Exploitation pour l'acquisition et la réparation de bâches, prolonges, cales à voitures, fil de fer 40^M

Retard dans le programme du Service du Matériel et de la Traction pour la réparation du matériel roulant et moteur, de grandes réparations et de levages de locomotives, de révision des voitures et wagons, etc..... 142^M

Retard dans le programme du Service de la Voie et des Bâtiments, pour : 967^{M6}
- le renouvellement des voies 1502km et du ballast 1032km soit: 604^M
- l'entretien des ouvrages et des bâtiments363^{M6}

Remis : M. Marcon

Justification du soldat
des 1^{er} :

N^o 4607 Sommes dues par
des étrangers.

N^o 4757 Travaux exécutés pour
divers.

COPIE

Provision à constituer pour les règlements définitifs concernant les gares communes allemandes.

En attendant la conclusion des traités de communauté définitifs concernant les gares allemandes de la rive droite du Rhin, le Réseau A.L. versait à la Reichsbahn des acomptes semestriels correspondant à 80 % de la somme à laquelle l'Allemagne avait évalué la charge totale de l'A.L. pour ces gares.

La Commission de vérification des comptes a, lors des arrêtés définitifs des exercices antérieurs, mis à la charge de ces exercices une provision représentant les 20 % complémentaires.

Pour 1937, cette provision s'élève à frs 3.785.539,00
=====

se décomposant ainsi { dépenses frs 4.164.092,00
(recettes frs 378.553,00
=====

Différence 3.785.539,00
=====

NOTA - La provision totale se trouvera ainsi portée à frs. 28.381.803,74
pour un versement complémentaire éventuel estimé
à R.M. 2.293.068,00
ce qui correspond à un taux de frs. 12,377

pour le Reichsmark (taux moyen résultant des conversions successives faites lors des arrêtés définitifs des exercices, au cours du moment).

Il sera statué au moment où interviendra le règlement effectif de ces opérations sur la prise en compte des différences qui pourront apparaître entre le montant en francs du dit règlement et celui des provisions constituées.

COPIE

Provision à constituer pour les règlements définitifs concernant les
gares communes allemandes.

En attendant la conclusion des traités de communauté définitifs
concernant les gares allemandes de la rive droite du Rhin, le Réseau
A.L. versait à la Reichsbahn des acomptes semestriels correspondant
à 80 % de la somme à laquelle l'Allemagne avait évalué la charge
totale de l'A.L. pour ces gares.

La Commission de vérification des comptes a, lors des arrêtés
définitifs des exercices antérieurs, mis à la charge de ces exer-
cices une provision représentant les 20 % complémentaires.

Pour 1937, cette provision s'élève à frs 3.785.539,00
=====

se décomposant ainsi	{	dépenses	frs 4.164.092,00
		recettes	frs 378.553,00
		Différence	3.785.539,00 =====

NOTA - La provision totale se trouvera ainsi portée à frs. 28.381.803,74
pour un versement complémentaire éventuel estimé
à R.M. 2.293.068,00
ce qui correspond à un taux de frs. 12,377

pour le Reichsmark (taux moyen résultant des
conversions successives faites lors des ar-
rêts définitifs des exercices, au cours du
moment).

Il sera statué au moment où interviendra le règlement effec-
tif de ces opérations sur la prise en compte des différences qui
pourront apparaître entre le montant en francs du dit règlement
et celui des provisions constituées.

Renseignements fournis à
M. Aircon
le 15 Mai 1942

-
- Nature des travaux différés
 - Exploitation bateaux région Ouest
 - Guillaume Luxembourg - Compte courant
 - Cte dépenses Etablissement
 - Cte Cte du G. B. pour dep. Etablissement

(voir dossier M. M. Coyne - Walter)

Renseignements fournis
à M.M. les Commissaires aux Comptes

M.M. Montigny
Rouelle

~~Note du 8/5/42~~

Relevé des ppals dépenses faites en 1941
sur acquisitions et travaux en
cours

Remis à M. Laguerre

le 18/5-42

Renseignements fournis
à M.M. les Commissaires aux Comptes.

M.M. Rochier
Imbert

Renseignements fournis
à M.M. les Commissaires aux Comptes.

M.M. Barbier de la Serre
Richard

Renseignements fournis

à M.M^{rs} les Commissaires aux Comptes

M.M^{rs} Retail
Gaessler

Compte n° 812

Reliquat de l'annuité
de rachat du réseau de l'Ouest
(Loi de Finances de 1911 - Arrêté ministériel du 11-11-1911)

Solde débiteur au 31-12-1911 : 10.550.872,1

Renseignements fournis à M Gessler
le 4 Juin 1942

✓

§ Provision constituée en 1940 en vue du
réglement des dépenses consécutives à
l'accident de d'Armas

DEPENSES DIVERSES A AMORTIR

-:-:-:-

		fin 1940	fin 1941		
798	Insuffisances de l'ancienne Caisse des Pensions A.L.....	126 490 922 60	122 537 557 6	3 953 365 0	Contraction de la part amortie fin 1941
	Capitaux constitutifs de sup- pléments de pension (non rem- boursables :				
799	loi du 28.12.1911	955 670 897 53	862 944 648 8	92 726 248 7	d°
800	loi du 30.12.1923	217 111 484 08	210 325 851 7	6 785 632 4	d°
801	Capitaux constitutifs de diver- ses réserves(non remboursables)	1 000 000 00	656 751 7	343 248 3	d°
812	Reliquat de l'annuité de rachat du réseau de l'Ouest(loi de fi- nances de 1911-arreté ministé- riel du 4.11.1911)	27 227 396 67	10 550 872 1	16 676 524 6	d°
813	Reliquat des insuffisances non garanties de 1901 et 1902 (art. 5 de la Convention du 17.5.1897)	10 000 000 00	4 768 474 2	5 231 525 8	d°
814	Insuffisances antérieures à 1884	38 126 150 32	16 554 240 6	21 571 909 7	d°
815	Compte de guerre 1870-71 de l'an- cien réseau de l'Est	18 867 203 92	5 179 369 5	13 687 834 4	d°
816	Dépenses de construction d'ins- tallations présentant de l'in- térêt pour le chemin de fer ...	8 421 438 46	3 661 236 7	4 760 201 8	d°
"	Installations et matériel suppri- més (dépêche ministérielle du 11 septembre 1939)	16 880 688 71	"	16 880 688 7	d°
		1 419 796 182 29	1 237 179 002 9	182 617 179 4	

www.ck12.org

	Solde fin 1940	Solde fin 1941	Ecritures de l'exercice	
§ Avances directes	11 702 643 154 83	11 737 537 822 9	+ 34 894 668 1	Ressources consécutives à un appel de fonds destiné à couvrir d'une part les redressements du Contrôle financier 32 792 990 7 d'autre part le glissement effectué au titre du § ci-après: 2 101 677 4
§ Avances par prise en charge des emprunts émis par les Réseaux	22 574 360 548 33	22 572 258 871 -	- 2 101 677 4	Atténuation des ressources couvrant les insuffisances par suite de glissement d'obligations en couverture des dépenses d'établissement au 31 déc. 1937 (dépenses modifiées en 1941 par suite des ajustements du bilan fin 1940 et des redressements du Contrôle financier.)

**Insuffisances du "FONDS COMMUN" restant
à amortir (Convention du 28 Juin 1921-article 13)**

-:-:-:-:-

Solde fin 1940	34 277 003 703 16
Solde fin 1941	34 309 796 693 9

Ecritures de l'exercice	32 792 990 7
	=====

savoir :

Redressements du Contrôle financier des Chemins de fer :

Comptes Ancien Réseau Nord : Exercice 1937		- 3 312 421 8
d°	Midi :	"
	1923	4 896 6
	1925	- 4 896 6
	1926	13 717 833 9
	1927	2 704 674 7
	1928	5 924 812 1
	1929	13 758 091 8

AVANCES au GOUVERNEMENT GENERAL de
l'ALGERIE pour dépenses d'Etablissement du
Réseau Algérien

Solde fin 1940	Solde fin 1941	Amortis- sement	Décomposition de l'amortissement par-rapport-aux-ressources-cou- vrant les avances	
			Nature des ressources	Montant des amortissements
170.960.216,56	82.142.967,8	88.817.250,7	3% Janvier Juillet	37.920.765,7
			3% Avril Octobre	50.664.936,-
			3% 1921	2.790,-
			5% 1921	121.429,-
			6% 1921	72.813,-
			5% 1933	21.507,-
			5 1/2 % 1935	11.282,-
			6% 1936	1.728,-
				<u>88.817.250,7</u>

Compte : Avance au Brésil (art 13 et 19)
de la Convention du 28 Juin 1921

N^o 787

	Réseau						G. L. M.	G. C.
	C. R.	Cot.	Etat	Indi	Nord	Grande Ceinture		
3% 1921 x		2.209.365,-	837.764,-	5.585.303,-	3.058.262,-		2.345.287,-	15.742.582,-
5% 1921 x	445.431,-	2.807.766,-	31.763.029,-	39.388.626,-	78.043.615,-		83.146.931,-	42.977.064,-
6% 1921 x							782.545,-	
5% 1933 x	9.072.523,-	9.408.105,-	39.109.558,-	8.290.186,-	32.289.777,-		40.804.105,-	5.372.639,-
5 1/2% 1935 x	1.173.218,-	4.032.966,-	18.420.709,-	4.908.016,-	10.836.202,-		16.146.231,-	8.403.481,-
6% 1936 x	785.777,-	2.406.763,-	4.219.072,-	5.013.424,-	5.283.098,-		5.903.401,-	4.724.747,-
4% 1921 x		4.348.678,-	103.075.065,-	10.290.152,-	15.363.844,-			18.014.474,-
Swiss 4% 1930 x				170.263,-				
American 4% x				1.627.304,-				
2 1/2% x				667.014,-				
3% A x				39.667.356,-				
3% N x				43.144.803,-				
4% 1913 x				6.652.491,-				144.506,-
5% 1919 x				7.506.110,-				2.417.332,-
6% 1920 x				19.251.415,-				19.338.371,-
5% N x		68.276.934,-						
V.A. Low and 31-12-33 x		22.331.889,-		4.136.491,-				
V.A. - Low 15-11-39 x	18.773,-		40.963,-				2.595.897,-	4.960.339,-
Américain 6% x								59.637,-
Emp. à long terme 6% x	433.889,-							
		17.053.096,-						
Provisions (provision d'avance du Brésil payée au Brésil) (art 13 de la Convention du 28 Juin 1921)	11.928.893,-	132.877.522,-	197.466.160,-	196.298.954,-	144.874.738,-		157.724.397,-	122.155.372,-
				38.108.419,5	3.312.421,8			
	- 289.170,4	3.355.880,7		121.785,5	306.245,2		- 1.454.014,5	
				36.287.198,0	3.006.175,6			
Reductions du Capital français	11.639.722,6	136.234.385,7	197.466.160,-	196.480.999,5	145.180.984,2		150.290.382,4	122.155.372,-
Capital de fonds								

(1) soit une différence de 0,1
provenant d'un fait de arrondi
effectué sur la somme au
tableau "Avance au Brésil"

959.427.713,4 (1)

*Compte, Insuffisance de l'Ancienne
Caisse des Pensions A L*

n° 98

Nature des Emprunts	Réseaux							P. O.
	C. R.	Cot.	Cot.	Midi	Nord	Grande Ceinture	P. C. M.	
3% 1921	939.082,8							
4% 1921	108.638,6							
5% 1921	240.583,4							
5% 1933	1250.631,8							
5 1/2% 1935	365.193,-							
6% 1936	119.154,9							
4 1/2% 1931 Suisse	1.370,1							
C ^{te} du 15/11-1939								
(Valeur d'annuités)	631.285,4							
Emprunts aux								
travaux à long terme	90.526,3							
4 1/2% 1932 Suisse	206.948,9							
	3.953.365,-							

3.953.365,-

Compte : Capitaux constitutifs de suppléments de pension (loi du 28.12.1974)

n° 999

Nature des Emprunts	Région						S.E.M.	P.O.
	A.L.	Est	Cent.	Midi	Nord	Grande Péninsule		
4 1/2 % Angleterre								18.607,4
2 1/2 %		217.266						
3 % N		3.870.581,8						
4 %		727.062,3						
6 %		189.668,7						
3 % 1921		1.119.599,1	148.149,8		3.121,3		126.568	408.587,6
4 % 1921		583.621,-	1.162.308,5		13.127.708,4			654.829,1
5 % 1921		2.173.180,3	2.219.811,6	274.127,-	46.052.110,1		5.054.201,9	1.674.884,1
5 % 1933		721.521,9	269.515,5	153.297,8	58.337,9		650.945,8	1176.163,8
5 1/2 % 1935		168.520,1	351.100,-	59.861,4	5.274,7	12.554,9	158.102,7	211.735,1
6 % 1936		88.587,4	3.162,8	53.835,-	133.650,-		54.042,1	103.689,1
7 % E.U.		325.034,4						
VA pour rembourse- ment de 3 % E.U. Cours au 15/11/37		942.660,4						
4 % 1912			72.532,7					
4 % 1913			189.628,3					7.203.746,8
4 % 1914			928.631,3					
5 % 1919			1760.503,-					283929,7
5 % 1925			185.313,1					
VA - Cours du 15/11/39			28.022,5					103.900,3
3 % A				287.553,6	1.651.394,6		6.807.121,4	
3 % B					960.869,4			
4 % D					185.167,3			
5 % E					5.020.652,6			
6 % F					6.137.115,2			
6 % 1921							3.428.173,4	
6 % 1920								1974.624,6
5 1/2 % Amortiss.								62.196,1
6 % - d°								8968,7
"	10 193 643 -	7 320 913,6	828 994,8	43 985 091,5	10 554,1	15 219 455,5	13 185 192,4	
	942 660,4	28 022,5						

11 136 3034 7 318 7361

92 725 248 7

9% 800

6.785.632,4

Q# 801

813

Compte: Reliquat de l'amortissement de rachat
du Réseau de l'Ouest (loi de Finances de 1911
arrêté ministériel du 4-11-1911) 97 812

Dénomination des Emprunts	Réseau						
	G. P.	Est	Etat	Midi	Nord	Principale Couture	S. P. M.
<p>Somme représentée du capital emprunté avant le rachat Etat:</p> <p>Amortissement (arrêté ministériel du 4 nov 1911)</p>			16 676 524,6				
			16 676 524,6				

16 676.524,6

Compte: Insuffisances antérieures à 1884

9/2-817

Compte: Compte de guerre 1870-71 de l'ancien
Régiment de l'Est.

815

[illegible]

Compte : Dépenses de construction d'installations
présentant de l'intérêt pour le chemin de fer

816

[illegible]

Installation et matériel (dépense)

(dépêche ministérielle du 11 Septembre 1934)

Etat des
Comptes

S.N.C.F.

Comptes

Etat

Indi

Rece

Grand
Compteur

S.N.C.F.

S.N.C.F.

Personnes de
travaux

16 880 688,7

(dépense autorisée par décret sur le "Fonds de renouvellement"
notée aux termes de l'article 23 de la Loi du 31 Oct 1934)

16 880 688,7

16 880 688,7

97 770

[illegible]

OK 721

[illegible]

91% 77.2

www.elsevier.com/locate/jmb

OK 780

23 2/41 202, -

Compte : Insuffisances d'exploitation prises en charge par l'Etat

Exercices 1914 à 1920 n° 181

Nature des Emprunts	Réseaux						
	C. R.	Est	Etat	Midi	Nord	Grande Ceinture	P. L. M.
2 1/2 % 8 ^e C					61.764.810,-		10.938.182,-
3 % A					109.901.388,-		
3 % B					39.419.499,-		
4 % D					11.577.563,-		
5 % E					394.513.373,-		
6 % F					80.331.151,-		
3 % JJ							190.917.311,-
3 % OA							145.178.544,-
4 %							29.910.242,-
5 %							116.447.129,-
6 %							67.519.907,-
					697.510.781,-		560.985.345,-
					1.258.446.129,-		

AVANCES AU TRESOR

	fin 1940	fin 1941	
769 Capitaux constitutifs de suppléments de pensions remboursables en annuités (loi du 28 12.11)	247 604 44	219 015 5	28 588 9 Contraction de la part amortie fin 1941
770 Capitaux constitutifs de diverses réserves remboursables en annuités	8 905 974 41	6 017 638 4	2 888 336 0 d°
771 Frais d'études des lignes non concédées remboursables en annuités	823 158 76	811 618 8	11 540 0 d°
772 Comptes de garantie et d'annuités dues à l'ancien Réseau PLM (Rhône Mont-Cenis Convention du 15.7.1872 et 14.7.1897) .	8 907 733 83	4 129 168 8	4 778 565 0 d°
Insuffisances d'Exploitation prises en charge par l'Etat :			
780 Exercices 1870-71	35 310 420 57	11 368 513 6	23 941 907 0 d°
781 Exercices 1914-1920	2 222 376 240 54	963 930 111 5	258 446 129 0 d°
787 Avances au Tr sor (art.13 et 19 de la Convention du 28 juin 1921)	22 574 360 548 33	21 614 932 835 0	959 427 713 3 { 992.220.704(1) Contractions 32 792 990 7 Ecritures de conformité - Nord & Midi
	24 850 931 680 88	22 601 408 901 6	2 249 522 779 2

(1) savoir : Amortissement des insuffisances couvertes
par l'emprunt : 957 326 036¹

Amortissement des insuffisances couvertes
par des ressources du Fonds
Commun 34 894 668¹

32 792 990.7

2 101 677 4

Prélèvement de "Trésor Commune" restant
à amortir (Convention du 28 Juin 1921 - article 13)

Solde fin 1940	34	277	003	703,16
Solde fin 1941	34	389	996	693,9
écriture de l'exercice	32	992	990	,9

Donner :

Redressements du Contrôle financier des chemins de fer :

Comptes (Ancien régime) :	Exercice 1927	-	3	312	421,8
d° -	1923	-	4	896	,6
Moins :	" 1925	-	4	896	,6
	1926	-	13	717	838,9
	1927	-	2	704	674,7
	1928	-	5	924	812,7
	1929	-	18	758	091,8

Charges du Trésor (Convention du 27 ju 1921 - article 13)

§ Charges directes

Solde fin 1940

Solde fin 1941

Dotations de réserve

11 702 643 184, 83

11 737 537 822, 9

+ 34 894 668, 1

32 932 990, 7

2.101 697, 4

§ Charges par mise en charge des impôts enis par les réseaux -

22 594 355 548, 83

22 592 958 871, -

- 2 101 697, 4

(Personnes Assurées)
à un appel de fonds destiné à couvrir d'une part les redressements de Contrôle financier et d'autre part la provision affectée au titre du § 2 ci-dessus

Affectation des versements couvrant les versements par suite de glissement d'obligations à l'annulation de dépenses d'établissement au 31. Décembre 1937 -

(dépenses modifiées en 1941)
par suite de ajouts de fin 1940 et de redressements de Contrôle financier

Avances au Trésor

	fin 1940	fin 1941		
769.- Capitaux constitutifs de suppléments de pension remboursables, annuités (loi du 28.12.11)	247604,44	219015,5	28588,9	Contractions de la part autorisée 1941
770.- Capitaux Constitutifs de divers autres remboursables, annuités - - -	8905974,41	6.017.638,4	2888.336,-	-d-
771.- Frais d'étude de lignes non concédées remboursables, annuités - - -	823158,76	811.618,8	11.540,-	-d-
772.- Comptes de garantie et d'annuités dus à l'ancien Régime P.L.G. (Rhône Haut Cenis Convention du 15.7-1872 et 14-7-1897)	8.907.733,83	4.129.168,8	4778.565,-	-d-
780 Insuffisances d'Exploit. Ex ^{cs} 1870-71	35.310.420,57	11.368.513,6	23.941.907,-	-d-
781 pui y charge par l'Etat Ex ^{cs} 1914-1920	2282376240,54	963930.111,5	1258.446.129,-	-d-
787 Avances au Trésor (Art 13 et 19 de la Loi du 28 Juin 1921)	225 544 360 548,38 34618.703703,16	21614932835,-	18.003770862,2	992 220 404,1 Contractions 32792990,7 Centimes de conversion Mises - Hors 27 points
	36.895.274.835,41	22601.408901,6	14293866934,1	
	4 850 331 680 81		9 169 832 779,2	

(i) Donn:

Amortissement des insuffisances courantes par l'impôt
987 326 036,-

Amortissement des insuffisances courantes par des ressources de Fonds Comm - +

34 894 668,1

Donnée au gouvernement général de
l'Algérie pour dépenses d'établissement
du Réseau Algérien

Solde fin 1940	Solde fin 1941	Amortissement	Décomposition des amortissements par report sur les ressources couvertes les autres	
			Nature des dépenses	Montant des amortissements
170 960 218.56	82 142 957.8	88 817 250.7	8% Janv juillet	37 920 785.7
			8% Avril Octobre	50 664 936.-
			8% 1921	2 790.-
			8% 1921	121 429.-
			6% 1921	92 813.-
			8% 1933	21 507.-
			5 1/2 % 1935	11 282.-
			6% 1936	1 728.-
				<u>88 817 250.7</u>

Parents

Poste à
payer
en 1941

Observ

1928

1933

9999

1940

2

5

106

2

3

4

Dépenses diverses à amortir

		fin 1940	fin 1941	
798	Insuffisances de l'ancienne caisse des Pensions A L	126.490.922,60	122.537.557,6	3.953.365,- - (retraitement de la part amortie) fin 1941
799	Capitaux constitutifs de suppléments de pension (loi du 29.12.1911)	955.670.897,53	862.944.648,8	92.726.248,7 - do -
800	(non remboursables) (loi du 30.12.1923)	217.111.484,08	210.325.851,7	6.785.632,4 - do -
801	Capitaux constitutifs de diverses réserves (non remboursables)	1.000.000,-	656.751,7	343.248,3 - do -
812	Reliquat de l'annuité de rachat du réseau de l'Ouest (loi de finances de 1911 - arrêté ministériel du 4.11.1911)	27.227.376,67	10.550.872,1	16.676.524,6 - do -
813	Reliquat des insuffisances non garanties de 1901 et 1902 (art 5 de la loi du 17.5.1897)	10.000.000,-	4.768.474,2	5.231.525,8 - do -
814	Insuffisances antérieures à 1884	38.126.156,32	16.554.240,6	21.571.909,7 - do -
815	Compte de quittance 1870.7 de l'ancien réseau de l'Est	18.867.203,92	5.174.369,5	13.687.834,4 - do -
816	Dépenses de construction et installations présentant de l'intérêt pour le chemin de fer	8.421.438,46	3.661.236,7	4.760.201,8 - do -
"	Installations et matériel supprimés (décret ministériel du 11 Septembre 1939)	16.880.688,71	"	16.880.688,71 - do -
		1.419.755.183,33	1.287.179.002,9	182.517.179,4

(1)

Facture N°

Montant

1.696 fr. 00

Mois comptable (4)

à porter par celle-ci au **DÉBIT** du compte

JULIN

Mod. F. 502

Hervé et Fils, Paris. C^{re} Ac 1 7325 iPièces annexées

Vu et arrêté :

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le 23 août 1940.

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Compte de relation de la Comptabilité émettrice ouvert à la Comptabilité destinataire.
- (4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle la facture est adressée.

1er Juin 1938

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE DE LA COMPTABILITE GENERALE

INSTRUCTION PROVISOIRE N° 13
CONCERNANT LES REPRISES COMPTABLES ENTRE LES
GARES ET LE SERVICE DE L'EXPLOITATION (Dépenses, Réclamations)

A partir du 1er Juillet 1938, les reprises comptables exercées entre les gares et les Services de l'Exploitation seront faites par "transfert comptable". Cette méthode comporte :

- 1° - l'envoi direct à la Comptabilité de l'Exploitation (Dépenses, Réclamations ...) de pièces réglées par les gares sans mandatement préalable;
- 2° - la prise de crédit sur la Comptabilité de l'Exploitation après autorisation donnée par elle ou par la Comptabilité spéciale de la Région, de sommes dont les gares sont à découvert;
- 3° - l'envoi direct aux gares par la Comptabilité de l'Exploitation de titres ou de pièces à régulariser.

I - Imprimés à utiliser -

Les gares utilisent un imprimé de couleur bulle (Mod. 330 A (G)) composé de deux pièces (A et B) s'établissant par décalque:

- le feuillet A constitue le transfert comptable proprement dit; il est adressé au Service destinataire avec les pièces utiles ;
- le feuillet B constitue la souche.

.....

1er Juin 1938

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

SERVICES FINANCIERS

DIV

Renseignements

fournis à M. Gaessler

le 11 Juin 1942

LITE GENERALE

CONC

GARES ET LE S

I3

ES ENTRE LES

enses, Réclamations)

A partir du 1er Juillet 1938, les reprises comptables exercées entre les gares et les Services de l'Exploitation seront faites par "transfert comptable". Cette méthode comporte :

- 1^{re} - l'envoi direct à la Comptabilité de l'Exploitation (Dépenses, Réclamations ..) de pièces réglées par les gares sans mandatement préalable;
- 2^{re} - la prise de crédit sur la Comptabilité de l'Exploitation après autorisation donnée par elle ou par la Comptabilité spéciale de la Région, de sommes dont les gares sont à découvert;
- 3^{re} - l'envoi direct aux gares par la Comptabilité de l'Exploitation de titres ou de pièces à régulariser.

I - Imprimés à utiliser -

Les gares utilisent un imprimé de couleur bulle (Mod. 330 A (G)) composé de deux pièces (A et B) s'établissant par décalque:

- le feuillet A constitue le transfert comptable proprement dit; il est adressé au Service destinataire avec les pièces utiles ;
- le feuillet B constitue la souche.

.....

1) billets STEF 2832.957,9
Avances C.d.R. 10191506,2 (ant. à 1938)
2815343,7 (post. à 1938)
15.389.807,8

2) S.E. 549.372.421,1
S= 38.977.472,3
580.349.893,4

3) Délégation titres P.L.M. - 23.150.899,7
Subventions Algérie - 30.355.171,3
Sommes remboursées UPEAO
- 1535025,2
- 1944 1925955,2
Subventions locales + 390.930,5
+ 114.529.303,9
61.453.163,4

Sommes représentatives du capital des C.A.S. Art. S. Conv. du 31.8.37 -

Sommes représentatives du capital originaire du réseau de l'Etat -

Sommes représentatives du capital originaire du réseau A.L. -

Emprunts obligataires Emis par les anciens réseaux et pris en charge par la SNCF - 76.211.052.868,64

Emprunts obligataires Emis par les anciens réseaux pour le compte de la SNCF en vertu de l'art. 29 de la Convention du 31.8.37 - 307.245.787,49

Emprunts obligataires Emis par la SNCF en 1941 - 7.095.160.222,9

Avances du Trésor au titre des prestations en nature { période antérieure au 1.1.38 - 837.023.971,54
période postérieure au 1.1.38 - 1.112.387,48

Avances du Trésor au titre du programme spécial d'équipement - 4.361.286,39

Emprunts divers Valeur d'annuités à verser au Trésor - 2.837.023.053,64

Emprunts divers Emprunts au fonds commun du Travail { période antérieure au 1.1.38 - 1.282.039.242,97
période postérieure au 1.1.38 - 983.267.657,03

Emprunts divers Divers { période antérieure au 1.1.38 - 101.016.343,73
période postérieure au 1.1.38 - 66.038.901,78

Avances du Trésor au fonds commun des anciens réseaux { Avances amorties par remise d'actions B à l'Etat - 341.700.000, -

Ressources provenant du fonds de renouvellement des installations et du matériel - 170.382.533,26

Subventions et divers { période antérieure au 1.1.38 - 2.226.581.014,19
période postérieure au 1.1.38 - 142.952.357,71

Application provisoire de ressources de trésorerie { période antérieure au 1.1.38 - 664.933.577,08
période postérieure au 1.1.38 - 2.400.106.302,35

Engagements pris au titre des participations financières - 68.370.125, -

106.035.602.271,18

3036.419.907,2

32.447.525,1

110.004.559.703,5

2.509.595.774,2

68.100.458.026,8

5.179.965.308,2

3.161.569.452,1

12.761.509.201,3

528.520.252,7

2.430.996.535,3

750.732.426,7

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

MOUVEMENTS COMPTABILISES EN 1941

NET

Produit figurant au Passif au 31.12.1940

1.311.162.076,40

3.015.653.311,94

1.361.026.363,53

76.211.052.868,64

76.518.298.606,33

307.245.787,49

7.095.160.222,9

837.023.971,54

1.112.387,48

4.361.286,39

2.837.023.053,64

1.282.039.242,97

983.267.657,03

101.016.343,73

66.038.901,78

11.702.643.154,83

341.700.000, -

170.382.533,26

2.226.581.014,19

142.952.357,71

664.933.577,08

2.400.106.302,35

68.370.125, -

106.035.602.271,18

3036.419.907,2

32.447.525,1

110.004.559.703,5

2.509.595.774,2

68.100.458.026,8

5.179.965.308,2

3.161.569.452,1

12.761.509.201,3

528.520.252,7

2.430.996.535,3

750.732.426,7

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

NOUVELLE REPARTITION DANS LE BILAN AU 31 DECEMBRE 1941

DETTE A LONG TERME

Capitaux des Empr.^{ts} et anciens Réseaux d'Etat

Emprunts obligataires

Emprunts divers

par remboursement des capitaux des Compagnies et anciens Réseaux d'Etat

par remboursement des Emprunts obligataires

par remboursement des Emprunts divers

par Concours financiers divers

par prélèvement sur le fonds de renouvellement du matériel

Diminutions par contraction de postes créditeurs, autres que des amortissements avec des comptes d'achif

Diminutions par contraction d'amortissements avec des postes d'achif fictifs

510.882.541, -

1.271.473.389, -

727.239.844,2

61.005.297.803,9

7.095.160.222,9

7.095.160.222,9

771.316.298,6

152.271.175,7

1.932.180.880,5

2.217.616.633,7

106.080.334,7

11.737.537.822,9

341.700.000, -

750.732.426,7

2.430.996.535,3

750.732.426,7

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

12.079.237.822,9

2.501.974.843,3

(A) Chiffre arrondi à 76.518.298.606,4

Renseignements fournis
à M.M. les Commissaires aux Comptes.

M.M. Drouillet
Bouix

Renseignements fournis

à M.M^{rs} les Commissaires aux Comptes

*M. M^{rs} Gruson
Ducasse*



Compte n° 815

Compte de guerre 1870-1871 de l'ancien
Réseau Est

Solde débiteur au 31-12-1941 : 5.179.369,5

7
Clôture 1941

Conseil d'Administration

Rectifications au Compte rendu de la
séance du 20 Mai 1942
du Conseil d'Administration.

Vu
not
15.6.42

page 10 : 10^{me} et 11^{me} ligne - au lieu de - versements aux articles 43 - 44 et 46
il faut - versements des articles 43 - 44 et 45
page 12 : 16^{me} ligne - au lieu de - des remboursements opérés
il faut - des versements effectués au compte au Numéros
au 6.42

page 14 : 1^{re} ligne au lieu de 118.347.939,3
il faut 118.347.999,3

page 16 : 2^e ligne de l'alinéa 1^{er} au lieu de 39.532.580.821,69
il faut 39.552.580.821,69

page 17 : 8^e ligne au lieu de " débit calculé "
il faut " crédit calculé "
10^e ligne au lieu de " crédit "
il faut " débit "

page 20 : La somme de 1.620^M indiquée au titre des accroissements
de l'année s'applique seulement aux " Immobiliisations "
celle de 1.835^M mentionnée pour les amortissements concerne
l'ensemble des ressources d'établissement quelle que soit
l'affectation donnée en couverture, avant contractions
relatives aux actifs fictifs.
De ce fait les deux chiffres ne sont pas comparables

page 23 : dernière ligne au lieu de 58.605.125 f.
il faut 68.605.125 f.

page 24 : 3^e ligne du § b. au lieu de 5.137.223.842 f.4
il faut 5.137.223.841 f.4

Le crédit de 11.589.310^f7 imputé à l'article 32 se justifie comme suit :

Services	§1 Personnel		§2 Autres dépenses		§3 Crédits-Participations de l'Etat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Comptabilité Générale	3 347 0	"	"	"	"	"
MT EST	2 278 731 5	281 617 6	1 920 525 7	100 609 6	"	461 610 0
NORD	2 973 539 4	34 200 0	7 747 148 8	3 916 030 4	1 271 0	11 123 014 0
OUEST	1 465 333 0	"	9 122 678 6	416 043 2	"	10 038 417 3
SUD-EST	2 746 985 8	"	4 427 825 9	739 023 7	206 965 0	15 042 279 4
SUD-OUEST	1 338 602 4	10 792 6	2 709 228 0	344 333 3	"	6 023 521 7
	10 806 539 1	326 610 2	25 927 407 0	5 516 040 2	208 236 0	42 688 842 4
	10 479 928 9		20 411 366 8		42 480 606 4 (1)	
	Crédit : 11 589 310 7					

(1) Ce crédit correspond à des versements effectifs de l'Etat.

CHAPITRE IV - Article 45 - DOMMAGES CAUSÉS par les de
GUERRE aux APPROVISIONNEMENTS

Services	Destructions ou dommages antérieurs à l'armistice § I Dépenses		Destructions ou dommages postérieurs à l'armistice § 3 Dépenses	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
V.B. EST	1.674.355,8			512.160,6
" NORD	"	5.117.629,-		
" OUEST	"	13.563.042,1		5.541.425,3
" SUD-EST	105.355,5			
" SUD-OUEST	32.538,8			22.464,7
	1.812.250,1	18.680.671,1		6.076.050,6
	16.868.421,-		6.076.050,6	
	Solde créditeur		22.944.471,6	

Les crédits relatifs au Service VB Ouest comprennent notamment :

§ I - Une somme de 14^M 676 ayant donné lieu à l'émission de factures, pour prise en charge de fournitures de traverses, par le Ministère de la Production Industrielle.

§ 3 - Un montant de 6^M 110 pour report à l'art 47 de la valeur de rails prélevés à SURDON, par les Autorités d'occupation.

Le crédit de 64.964.048,1 qui ressort au Chapitre V art 9 se décompose comme suit :

	Débit	Crédit
§ 1		48.128.116,1
§ 2		4.013.065,-
§ 3		1.957.377,-
§ 4	982.771,-	
§ 5	1.540,-	
§ 10		11.849.801,-
	984.311,-	65.948.359,1
	64.964.048,1	

- le paragraphe 1 est relatif aux transports en service
- le solde du paragraphe 10 comprend notamment un crédit de 17.870.648,5 pour la part des recettes frigorifiques reversées par la STEF à la S.N.C.F.

Page 13 - Fonds de renouvellement

La somme de 625.686,2 représente les dépenses de Matériel roulant neuf en augmentation d'inventaire, relevant du "fonds de renouvellement" § a, savoir en chiffres arrondis :

- Valeur de pièces (matières et main d'oeuvre) relatives à l'installation du chauffage de 45 voitures destinées à la ligne Brive - Montauban 250.000 frs
- Règlement à la Sté Alsthom de 50% de frais d'études pour fourniture de 32 locomotives BB 320.000 frs
- Frais généraux et charges de 1ère année
 $570.000 \times 9.37 \% =$ 53.000 frs

Page 16 - Participations financières

Les redressements d'écritures se décomposent comme suit :

Société des combustibles purifiés	135.832,-
Société du Trenthracite de Lapugny	600.000,-
Cie de Guise au Catelet	664.179,8
Cie de Maubeuge à Villers Sire Nicole	<u>78.068,4</u>
	<u><u>1.478.080,2</u></u>

ils sont relatifs :

- pour la Société des Combustibles purifiés et la Société du Trenthracite de Lapugny, à la liquidation de la participation S.N.C.F. comme suite au rapport du Contrôle financier -
- pour les Cies de Guise au Catelet et de Maubeuge à Villers Sire Nicole, au remboursement par le Domaine privé Nord de la part "Amortissement" comprise dans les annuités dues par les dites compagnies, en remboursement d'avances consenties par le Nord, antérieurement à 1938.

Page 17 - 1er alinéa - Approvisionnements

La somme de 44.730 frs est relative au redressement effectué par le Contrôle financier, en vue de régulariser une écriture passée à tort en 1936 par le Service Matériel et Traction Nord, faisant double emploi avec un redressement de la Commission afférent à l'exercice 1927.

	§1 Personnel		§2 Travaux à l'entre- prise		§3 Matières		§4 Crédits	
	D	C	D	C	D	C	D	C
V.B.								
EST	206 230 1	"	1 407 980 4	"	127 438 5	"	"	"
NORD ...	" 1 991 567 1	"	" 557 414 3	"	" 640 015 8	"	"	"
OUEST ..	910 9	"	505 084 1	"	92 934 6	"	"	"
S/EST ..	"	"	140 995 0	"	39 626 0	"	"	"
S/OUEST.	"	"	28 567 7	"	192 6	"	"	"
	207 141 0	1 991 567 1	2 082 627 2	557 414 3	260 191 7	640 015 8	"	"
	1 784 426 1		1 525 212 9		379 824 1		"	
DESTRUCTIONS OU DOMMAGES POSTERIEURES A L'ARMISTICE								
	§5 Personnel		§6 Travaux à l'entre- prise		§7 Matières		§8 Crédits	
	D	C	D	C	D	C	D	C
V.B.								
EST	7 579 9	"	22 858 6	"	7 060 4	"	"	"
NORD ...	7 425 2	"	23 807 7	"	15 763 2	"	"	"
OUEST ..	"	"	1 797 5	"	70 9	"	"	"
SUD-EST.	"	"	"	"	"	"	"	"
S/OUEST.	"	"	"	"	"	"	"	"
	15 005 1	"	48 463 8	"	22 894 5	"	"	"
	15 005 1		48 463 8		22 894 5			
Solde créditeur 552.673,9								

Les imputations faites par le Service V.B. Nord sont créditrices par suite de reports aux articles 43-44 et 46, de ce fait : il faudrait : virements aux articles 43-44 et 46
au lieu de : virements des articles 43-44 et 45

OBSERVATIONS SUR LES DEPENSES d'EXPLOITATION
Exercice 1941

CHAPITRE III

ART 32 - DEPENSES DIVERSES DE GUERRE
(solde créditeur 11.589.310,7)

Les crédits imputés en 1941 se rapportent en grande partie aux dépenses engagées au cours de l'exercice 1940 -

Le tableau ci-dessous donne la position exacte de cet article à fin 1941.-

Régions	Débits		Total des débits à fin 1941	Crédits		Soldes débiteurs
	1940	1941		1940	1941	
Est	3.743	3.817	7.560	"	462	7.098
Nord	9.355	6.771	16.126	"	11.122	5.004
Ouest	4.767	10.172	14.939	"	10.038	4.901
Sud-Est	9.983	6.435	16.418	"	14.835	1.583
Sud-Ouest	3.599	3.693	7.292	"	6.024	1.268
Totaux	31.447	30.888	62.335	"	42.481	19.854

CHAPITRE IV

Art 41 - REPARATION ET RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS etc
(solde créditeur 552.673,9)

Le Service VB Nord a reporté sur Décembre 1941 aux articles 43, 44 et 46 des sommes de l'importance de 6.893.000 imputées au présent article sur l'exercice courant et sur exercices antérieurs.

Art 45 - DOMMAGES CAUSES PAR FAITS DE GUERRE AUX APPROVISIONNEMENTS -
(Solde créditeur 22.944.471,6)

comprend 1° - Un crédit de 646.000.- de la V.B. Est

Report au compte d'Approvisionnement A.L. de la valeur du Matériel et de l'Outillage laissés ou renvoyés en A.L.-
Application du P.V. de la conférence du 24-II-41 des Services Financiers.

2°- Un crédit de 6.110.000.- de la V.B. Ouest

Valeur de rails prélevés en Juillet 1940 par les Autorités d'occupation à Surdon.
Ces rails étaient destinés à l'entretien du réseau, le Service des Installations fixes a décidé de comprendre leur valeur dans les mémoires présentés au débit des Autorités allemandes. Cette somme a donc été reportée à l'Art 47.

3°- Un crédit de 14.676.000 de la V.B. Ouest

Prise en charge par le Ministère de la Production Industriel-

... ..

le d'une fourniture de traverses destinées en 1940 à l'entre-
pôt Central du Matériel de Chemins de fer - Ces traverses
ayant été considérées comme prix de guerre par l'Armée alle-
mande, leur valeur avait été imputée au débit du compte d'Ex-
ploitation.

- 4° - Un crédit de 293.000.- de la V.B. Nord
Rentrée au magasin général de matériaux expédiés sur les au-
tres Régions lors de l'évacuation de ce magasin, et dont la
valeur a été appliquée en 1940 au débit du compte d'Exploita-
tion.

CHAPITRE V.

ART. 9 - DIVERS - (Solde créditeur 64.964.048,1)

A fin Décembre 1941 ce compte se présente de la façon suivante :

Crédits pour transports en service	48.128.000.-
Pénalités de stationnement de matériel dans les	
établissements M.T.....	4.013.000.-
d° V.B.....	1.957.000.-
Divers	11.850.000.-

Les principales opérations créditrices passées au § Divers,
sont relatives à la S.T.E.F.

Notamment un crédit de ~~17.800.000.-~~ a été passé en Juillet,
concernant le complément de la part due à la S.N.C.F. sur les taxes
frigorifiques encaissées par la S.T.E.F. savoir :

Exercice 1940	10.200.000.-
d° 1941	3.900.000.-
	<u>7.600.000</u>

	Est	Nord	Ouest	Sud-Ouest	Sud-Est	Ensemble	
Transformation de wagons tombereaux	0 ^m 462	1 ^m 322	2 ^m 774	3 ^m 052	2 ^m 103	9 ^m 713	Réellement encaissés
Mise en état de citernes		0 ^m 500				0 ^m 500	En partie encaissés
Aménagement et déséquipement des trains sanitaires		2 ^m 500			3 ^m 369 ⁽¹⁾	5 ^m 869	⁽¹⁾ Le règlement interviendra certainement en 1942
Frais de mise en état, expédition et convoyage du matériel pour l'Afrique du Nord		3 ^m 775	17 ^m 264	2 ^m 332	9 ^m 363	22 ^m 734	Réellement encaissés.
Prestations et travaux faits à la demande de l'autorité militaire française		2 ^m 700		0 ^m 640		3 ^m 340	— d° —
Amélioration des conditions de chargement en bout des véhicules		0 ^m 330				0 ^m 330	— d° —
	0 ^m 462	11 ^m 127	10 ^m 038	6 ^m 024	14 ^m 835	42 ^m 486	

V 12179

Frais généraux à appliquer aux dépenses de la
ligne de St-Maur Ville à St-Maur Noyant pour 1941

354,9

12988

Remboursement de frais généraux appliqués aux
dépenses d'établissement de l'ex. 1941

781.493,3

Prise en charge en vue de la clôture
de l'ex- de écritures comptabilisées au cours de
l'année par

Exploitation Est	825.403,5
Nord	753.308,5
Ouest	534.008 -
Sud Est	1.225.193,4
Sud Ouest	253.583,5

3.693.296,9

C = 4.424.148,1

Ann 17

Chap V Art 9 § 10

Juillet 1941

7268 Redressement sur taxes frigorifiques - 1^{er} semestre 41

7329 Compléments part SNCF sur taxes frigorifiques
7163 encaissés par STEF 4 1940

Décembre 1941

12574 Redressement sur taxes frigorifiques dues par
la STEF à la SNCF pendant l'ex. 1941

Cette somme se décompose comme suit
reste sur 3^e trimestre 633.457,9
4^e trimestre 1.900.373,3

l'ensemble des provisions pour 1941 devant être
de $1.900.373,3 \times 4 = 7.601.493,2$

600.000
1.260.000
3.857.662

[10.269.155,3
7

} 2.533.831,2

Exercice 1940 -

Toutes les factures de débit
comprenant les frais de
transport pour le compte
de l'Armée Britannique
ont été annulés fin 1940

Exercice 1941

Nous n'avons reçu aucune
facture pour frais de
transport dans le courant
de cet exercice -

Solde à fin 1941
pour le compte de l'Armée Britannique
Sommes dues par
31.088.444, 23

Observations sur les Dépenses d'Exploitation Exercice 1941.

Chapitre III

Art 32 - Dépenses diverses de guerre.

Solde créditeur 11.589.310,7.

Le compte ressort ~~créditeur~~ du fait de son ~~ouverture~~ en Décembre 1940. Les crédits ~~imputés~~ en 1941 se rapportent en grande partie aux dépenses engagées ~~à cette époque~~ au cours de l'exercice 1940.

Le tableau ci-dessous donne la position exacte de cet article à fin 1941.

Régions	Débit		Total des débits à fin 1941	Crédits		Soldes débiteurs
	1940.	1941		1940	1941	
Est	3.743	3.817	7.560	"	462	7.098
Nord	9.355	6.771	16.126	"	11.122	5.004
Ouest	4.767	10.172	14.939	"	10.038	4.901
Sud-Est	9.983	6.435	16.418	"	14.835	1.583
Sud-Ouest	3.599	3.693	7.292	"	6.024	1.268
Totaux	31.447	30.888	62.335	"	42.481	19.854

Chapitre IV

Art 41 - Réparation et reconstruction des logements et Solde créditeur 552.673,9

Le service VBS Nord a reporté sur Décembre 1941 aux articles 43, 44 et 46 des sommes de l'importance de 6.893.000 imputées au présent article sur l'exercice courant et sur exercices antérieurs.

V.

Chapitre IV (suite)

Art. 45 Domages causés par faits de guerre
aux approvisionnement - Solde créditeur 22.944.476,6
comprend 1^o Un crédit de 646.000,- de la V.B. Est

Report au Compte d'Approvisionnement
A.L. de la Valeur du matériel et de l'Outillage
laissés ou renvoyés en A.L. - Application du PV
de la Conférence du 24. 11-41 des 1^{ers} Financiers

2^o Un crédit de 6.110.000,- V.B. Ouest

Valeur de rails prélevés en Juillet 1940
par les autorités d'occupation à Sardon.

Ces rails étaient destinés à l'entretien du réseau,
la Sec. des Installations fixes a décidé de
comprendre leur valeur dans les mémoires présentés
au débit des autorités allemandes. Cette somme
a donc été reportée à l'Art 47.

3^o Un crédit de 14.676.000 de la V.B. Ouest

Pris en charge par le Ministère de la
Production Industrielle d'une fourniture de hachures
destinées en 1940 à l'entrepôt central du matériel
de Ch de fer. Ces hachures ayant été considérées
comme ~~fait~~ de guerre par l'armée allemande, leur
valeur ^{avait} été imputée au débit du C.A. d'Exp.^o -

4^o Un crédit de 293.000. - V.B. Nord

Retour au magasin général de matériel
expédiés sur les autres Régions lors de l'évacuation
de ce magasin et dont la valeur a été appliquée
en 1940 au débit du C.A. d'Exp.^o -

17.

Chapitre V

Art 9. Divers. Solde créditeur 64.964.048,1
à fin Décembre 1941 ce compte se
présente de la façon suivante :

Crédits pour transports en service	48.128.000
Penalités de stationnement de matériel	
dans les établissements M T	4.013.000
- 8° - V B	1.957.000
Divers	11.850.000

Les principales opérations créditrices passées
au 1° Divers sont relatives à la S.T.E.F.

Notamment un crédit de 14.000.000,-
a été passé en Juillet, concernant le
complément de la part due à la S.N.C.F.
sur les taxes frigorifiques encaissées par la
S.T.E.F. savoir :

exercice 1940	10.200.000,-
8° 1941	3.900.000

Le crédit de 11.589.310^f7 imputé à l'article 32 se justifie comme suit :

Services	§1 Personnel		§2 Autres dépenses		§3 Crédits-Participations de l'Etat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Comptabilité Générale	3 347 0	"	"	"	"	"
MT EST	2 278 731 5	281 617 6	1 920 525 7	100 609 6	"	461 610 0
NORD	2 973 539 4	34 200 0	7 747 148 8	3 916 030 4	1 271 0	11 123 014 0
OUEST	1 465 333 0	"	9 122 678 6	416 043 2	"	10 038 417 3
SUD-EST	2 746 985 8	"	4 427 825 9	739 023 7	206 965 0	15 042 279 4
SUD-OUEST	1 338 602 4	10 792 6	2 709 228 0	344 333 3	"	6 023 521 7
	10 806 539 1	326 610 2	25 927 407 0	5 516 040 2	208 236 0	42 688 842 4
	10 479 928 9		20 411 366 8		42 480 606 4 (1)	
	Crédit : 11 589 310 7					

(1) Ce crédit correspond à des versements effectifs de l'Etat.

		§1 Personnel		§2 Travaux à l'entre- prise		§3 Matières		§4 Crédits	
		D	C	D	C	D	C	D	C
V.B.									
EST		206 230 1	"	1 407 980 4	"	127 438 5	"	"	"
NORD ...		" 1 991 567 1	"	" 557 414 3	"	" 640 015 8	"	"	"
OUEST ..		910 9	"	505 084 1	"	92 934 6	"	"	"
S/EST ..		"	"	140 995 0	"	39 626 0	"	"	"
S/OUEST.		"	"	28 567 7	"	192 6	"	"	"
		207 141 0	1 991 567 1	2 082 627 2	557 414 3	260 191 7	640 015 8	"	"
		C - 1 784 426 1		D - 1 525 212 9		C - 379 824 1		"	
DESTRUCTIONS OU DOMMAGES POSTERIEURES A L'ARMISTICE									
		§5 Personnel		§6 Travaux à l'entre- prise		§7 Matières		§8 Crédits	
		D	C	D	C	D	C	D	C
V.B.									
EST		7 579 9	"	22 858 6	"	7 060 4	"	"	"
NORD ...		7 425 2	"	23 807 7	"	15 763 2	"	"	"
OUEST ..		"	"	1 797 5	"	70 9	"	"	"
SUD-EST.		"	"	"	"	"	"	"	"
S/OUEST.		"	"	"	"	"	"	"	"
		15 005 1	"	48 463 8	"	22 894 5	"	"	"
		15 005 1		48 463 8		22 894 5			
Solde créditeur 552.673,9									

Les imputations faites par le Service V.B. Nord sont créditrices par suite de reports aux articles 43-44 et 46, de ce fait : il faudrait : virements aux articles 43-44 et 46
au lieu de : virements des articles 43-44 et 45

Page 13 - Fonds de renouvellement

La somme de 625.666,2 représente les dépenses de Matériel roulant neuf en augmentation d'inventaire, relevant du "fonds de renouvellement" § a, savoir en chiffres arrondis :

- Valeur de pièces (matières et main d'oeuvre) relatives à l'installation du chauffage de 45 voitures destinées à la ligne Brive - Montauban 250.000 frs
- Règlement à la Sté Alsthom de 50% de frais d'études pour fourniture de 32 locomotives BB 320.000 frs
- Frais généraux et charges de 1ère année
570.000 x 9.37 % = 53.000 frs

Page 16 - Participations financières

Les redressements d'écritures se décomposent comme suit :

Société des combustibles purifiés	135.832,-
Société du Trenthracite de Lapugny	600.000,-
Cie de Guise au Catelet	664.179,8
Cie de Maubeuge à Villers Sire Nicole	<u>78.068,4</u>

I.478.080,2

ils sont relatifs

- pour la Société des Combustibles purifiés et la Société du Trenthracite de Lapugny, à la liquidation de la participation S.N.C.F. comme suite au rapport du Contrôle financier -
- pour les Cies de Guise au Catelet et de Maubeuge à Villers Sire Nicole, au remboursement par le Domaine privé Nord de la part "Amortissement" comprise dans les annuités dues par les dites compagnies, en remboursement d'avances consenties par le Nord, antérieurement à 1938.

Page 17 - 1er alinéa - Approvisionnements

La somme de 44.730 frs est relative au redressement effectué par le Contrôle financier, en vue de régulariser une écriture passée à tort en 1936 par le Service Matériel et Traction Nord, faisant double emploi avec un redressement de la Commission afférent à l'exercice 1927.

CHAPITRE IV - Article 45 - DOMMAGES CAUSES par FAITS de GUERRE aux APPROVISIONNEMENTS

Services	Destructions ou dommages antérieurs à l'armistice § I Dépenses		Destructions ou dommages postérieurs à l'armistice § 3 Dépenses	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
V.B. EST	I.674.355,8			512.160,6
" NORD	"	5.117.629,-		
" OUEST	"	I3.563.042,1		5.541.425,3
" SUD-EST	I05.355,5			
" SUD-OUEST	32.538,8			22.464,7
	I.812.250,1	I8.680.671,1		6.076.050,6
	I6.868.421,-		6.076.050,6	
	Solde créditeur		22.944.471,6	

Les crédits relatifs au Service VB Ouest comprennent notamment :

- § I - Une somme de 14^M 676 ayant donné lieu à l'émission de factures, pour prise en charge de fournitures de traverses, par le Ministère de la Production Industrielle.
- § 3 - Un montant de 6^M 110 pour report à l'art 47 de la valeur de rails prélevés à SURDON, par les Autorités d'occupation.

Le crédit de 64.964.048,I qui ressort au Chapitre V art 9 se décompose comme suit :

	Débit	Crédit
§ I		48.128.116,I
§ 2		4.013.065,-
§ 3		1.957.377,-
§ 4	982.771,-	
§ 5	1.540,-	
§ IO		11.849.801,-
	984.311,-	65.948.359,I
	64.964.048,I	

- le paragraphe I est relatif aux transports en service
- le solde du paragraphe IO comprend notamment un crédit de 17.870.648,5 pour la part des recettes frigorifiques reversées par la STEF à la S.N.C.F.

Montant de la part due à la SNCF
des taxes frigorifiques encaissées par
la STEF pendant l'exercice 1940 -
Lettre de la STEF CG MM/A n° 685 du
17/7/41 - Art. 14 du Traité du 28/3/1940.
suivant détail ci-après :

Montant des taxes dues à SNCF	12.669.155,30
Provisions imputées en 1940	2.400.000
Complément 1/1941	<hr/> 10.269.155,3

Redressement sur taxes frigorifiques des
deux premiers trimestres de l'exercice 1941
Les provisions calculées sur les bases de 1940
étaient de $600.000 \times 2 =$ ^{mois} juin $\{ 1.200.000 =$
Les versements provisionnels de
1941 devaient être de
 $2.533.831 \times 2 =$

5.067.662
Différence - 3.867.662.

Chapitre III

Art 32. Défenses diverses de guerre.

Aucune critique au cours de l'année 1981
a fin Décembre le solde se décompose comme suit:

$\oint 1 = 10.480$

f 2 - 20.411

3 42.481

(Credits)

Des renseignements
complimentaires sont
demandés

11.590.000

Chapitre IV

Art 41. Réparation et reconstruction des logements endommagés ou détruits par faits de guerre.

Solde créditeur 639.000,-

en Juillet. S.C. 3.000 par V.B. Nord. Recouvrement d'imputations crues
Dépenses de 169,1040 réparties aux

en Décembre 1. c 6.881.00. ^{Depenses de 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2}

art. 43 - 44 - 46

Oct 45. Donnages causés par faits de guerre aux
approvisionnements - solde créditeur 95.831.000,-

Annexé - §1. V.B. ouverts - Pris en charge par le Ministère de la Production,
Ind. elle d'une fourniture de traverses destinées en 1940 à l'Entrepôt
Central du matériel de Ch. de fer. Les traverses ayant été considérées
comme prises de guerre par l'Armée allemande, leur valeur
avait été imputée au débit du Compte d'Exp.¹⁹⁴⁴ - - - 14.676.000. -

13. VB Oners. Valeur de rails prélevés en juillet 1940 par les
autorités allemandes à Surdon. Cette somme a été reportée
à l'article 47 (décision du 1^{er} des Install^{ons} fixes ... 6.110.000,-

V.B. Nord. Revenu au magasin général de matériaux
expédiés sur les autres Régions, lors de l'évacuation de ce
magasin et dont la valeur a été affliguée en 1940 au débit
du compte d'expl.^{on} H. 416.000,-

4. 416.000, ~

Sept 6th

chap 5. art 9

Transports in revenue

ss 1	-	48.128.116.1
ss 2	-	4.013.065.-
ss 3	-	1.957.377.-
ss 4		982.771.-
ss 5		1.540.-
ss 10	-	14.849.801.- IMPSTER
		<hr/>
		- 64 964.048.1

Chap 2 Dépenses art. 22 — *pr*
Dépenses diverses de guerre

En dehors des sommes relatives
au colis du prisonnier, passées au
débit des ^{S^{cs}} exploitation, par le Cte Gb.

Soit. Est :	3.302.909,3
Nord :	5.645.643,8
Ouest :	6.563.313,9
S. Ouest :	6.483.035,9
S. Est :	6.349.315,2
	<hr/>
	28.344.218,1
	<hr/>

les imputations faites par les
services régionaux représentent en principe
des dépenses de personnel détaché
auprès des services allemands

Dépenses articles 15, 20 et 25, 2^e au Chapitre II des Dépenses art. 22, 3^e Chapitre V des Dépenses art 9.

Services	Chapitre I ^{er} des Dépenses							Chap. II des Dépenses art 22	Chap. V art. 9						
	art. 15					art 20	art 25		§ 1	§ 2	§ 3	§ 4	§ 5	§ 10	
	§ 1	§ 2	§§ 2	§§ 3	§§ 4										§ 4
Services Centraux	(3) 5.693.689,8	84.005,-	66.491,5	(2) 165.946,1	61.967,6	27.766,8	10.815.790,1	4.602.739,9	835,-	671.9162					
Service des A.C.M		87.851,4	2022,6		0,2		"			7794.3867					11.903.392,7 ⁽¹⁾ dont 7 ⁽²⁾ de la STET 1 ⁽³⁾ pour 1941 et 10 ⁽⁴⁾ au titre de 1940.
Région Est.	Exploitation Mat. et Eton Voie	20.597,3 796.845,4	22.716,4 335.980,1 7.890,6	1.421,3 8.642,5 "	89.046,3 25.364,5 182.210,2		535.245,1 6.744.027, 12.865,7		11.864.757,4	2.311.153,4 8.780.667,8					
Région Nord.	Exploitation Mat. et Eton Voie	1.390.390,9 38.400,- 192.631,4	22.524,- 10.668,9 2.001,7	3.460,5 " 2.909,4	8.307,8 883,3 3,9		730.596,2 1.451.901,4 31.269,5		24.549.258,-	1.017.734,5 8.153.919,9	1.777.463,-	528.580,-			28.695,9
Région Ouest	Exploitation Mat. et Eton Voie	113.745,8 190.945,- 692.289,9	25.404,4 2.106,8 85.505,1	917,5 " 8629,-	96.301,1 1,- 152,6		11.916,8 34.287,- 1.217,3		10.275.350,7	90.5747,6 2.311.670,6	805.491,- 31.480,-	239.219,-		1.540,-	
Région Sud. Est	Exploitation Mat. et Eton Voie	382.100,6 47.993,- 3.360.160,5	78.875,1 5.414,6 56.155,8	5.706,- 2.076,9 21.774,4	118.974,7 15.652,2 14.776,2	7,6	1.325.487,9 18.549,7 500,-	150,-	11.278.077,1	32.658,6 1.168.892,1 7.035.218,5	636.302,-	994.019,-	982.771,-		24.695,8
Région Sud. Ouest	Exploitation Mat. et Eton Voie	71.861,8 57.065,4 429.273,1	133.555,5 4.878,- 21.391,3	3.365,- " 1.448,7	327.261,1 1.194,9 4.092,9	16.945,2	73.555,9 805,- 494,6		8.833.099,9	691.457,3 7.852.692,9	762.329,	195.559,-			200,-
		7.767.305,1	171.256,4	130.291,1	402.09,2	57.301,1	18.724,1	21.583.464,6	4.600.546,9	66.801.378,1	48.128.416,1	4.013.065,-	1.957.377,-	982.771,-	1.540,- 11.849.801,-
		13.460.994,9	171.856,4	196.282,6	206.155,3	113.268,7	46.493,9								

(1) Direction Sp 115.608,2
Département de la Seine
Mairie de St. Maurice
(Paris) 49.929,4
Département de la Seine
Mairie de St. Maurice
(Paris) 14.195.551,8

64.64.048, 1

Clôture 1941

Assemblée Générale

21 MAI 1942

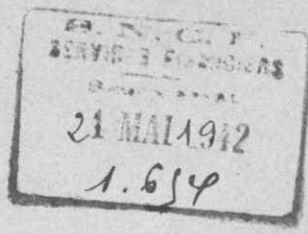
Transmis à M. BROCHU

A TITRE DE PRÉAVIS

ET VOUS RÉSERVE DU MEMENTO DÉFINITIF

DE LA PART DE

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL



Reçu en
M. Meytas
an liquidation
fr

CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 20 Mai 1942

Question N° VI

Assemblée Générale des Actionnaires
de la S.N.C.F. : documents à communiquer à
la Commission des Comptes, en vertu de
l'article 31 des Statuts.

Approuvé.

M. Lapierre

fr

De la part de

M

Monsieur Posset

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous informer que l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F., appelée à délibérer sur la gestion et les comptes de l'exercice 1941, a été fixée au 30 juin 1942.

Vous voudrez bien trouver ci-joint les documents comptables qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article 31 des Statuts de la S.N.C.F.

Je vous adresserai ultérieurement le Rapport à l'Assemblée Générale, qui doit être arrêté par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 10 juin prochain.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Signé: Fourmier

Monsieur LORIOT, Conseiller d'Etat.-

20 mai

42

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que l'Assemblée Générale des Actionnaires de la S.N.C.F. appelée à délibérer sur la gestion et les comptes de l'exercice 1941 a été fixée au 30 juin 1942.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, en huit exemplaires, les documents comptables qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article 31 des Statuts de la S.N.C.F., et dont je vous serai obligé, pour la bonne règle, de m'accuser réception.

Je vous adresserai ultérieurement le Rapport à l'Assemblée Générale, qui doit être arrêté par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 10 juin prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: Fournier

Monsieur le Président de la Commission des Comptes
de la S.N.C.F.

Clôture 1941

Bilan du Service de la presse

Clôture 1941

Applications des prescriptions de l'art. 41 de la
Convention du 31 Août 1937

- a. Lettre à M^r le Secrétaire d'Etat aux Communications
 - b. Lettre à M^r le Ministre des Finances
-

Lettre expédiée le

sans rectification

~~avec rectification~~

13 JUIL 1942

Copie pour le S.N.C.F. ^{Sous} FINANCIERS

Le Président
Conseil d'Administration

F^r Dⁿ 59

7 JUL 1942



Proposé le

Le Directeur des Services Financiers

Signé : BROCHU

13 JUL 1942

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion du 30 juin 1942, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Nationale des Chemins de fer français a approuvé les comptes et le Bilan de l'exercice 1941 qui lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 41 c) de la Convention du 31 août 1937, j'ai l'honneur de vous adresser le Rapport du Conseil d'Administration contenant en annexe les comptes de l'exercice.

J'adresse les mêmes documents à M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances.

Nos Services Financiers ont versé au Trésor, le 1er juillet 1942, la somme de 47.770.234 F 2, en remboursement du solde des avances consenties par le Trésor au titre de la part de l'insuffisance de l'exercice 1938 dépassant le montant des charges non incorporées dans l'équilibre financier de cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Secrétaire
d'Etat aux Communications.

Signé : FOURNIER

Copie pour le ^{SCS} FINANCIERS

S.N.C.F.

Le Président
du Conseil
d'Administration

F² D 59^{4u}

Proposé, le

Paris, le

7 JUIL 1942

Le Directeur des Services Financiers,

Signé : BROCHU

13 JUIL 1942

D 8211/5

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion du 30 juin 1942, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Nationale des Chemins de fer Français a approuvé les comptes et le Bilan de l'exercice 1941 qui lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 41 c) de la Convention du 31 août 1937, j'ai l'honneur de vous adresser le Rapport du Conseil d'Administration contenant en annexe les comptes de l'exercice.

J'adresse les mêmes documents à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Nos Services Financiers ont versé au Trésor, le 1er juillet 1942, la somme de 47.770.934¹⁸, en remboursement du solde des avances consenties par le Trésor au titre de la part de l'insuffisance de l'exercice 1938 dépassant le montant des charges non incorporées dans l'équilibre financier de cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat aux
Finances.

CM/MW 4.7.1942

Paris, le

7.7.42

10 JUIL 1942
SERVICES FINANCIERS

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 Liq. N° 1344

T R A N S M I S

à Monsieur CLOSSET
Secrétaire Général
du Conseil d'Administration SNCF

dans la pensée qu'il voudra bien se charger de transmettre les projets de lettre ci-joints à la signature de M. le Président, après y avoir joint le rapport dont nous n'avons pas d'exemplaire, et par l'intermédiaire de M. FILIPPI et de M. le Directeur Général.

Le Directeur des Services
Financiers,

Roche

*Transmis à la Rochet
par les usés*

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITE GENERALE

DOSSIER A CONSULTER

PAR M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

PIECES JOINTES

A L'APPUI DU PROPOSE F² D N° 59 et 59 bis

DU 7 JUIL 1942

Le Président
du Conseil d'Administration

F.D n° 59
7 JUL 1942

13 juillet 1942

Proposé le

Le Directeur des Services Financiers

Signé: **RECHU**

D 8211/5

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion du 30 juin 1942, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Nationale des Chemins de fer français a approuvé les comptes et le Bilan de l'exercice 1941 qui lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 41 a) de la Convention du 31 août 1937, j'ai l'honneur de vous adresser le Rapport du Conseil d'Administration contenant en annexe les comptes de l'exercice.

J'adresse les mêmes documents à M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances.

Nos Services Financiers ont versé au Trésor, le 1er juillet 1942, la somme de 47.770.934 F 3, en remboursement du solde des avances consenties par le Trésor au titre de la part de l'insuffisance de l'exercice 1938 dépassant le montant des charges non incorporées dans l'équilibre financier de cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: Fournier

par le Secrétaire
d'Etat aux Communications.

S.N.C.F.

Le Président
du Conseil
d'Administration

D 8211/5 Proposé le

Paris, le 13 Juillet 1942
7 JUIL 1942
Le Directeur des Services Financiers
Signé : BROCHU

M. Laquionie

Compilé
pour date de la
signature du
Président et la reforme
de la Direction

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion du 30 juin 1942, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Nationale des Chemins de fer Français a approuvé les comptes et le Bilan de l'exercice 1941 qui lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 41 c) de la Convention du 31 août 1937, j'ai l'honneur de vous adresser le Rapport du Conseil d'Administration contenant en annexe les comptes de l'exercice.

J'adresse les mêmes documents à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Nos Services Financiers ont versé au Trésor, le 1er juillet 1942, la somme de 47.770.934¹⁸, en remboursement du solde des avances consenties par le Trésor au titre de la part de l'insuffisance de l'exercice 1938 dépassant le montant des charges non incorporées dans l'équilibre financier de cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé Fournier

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat aux
Finances.

no 12
talon
juin 1942

M. Metta,

Per retro d'ingrasso

2

6/7/42

W. Laymonie

in the back

' 2-3-42

/ Kx

Le Président du Conseil
d'Administration

Proposé, le
Le Directeur des Services Financiers,
Signé : BROCHU

Monsieur le Ministre,

Dans sa réunion du 30 juin 1942, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Nationale des Chemins de fer Français a approuvé les comptes et le Bilan de l'exercice 1941 qui lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 41. c) de la Convention du 31 août 1937, j'ai l'honneur de vous adresser le Rapport du Conseil d'Administration contenant en annexe les comptes de l'exercice.

J'adresse les mêmes documents à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Nos Services Financiers ont versé au Trésor, le 1er juillet 1942, la somme de *du soldé* 47.770.934,8, à titre ~~de~~ *en* remboursement définitif des *rapport de* avances consenties par le Trésor au titre de l'insuffisance de l'exercice 1938 ~~en~~ *de* ~~excessant des~~ *insuffisant des* charges non incorporées dans l'équilibre financier de cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil
d'Administration,

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat aux Finances

MW.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 Liq. N° 1374

- 7 JUIL 1942

Transmis à M. CLOSSET
Secrétaire Général
du Conseil d'Administration
S.N.C.F.

dans la pensée qu'il voudra bien se charger de transmettre les projets de lettre ci-joints à la signature de M. le Président, après y avoir joint le rapport dont nous n'avons pas d'exemplaire, et par l'intermédiaire de M. FILIPPI et de M. le Directeur Général.

Le Directeur des Services
Financiers,

Signé : BROCHU

Services Financiers

Division Centrale
des Finances

1^{er} Juillet 1942

Subdivision de la
Trésorerie et des Etudes

Monsieur le Caissier
de l'Agence Centrale du Trésor

F.O n° 2.182 P.
1

Copie transmise à Monsieur ALADENISE, Chef des
Subdivisions de la Comptabilité Générale.

Paris, le 1^{er} Juillet 1942.
Le Chef de la Subdivision de la
Trésorerie et des Etudes,

P. Lauer
J'ai l'honneur de vous prier de vouloir
bien débiter notre compte 27-28 d'une somme
defrs. 47.770.934,8
(Quarante-sept millions sept cent soixante-dix
mille neuf cent trente-quatre francs 8 décimes)
par le crédit de notre compte 21-26 § b) avances
sans intérêts.

Cette somme, égale à l'excédent d'exploita-
tion de l'exercice 1941, représente le rembourse-
ment au Trésor du solde des avances consenties
par lui, au titre de l'exercice 1938 en vertu de
l'article 25 - 2^e alinéa - de la Convention du
31 Août 1937.

Veuillez agréer, Monsieur le Caissier,
l'assurance de notre considération distinguée.

*Lettre remise le 2 juillet
au T.P.*

Société Nationale
des Chemins de Fer Français
signé : BROCHU
BERNARD

*2-7-42
xy*

Monsieur le Caissier de l'Agence Centrale du Trésor
PARIS

S. N. C. F.

ORDRE D'IMPUTATION O N° 1622

SERVICES FINANCIERSDivision Centrale
des Finances

Bureau O

TRESOR PUBLIC

Copie transmise à Monsieur ALADENISE, Chef des Subdivisions de la Comptabilité Générale.
Paris, le 1^{er} Juillet 1942
Le Chef de la Subdivision de la Trésorerie et des Etudes,
Journée comptable du 2^{er} Juillet 1942

80/E 59010 7-41 - Gruot

Montant	Objet			
M = 47.770.934,8	Remboursement au Trésor Public de la somme ei-contre égale à l'excédent d'exploitation de l'exercice 1941 et représentant le solde des avances consenties par lui, au titre de l'exercice 1938, en vertu de l'art.25 2 ^e alinéa - de la Convention du 31 Août 1937.			

Mois	Exercice 1942
1 ^{er} Juillet	1942

Comptes d'imputation pour le Bureau C	Débit	Crédit
Ressources de Trésorerie		
§ Avances du Trésor		
(Art.25 de la Convention du 31 Août 1937-2 ^e alinéa)	M	
Trésor Public - compte 27-28		M
Total	M	M

Arrêté à la somme de Quarante-sept millions sept cent soixante-dix mille neuf cent trente-quatre francs 8 décimes. - - - - -

Présenté par le Chef du Bureau O.

Paris, le 30 Juin 1942.

Pr LE CHEF DE LA DIVISION CENTRALE
DES FINANCES.

Clôture 1941

Divers

Mr. Lapin ou.

A conserver au dossier de la
liquidation 1941

5 Juin 1942

js

Romain ~~Acquisitions~~ f 50 000 L
frais 2 100 000 L

~~Travaux~~ ~~Acquisitions~~ / ~~Taxol~~
~~Travaux~~ ~~Travaux~~

~~Assurance~~ ~~des~~ ~~proches~~
~~des~~ ~~les~~ ~~Mu~~

la Commission des
 2^e impôts au 6^e G des juries
 du solda ou deficit de 1938
 (amortissement) qui a une signature

- Brochu

Y: Richard qui desirait

(amortissement) vous parler personnellement,
 vous prie de le rappeler la

la Commission
 de 9 sept 1937 est hier
 reguliere me concernant
 au 4 mars 1942 (amortissement)
 de renouvellement de matériel, pour
 Richard

a' Elvise 08.71

Je j'ai cours de nipcats, il y a 6
 a été fait état de l'intention première
 SWCF d'acheter en 1942 le matériel
 depuis le 1938 et y a accédé
 Commission pour l'achat de matériel
 suffisante entre la SWCF
 et la SWCF
 5/6/42

Mon dossier 18 102

Ces notes appartiennent à quelques précisions
sur la Comptabilité relative des dommages de guerre et
perturbations. M. Mettes desire qu'en application de ces
notes, les Services débarrassent, en fin d'année, le
plus possible les cf et d'attente. Nous devons en
suivre l'application en accord avec I. S. F. C.
Noter pour la période avant liquidation.

30-10-41 A-3

13 Avril 1942.

Note relative à la forme du bilan de la S.N.C.F.

A la fin des exercices précédents, le bilan de la S.N.C.F. présentait un état descriptif complet des opérations qui avaient donné lieu au cours des exercices successifs à l'inscription de dépenses ou de recettes au compte d'établissement. Un effort avait été fait pour classer les rubriques du bilan suivant les principes admis généralement par les entreprises industrielles tout en les adaptant aux conditions particulières qui résultent de la réglementation légale ou conventionnelle propre aux chemins de fer.

Mais à l'actif comme au passif aucune distinction fondamentale n'avait été faite entre les éléments qui ont une existence réelle et ceux qui, comme les insuffisances des anciens Réseaux ou les dépenses de rétroactivité des retraites de la Loi de 1911, constituent non pas des actifs productifs, mais des frais à amortir.

De même, le bilan rapprochait sous des rubriques semblables les différents éléments des insuffisances d'exploitation de la S.N.C.F. et des avances correspondantes du Trésor, sous la seule réserve d'une référence aux 2 alinéas distincts de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 qui les régissent.

Il est apparu que, sur les deux points ci-dessus, des améliorations pouvaient être apportées à la présentation du bilan qui permettraient de l'alléger tout en la laissant strictement conforme aux textes réglementaires en vigueur. La partie proprement commerciale du bilan serait donc détachée des parties relatives aux insuffisances d'exploitation héritées des anciens Réseaux, aux insuffisances de grand équilibre de la S.N.C.F. et aux avances correspondantes de l'Etat. Ces dernières sont, en effet, assorties de conditions particulières de remboursement sur les excédents éventuels d'exploitation qui leur retirent tout caractère de passif exigible et donnent à l'Etat des droits qui s'apparentent à ceux des porteurs de parts bénéficiaires.

A titre d'exemple, les nouveaux principes adoptés ont été appliqués au bilan de 1940. Sous sa nouvelle forme, ce bilan est divisé en trois parties :

- la première concerne en propre la S.N.C.F.
- la deuxième concerne les relations Etat-S.N.C.F. résultant des articles 24 et 25 (1er alinéa) de la Convention du 31 août 1937.
- la troisième concerne les relations Etat-S.N.C.F. résultant de l'article 13 de la Convention du 28 juin 1921 et de l'article 24 de la Convention du 31 août 1937.

Les avances de l'Etat aux anciens Réseaux

L'Etat a apporté son concours financier aux anciens Réseaux soit pour participer à leurs dépenses d'établissement, soit pour couvrir leurs déficits d'exploitation.

Aucune distinction n'a paru devoir être faite entre les dépenses d'établissement, selon qu'elles ont été payées par les Réseaux eux-mêmes ou prises en charge par l'Etat. On conçoit mal par exemple que toutes les dépenses de construction des lignes ne soient pas rassemblées sous une même rubrique du bilan, alors qu'elles représentent dans leur ensemble l'actif industriel productif et qu'au surplus leur mode de partage entre l'Etat et les Réseaux a varié d'une convention à l'autre. Les dépenses d'établissement dites "remboursables", qu'elles aient été payées en capital par l'Etat ou couvertes par des emprunts des Réseaux dont le Trésor assume les charges ont donc été bloquées avec les dépenses non remboursables.

Pour les insuffisances d'exploitation prises en charge par l'Etat, la situation s'analyse de la façon suivante :

Dans la mesure où les insuffisances ont été couvertes par des emprunts, la S.N.C.F. est seule et directement débitrice vis-à-vis des obligataires des annuités d'intérêt et d'amortissement, et elle doit, quoi qu'il arrive, y faire face à chaque échéance. En contre partie, elle est créancière de l'Etat à concurrence des charges correspondantes. Il ne paraît donc pas possible de distraire de la partie du bilan relative aux engagements propres de la S.N.C.F. les emprunts qui couvrent les insuffisances d'exploitation. Par contre, cette dette doit trouver sa contre partie, non pas dans l'actif fictif que constitueraient les insuffisances elles-mêmes, mais dans une créance sur l'Etat qui constitue bien un actif réel. Cette créance s'amortit d'ailleurs progressivement à mesure que les obligations de couverture sont elles-mêmes remboursées. Il est proposé pour alléger le bilan, de réduire simultanément le montant de la créance et de la dette à concurrence des amortissements réalisés.

Au regard de l'Etat, la situation est différente, selon qu'il s'agit des insuffisances antérieures à 1921 ou des insuffisances du Fonds Commun. Pour les premières, la prise en charge par l'Etat est définitive. Pour les autres, au contraire, l'Etat n'a fait qu'une avance qu'il conserve le droit de reprendre sur les excédents éventuels d'exploitation de la S.N.C.F. dans les conditions définies par l'article 24 de la Convention du 31 août 1937. Ce droit s'étend d'ailleurs à toutes les formes d'avances, que celles-ci aient été faites directement en capital ou par prise en charge des annuités des emprunts de couverture, que les emprunts aient été amortis ou que leurs titres restent encore en circulation. Toutefois, la créance du Trésor ne subsiste, bien entendu, que dans la mesure où l'avance n'a pas été remboursée, soit par les excédents d'exploitation et les écrètements de prime des anciens Réseaux, soit par la remise

d'actions B de la S.N.C.F. conformément à l'article 2 de la Convention du 31 août 1937. En outre, elle ne peut être remboursée que sur les excédents d'exploitation. A ce dernier point de vue, le droit de l'Etat est assimilable à celui qui appartient à un porteur de parts bénéficiaires.

La constatation au bilan de l'existence de ce droit ferait l'objet d'une partie spéciale (la troisième), comportant, sous le titre "Convention du 28 juin 1921 (art. 13) " :

- au passif, le montant des avances non remboursées du Trésor au Fonds Commun, que celles-ci aient été consenties en capital ou par prise en charge des emprunts émis par les Réseaux,
- à l'actif, le montant correspondant des insuffisances.

Il s'ensuit que les montants des insuffisances d'exploitation postérieures à 1921 figurent deux fois au bilan au moins partiellement, mais à des titres différents.

Les chiffres figurant à la première partie s'appliquent aux insuffisances de toute nature, mais pour le montant couvert par l'emprunt seulement.

Les chiffres figurant à la troisième partie s'appliquent aux seules insuffisances du Fonds Commun, mais pour leur montant total, quel que soit leur mode de couverture, sous la seule déduction des remboursements effectués au Trésor à l'aide des excédents d'exploitation des anciens Réseaux bénéficiaires et des écrêtements de prime et de la somme de 341 117 qui représente la part amortie par la remise d'actions B de la S.N.C.F.

Les avances de l'Etat à la S.N.C.F.

Par ordre croissant de consolidation, les avances du Trésor à la S.N.C.F. sont de trois sortes :

- les avances de l'article 27,
- les avances de l'article 25, 2ème alinéa,
- les avances de l'article 25, 1er alinéa.

Les avances de l'article 27 constituent de pures ressources de trésorerie. Elles ne peuvent figurer que dans la première partie du bilan où elles ont été classées sous une rubrique distincte parmi les créiteurs divers.

Les avances de l'article 25, 2ème alinéa sont remboursables par prélèvements sur le compte de liquidation de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été consenties, ce

prélèvement étant toutefois facultatif pendant la durée d'application de la Convention du 9 septembre 1939 relative au régime financier des chemins de fer en temps de guerre. Le principe du remboursement sur compte d'exploitation paraît devoir entraîner la constatation de la créance du Trésor au passif dans la première partie du bilan. Elle y figure pour 2.237 millions sous une rubrique distincte parmi les créiteurs divers. La première somme subsiste également à l'actif comme insuffisance d'exploitation à amortir. Mais les résultats de l'exercice permettant cet amortissement à concurrence de 2.190 millions, la provision correspondante est inscrite au passif. L'emploi de la provision permettrait dans un bilan après décision de l'Assemblée Générale l'approuvant, de contracter l'un par l'autre ~~de~~ deux postes d'actif et de passif pour ne plus laisser figurer qu'à l'actif la somme de 47 millions représentant le reliquat restant à amortir sur les résultats des exercices suivants.

Pour les avances de l'article 25, 1er alinéa, le droit de l'Etat au remboursement, défini par l'article 24 de la Convention, de même nature que pour les avances au Fonds Commun, s'apparente aux droits des porteurs de parts bénéficiaires. D'où l'ouverture dans le bilan d'une partie spéciale sous le titre "Convention du 31 août 1937 - art. 25 - 1er alinéa".

Mais un cas particulier se présente pour l'avance correspondant à l'insuffisance de l'exercice courant. Si le droit à l'avance existe, en effet, pour la S.N.C.F. dès la constatation de cette insuffisance, c'est-à-dire, dès le 31 décembre, date à laquelle est arrêté le bilan, par contre le versement ne peut en être exigé (ou le cas échéant, l'imputation sur les avances de l'article 27) que progressivement pendant les 6 premiers mois de l'exercice suivant. Au 31 décembre, la S.N.C.F. n'a donc qu'une créance sur le Trésor. Cette créance figure dans la première partie du bilan sous une rubrique spéciale parmi les "débiteurs divers".

Eléments d'actif et de passif propres à la S.N.C.F.

Ces éléments figurent dans la première partie du bilan. En dehors de ceux qui sont relatifs aux avances du Trésor et qui ont fait l'objet des développements précédents, ils appellent les observations suivantes :

Actif - Une rubrique "Apports" est la contre partie exacte, à l'actif, du capital social. Sans doute paraît-elle faire double emploi avec les éléments d'actif qui sont détaillés sous les rubriques suivantes puisqu'aux termes de l'article 2 de la Convention, les actions de la S.N.C.F. ont été émises en représentation des installations, du matériel et des avances de l'Etat au Fonds Commun. Mais il est impossible de la supprimer sans rompre l'équilibre du bilan, la valeur réelle des éléments

d'actif étant d'autre part balancée par les ressources de couverture : capitaux des anciens Réseaux, emprunts et ressources diverses. On peut dire au surplus qu'elle représente la valeur à laquelle a été évalué "le droit d'exploiter" consenti à la S.N.C.F. par la Convention.

Les Participations Financières ne figurent sous la rubrique générale "immobilisations" que pour les sommes effectivement versées. Il a paru plus rationnel, pour ne pas rompre l'équilibre du compte d'établissement (actif et passif), de comprendre le montant des capitaux non appelés parmi les "comptes divers" de la rubrique générale "débiteurs divers", la contre partie se trouvant au passif parmi les "comptes courants et tiers créanciers" de la rubrique générale "créditeurs divers".

Les "dépenses diverses à amortir" constituent des actifs fictifs que diverses lois ou dispositions réglementaires ont autorisé les anciens Réseaux ou la S.N.C.F. à couvrir par l'emprunt. Elles comprennent essentiellement pour 126 M 5 les insuffisances de l'ancienne Caisse des Pensions A.L., pour 1.172 millions les capitaux constitutifs de suppléments de pensions dans des Lois de 1911 et de 1923 et pour 16 M 8 la valeur primitive de Matériel supprimé que les disponibilités du Fonds de renouvellement n'avaient pas permis d'amortir fin 1940.

Les avances au Gouvernement général de l'Algérie correspondent à des dépenses d'établissement et assimilées faites par le P.L.M. au titre du Réseau Algérien dont il était autrefois concessionnaire. Ces dépenses ont été couvertes pour partie (170 M 9) par des emprunts P.L.M. qui figurent au passif, mais dont l'Algérie rembourse les charges à la S.N.C.F., pour le surplus (30 M 4) par une subvention. A concurrence de cette dernière somme, la contraction a été faite entre l'actif et le passif.

Les avances au Trésor correspondent essentiellement, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, aux insuffisances d'exploitation (antérieures ou postérieures à 1921) couvertes par des emprunts dont l'Etat assume les charges.

Passif - Les ressources appliquées à la couverture des dépenses d'établissement ont été scindées en deux rubriques générales distinctes.

La rubrique "Amortissements" comprend toutes les ressources qui ne correspondent pas, ou ne correspondent plus, à une dette de la S.N.C.F. vis-à-vis de tiers. On y trouve la constatation de l'amortissement financier réalisé par remboursement des capitaux des anciens Réseaux ou des emprunts sur les comptes d'exploitation des exercices successifs. L'amortissement par concours financiers divers correspond essentiellement aux subventions qui ont été versées par l'Etat ou les collectivités locales à titre de contribution gratuite à certains travaux d'établissement dont la S.N.C.F.

conserve la jouissance et qui figurent pour leur valeur à l'actif. Enfin, c'est sous cette rubrique générale qu'est classé également le montant des prélèvements effectués sur le Fonds de renouvellement pour couvrir les frais d'acquisition d'installations ou de matériel encore existant au 31 décembre 1940. La part du Fonds de Renouvellement utilisée à l'amortissement des installations et du matériel supprimés a été annulée par contraction avec la somme correspondante à l'actif. Le cas échéant, la part du Fonds de Renouvellement qui n'aurait pas été utilisée à la fin d'un exercice à l'un ou l'autre des deux objets précédents, figurerait parmi les Réserves et Provisions.

La rubrique "Dettes à long terme" comprend les sommes restant dues sur les capitaux engagés par les anciens Réseaux ou sur les emprunts émis. Pour les emprunts, elles sont exprimées en "produit net" des titres émis.

Contraction de l'actif avec les postes correspondants du passif amorti.

A cet égard, les éléments d'actif doivent, semble-t-il, être distingués suivant qu'il s'agit de matériel et d'installations d'une part, ou d'actifs fictifs et de créances sur l'Algérie et sur l'Etat d'autre part.

Les installations et le matériel font l'objet d'un amortissement industriel entièrement reporté sur l'exercice au cours duquel se produit la suppression ou la réforme. Tant qu'ils servent à l'exploitation, leur valeur figure normalement à l'actif. La réduction progressive de l'actif par imputation sur les amortissements financiers réalisés aurait pour résultat de faire disparaître du bilan la réserve véritable que représente cet amortissement financier, la dette disparaissant tandis que l'actif productif subsiste. Il a paru opportun de laisser apparaître cet enrichissement progressif du Réseau, dont l'Etat bénéficiera en fin de concession.

Pour les actifs fictifs (dépenses diverses à amortir), il n'y a pas d'autre amortissement à prévoir que l'amortissement financier et celui-ci ne correspond pas à la constitution d'une réserve. Il n'y a donc aucune objection à réduire progressivement le montant des sommes qui figurent à l'actif dans la mesure où elles sont couvertes par des emprunts dont les titres ont été amortis.

Une solution analogue serait adoptée pour les créances de la S.N.C.F. sur le Gouvernement Général de l'Algérie et sur le Trésor qui représentent bien un actif réel, mais qui s'éteignent au fur et à mesure que les emprunts de couverture sont remboursés. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, cette contraction ne saurait d'ailleurs entraîner aucune diminution correspondante dans le montant des

droits que le Trésor retire de ses avances au Fonds Commun et qui figurent dans la troisième partie du bilan.

Ce principe de "contraction" n'a pu, faute de temps, être appliqué pour l'établissement du bilan de 1940 rectifié, joint à la présente note. Mais il le serait pour le bilan de 1941 à présenter à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Relevé comparatif

du taux des éléments de base et des résultats des Frais généraux divisionnaires
d'Administration générale et des Charges de 1^{re} Année

	1939	1940	1941
<u>Frais généraux divisionnaires M.T.</u>			
Taux	4,64	5,35	5,66
Bases { Numérateur	335.539.607,31	350.971.858,71	418.297.798,7
Dénominateur	7.227.061.559,14	6.562.562.279,27	7.392.835.831,6
A. Résultats	23.563.396,27	11.905.263,34	32.123.877,8
<u>Frais généraux divisionnaires V.B.</u>			
Taux	16,52	19,22	14,78
Bases { Numérateur	480.673.877,09	451.495.240,31	453.543.566
Dénominateur	2.910.138.400,87	2.348.067.061,65	3.068.583.643,9
B. Résultats	86.298.771,48	74.295.903,52	75.485.909,6
<u>Frais généraux d'Administration générale</u>			
Taux	2,77	2,67	2,72
Bases { Numérateur	507.120.838,75	491.957.721,55	483.208.819,1
Dénominateur	18.316.936.574	18.398.966.478,39	20.464.632.339,7
C. Résultats	33.314.754,48	18.577.320,54	25.194.177,5
<u>Charges de 1^{re} Année</u>			
Taux	1,845	1,735	1,36
D. Résultats	22.742.073,29	12.299.510,56	5.655.761,5
E. Ensemble. (A+B+C+D)	165.918.995,52	117.077.997,96	138.459.666,4
<u>à ajouter :</u>			
F. Taux spéciaux { Frais généraux	3.463.278,82	2.473.385,20	11.021.218,4
Charges de 1 ^{re} année	79.495,09	14.247,76	-
Total des Frais généraux et des Charges de 1 ^{re} année (E + F)	169.461.769,43	119.565.630,92	149.480.884,8
Taux cumulé { M.T.	9,52	10,04	9,37
V.B.	21,96	24,53	18,81

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N^o 12043

12

Subdivisions du Contrôle des Recettes

GP/MW 10.4.1942

Paris, le 10 AVR 1942

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Écritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 Liq. N° 11314

Monsieur le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité et du Contrôle
des Recettes

OBJET : Décomposition des soldes de certains
comptes courants au 31 décembre 1941.

En vue de la constatation dans les écritures de la S.N.C.F. des comptes courants débiteurs et créditeurs au 31 décembre 1941, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir, avant le 15 avril courant, la décomposition des soldes, par Compagnie, des comptes ci-après, dont la tenue incombe à vos Subdivisions :

n°4621 - COMPAGNIES SECONDAIRES-Cptes Cts
n°4623 - COMPAGNIES DE NAVIGATION d°

/ Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

27 May 1942

Eck

Monsieur le Chef des
Subdivisions
de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes

Je vous confirme les décisions prises hier par M. BROCHU, après accord de M. le Directeur Général et de M. le Président, au sujet de l'arrêté des recettes de 1941.

1^{re}) Transports de combustibles . On laisse les 117 M en recettes de 1941.

2^{re}) Subvention. -

Le C.C.R. passera dans ses livres :
Secrétariat d'Etat aux Communications
à
Recettes du Trafic...1.188 M

avec le libellé suivant : " Subvention de l'Etat. Article 18 de la Convention du 31 août 1937 - lettre du Secrétariat d'Etat aux Communications à la S.N.C.F. du 30 septembre 1941, et lettre de la S.N.C.F. au Secrétariat d'Etat aux Communications du 24 octobre 1941"

Pour la répartition entre Voyageurs et Marchandises, me faire une proposition tenant compte des pourcentages d'augmentations de tarif demandés par la S.N.C.F.

et de la date à laquelle elles auraient dû entrer en vigueur.

32) On prendra en recettes de 1941 ou en diminution de dépenses (suivant le mode de répartition habituel) la part revenant à la S.N.C.F. sur les 300 M qui viennent d'être versés par les Allemands pour décembre 1941, soit 297.700.000 frs.

42) Le montant du complément à passer en recettes sur 1941 au titre de la Poste, est de 45 M.

(Recette totale Poste au titre de 1941 :
 $235 + 45 = 280$ M non compris le
report de 14 M 15 de 1940 sur 1941.

52) La Comptabilité Générale (M.LAGUIONIE) prendra d'autre part l'initiative de vous débiter par facture de la somme à retirer des recettes au titre de la subvention : Vous recevrez une facture de crédit, pour éteindre le débit du compte Secrétariat d'Etat aux Communications, et une facture de débit, pour éteindre le crédit du compte Recettes du trafic.

Ces 2 factures étant de même montant, soit 1.188 M, le libellé à faire figurer sur la facture sera le suivant : "Annulation de la Subvention à recevoir de l'Etat par application de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937. Application de l'article I c/32 de l'avenant à la Convention du 9 septembre 1939".

Toutes ces écritures doivent être comprises sur un dépouillement complémentaire.

P^r L^e Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé: ALADENISE

Calcul de la Subvention pour 1941

Versements allemands bruts de l'origine au 17 mars 1942.....6.362.580.000,--

A déduire :

Somme imputée en recettes de 1940.....2.000.000.000,--

Somme revenant à 1942 (janvier et février).. 600.000.000,--

Sommes ristournées pour la période Juillet 1940 - décembre 1941	(aux Compagnies secondaires aux W.L. à la STEF)	48.080.000,--
-----------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	---------------

Total à déduire.....2.648.080.000,--

Versement allemand net pour la S.N.C.F. au titre de 1941.....3.714.500.000,--

A déduire :

1^{re}) Part affectée par le C.C.R. à l'amortissement des transports commerciaux allemands non encaissés.... 242.500.000,--

2^e) Part portée en atténuation de dépenses du Ch.II 55.384.000,--

297.885.000,--

Versement allemand net porté en recettes.....3.416.615.000,--

Somme prévue.....2.950.000.000,--

Différence..... 466.615.000,--

La subvention qui avait été primitivement
évaluée à1.655 M

doit donc être réduite de..... 467 M

et ramenée à1.188 M

P. P. O. Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé: ALADENISE

(1) BUREAU

COMPTABILITÉ

FACTURE

des opérations imputées

Facture N°

pour ordre

Comptabilité Générale (2)

au CRÉDIT du compte

Montant

117.763.782 fr. 7 c.

EXERCICE 19 41

Mois comptable (4)

à porter par le destinataire au DÉBIT du compte

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITÉ

Décembre

Mod. F. 502

DES RECETTES (3)

IMP. COM. "ARTHE" 5703 - Cde Ac 1 77761

DÉTAIL DES OPERATIONS	SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
BUREAU DE LA LIQUIDATION		
CLOTURE DE 1'EXERCICE 1941		
--:--:--		
Report à Comptabilité Générale du soldes créditeurs du compte Régionaux - Exploitation à fin décembre 1941 voir détail ci-dessous:		
Est -Exploitation.....		22.545.168,2
Est-Matériel et Traction.....		5.141.520,6
Nord V.B.....		2.322.733,8
Ouest-Exploitation.....		71.475.363,6
Ouest -V.B.....		2.146.391,3
Sud-Est - Exploitation.....		4.565.771,1
Sud-Est M.T.....		986.183,2
Sud-Est V.B.....		96.806,4
Sud-Ouest Exploitation.....		5.342.072,5
Sud-Ouest M.T.....		375.217,2
Sud-Ouest V.B.....		2.766.554,8
Archives 122196 à 122206		
Pièces annexées		
	TOTAL.....	117.763.782,7

Vu et arrêté :
/ Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité des Recettes

Thann

Dressé par la Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le

130 AVR. 1942.

Amey

(1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.

(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.

(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.

(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

49 BUREAU

COMPTABILITÉ

FACTURE

des opérations imputées

Facture N°

Montant

21.087.009.482fr.3 c.

EXERCICE 19 42

Mois comptable (4)

D é c e m b r e

Mod. F. 502

SUBMISSION DE LA COMPTABILITÉ

DES RECETTES

(3)

IMP. COM^U 'SARTHE' 5703 — Cde Ao 1 7776 i

DÉTAIL DES OPÉRATIONS		SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
BUREAU DE LA LIQUIDATION			
CLOTURE DE L'EXERCICE 1941			
Report à Comptabilité Générale des Recettes			
"Voyageurs" de l'exercice 1941			
Voyageurs.....	5.816.186.562,6		
Bagages.....	156.264.079,9		
Colis postaux.....	193.426.827,8		
Petits Colis.....	466.007.700,8		
Détail.....	1.222.076.801,9		
Charges complètes.....	12.496.122.536,1		
Divers Magasinages.....	442.472.208,2		
See de la Poste.....	294.452.765,-		
Archives N° 122188 à 122195			
Pièces annexées		21.087.009.482,3	
		Total.....	

Vu et arrêté :

Dressé par la Chef de Bureau soussigné :

/ Le Chef de Subdivision
de la Direction des Renseignements

A Paris, le 30 AVR 1942

30 AVR. 1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
(2) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité destinataire dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
(3) Compte de relation ouvert au nom de la Comptabilité émettrice dans les écritures de la Comptabilité destinataire.
(4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité destinataire.

(1)

COMPTABILITÉ

FACTURE des opérations imputées

Facture N° pour ordre

au **DÉBIT** du compte

Montant
16.503.961.133,36
fr.

EXERCICE 19 ⁴²

Mois comptable (4)

à porter par celle-ci au **CRÉDIT** du compte

SUBDIVISION DE LA COMPTABILITE

DES RECETTES

(3)

Mod. 1074 cc. - Ac 1 5348 i - 7-38

MAI
DECEMBRE

DÉTAIL DES OPÉRATIONS		SOMMES PARTIELLES	SOMMES TOTALES
Bureau de la Liquidation			
Clôture de l'exercice 1941			
Report à Comptabilité Générale du solde débiteur			
du compte "Finances" à fin de décembre 1941.....			
dont détail ci-dessous:			
Finances.....	16.473.499,3	901,3	
Est -V.B.....		21.227,7	
Nord (Expl.....	24.578.708,-		
Nord M.T.....	2.074.899,7		
Ouest M.T.....	3.673.846,-		
A.C.M.....	112.550,9		
Archives N° 122208 o 122213			
Pièces annexées {	TOTAL 16.503.961.133,6		

Vu et arrêté :

**/ Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité des Recettes**

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le

30 APR 1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Compte de relation de la Comptabilité émettrice ouvert à la Comptabilité destinataire.
- (4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle la facture est adressée.

COMPTABILITÉ

Facture N° *pour ordre*

au **DÉBIT** du compte

Montant

EXERCICE 1942

Mois comptable (4)

à porter par celle-ci au **CRÉDIT** du compte 24.508.208 fr. 1

D é c e m b r e

DES RECETTES

(3)

Mod. 1074 cc. - Ac I 5348 i - 7-38

Pièces annexées

Vu et arrêté :

**Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité des Recettes**

Dressé par le Chef de Bureau soussigné :

A Paris, le

1150 AVR. 1942

- (1) Désignation administrative de la Comptabilité émettrice.
- (2) Compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.
- (3) Compte de relation de la Comptabilité émettrice ouvert à la Comptabilité destinataire.
- (4) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle la facture est adressée.

(3) Mois dans lequel l'écriture doit être passée par la Comptabilité à laquelle les factures sont adressées.

(2) Désignation du compte de relation de la Comptabilité destinataire ouvert dans les écritures de la Comptabilité émettrice.